

Chambre des Représentants

SESSION 1979-1980

22 FÉVRIER 1980

BUDGET

du Ministère des Classes moyennes
pour l'année budgétaire 1980

PROJET DE LOI

ajustant le budget
du Ministère des Classes moyennes
de l'année budgétaire 1979

RAPPORT

FAIT AU NOM DE LA COMMISSION
DE L'ECONOMIE (1)
PAR M. STEVERLYNCK

SOMMAIRE

	Pages
Introduction du rapporteur ...	2
I. — Exposé du Ministre des Classes moyennes ...	4
A. Synthèse du budget ...	5
1. Moyens budgétaires ...	5
2. Transferts de crédits des budgets nationaux à ceux des communautés et régions ...	5

(1) Composition de la Commission :

Président : M. d'Alcantara.

A. — Membres : MM. Aerts, Beerden, d'Alcantara, Tijl Declercq, Dupré, Lernoux, Joseph Michel, Steverlynck, van de Put, Van Dessel. — MM. Boeykens, Burgeon, Delhay, Mme Detiège, MM. Leclercq, Marcel Remacle, Willockx. — Mme Duclos, MM. Kubla, Louis Olivier, Verberckmoes. — M. Bernard. — M. Desaeeyere.

B. — Suppléants : MM. Bourgeois, Cauwenberghs, Mme Demeester-De Meyer, Mlle Devos, MM. Gheysen, Hiance, Moors, Marc Olivier, Pierret, Mme Tyberghien-Vandenbussche, M. Wauthy. — MM. Baldeuwijns, Bourry, Busquin, Danschutter, Denison, Hancké, Onkelinx, Rigo. — MM. Buchmann, Willy De Clercq, De Winter, Knoop, Tromont. — MM. Fiévez, Gendebien. — MM. Schiltz, Van Grembergen.

Voir :

4-XIII (1979-1980) :

— N° 1 : Budget.

— N° 2 : Amendements.

5-XIII (1979-1980) :

— N° 1 : Projet de loi.

Kamer van Volksvertegenwoordigers

ZITTING 1979-1980

22 FEBRUARI 1980

BEGROTING

van het Ministerie van Middenstand
voor het begrotingsjaar 1980

WETSONTWERP

houdende aanpassing van de begroting
van het Ministerie van Middenstand
voor het begrotingsjaar 1979

VERSLAG

NAMENS DE COMMISSIE
VOOR HET BEDRIJFSLEVEN (1)
UITGEBRACHT DOOR DE HEER STEVERLYNCK

INHOUD

	Blz.
Inleiding van de rapporteur ...	2
I. — Uiteenzetting van de Minister van Middenstand ...	4
A. Begrotingssynthese ...	5
1. Begrotingsmiddelen ...	5
2. Overdrachten van de nationale begrotingen naar de gemeenschaps- en gewestbegrotingen ...	5

(1) Samenstelling van de Commissie :

Voorzitter : de heer d'Alcantara.

A. — Leden : de heren Aerts, Beerden, d'Alcantara, Tijl Declercq, Dupré, Lernoux, Joseph Michel, Steverlynck, van de Put, Van Dessel. — de heren Boeykens, Burgeon, Delhay, Mevr. Detiège, de heren Leclercq, Marcel Remacle, Willockx. — Mevr. Duclos, de heren Kubla, Louis Olivier, Verberckmoes. — de heer Bernard. — de heer Desaeeyere.

B. — Plaatsvervangers : de heren Bourgeois, Cauwenberghs, Mevr. Demeester-De Meyer, Mej. Devos, de heren Gheysen, Hiance, Moors, Marc Olivier, Pierret, Mevr. Tyberghien-Vandenbussche, de heer Wauthy. — de heren Baldeuwijns, Bourry, Busquin, Danschutter, Denison, Hancké, Onkelinx, Rigo. — de heren Buchmann, Willy De Clercq, De Winter, Knoop, Tromont. — de heren Fiévez, Gendebien. — de heren Schiltz, Van Grembergen.

Zie :

4-XIII (1979-1980) :

— N° 1 : Begroting.

— N° 2 : Amendementen.

5-XIII (1979-1980) :

— N° 1 : Wetsontwerp.

	Pages		Blz.
3. Réorganisation administrative	7	3. Administratieve reorganisatie	7
4. Ajustement du budget de 1979	7	4. Aanpassing van de begroting van 1979	7
5. Taux de croissance du budget en 1980	8	5. Groeivoet van de begroting in 1980	8
B. Politique du département	10	B. Beleidsvoering	10
1. Statut social des travailleurs indépendants	10	1. Sociaal statuut der zelfstandigen	10
2. Réglementation	10	2. Reglementering	10
3. Expansion économique	14	3. Economische expansie	14
4. Formation permanente des classes moyennes	15	4. Voortdurende vorming van de Middenstand	15
5. Rapport annuel des classes moyennes	16	5. Jaarlijks Middenstandsverslag	16
6. Parastataux	17	6. Parastatalen	17
II. — Discussion générale	18	II. — Algemene bespreking	18
A. Postes budgétaires	18	A. Begrotingsposten	18
1. Transferts du budget national aux budgets commu- nautaires et régionaux	18	1. Overdrachten van de nationale naar de gemeenschaps- en gewestbegrotingen	18
2. Restrictions budgétaires pour 1980	19	2. Versobering in 1980	19
3. Postes spécifiques	20	3. Specifieke posten	20
B. Politique du département	21	B. Beleidsvoering	21
1. Politique sociale	21	1. Sociaal beleid	21
2. Réglementation	26	2. Reglementering	26
a) Accès à la profession	26	a) Toegang tot het beroep	26
b) Professions intellectuelles prestataires de services	27	b) Dienstverlenende intellectuele beroepen	27
c) Registre central du commerce	27	c) Centraal handelsregister	27
d) Pratiques du commerce	28	d) Handelspraktijken	28
e) Loi du 29 juin 1975 sur les implantations com- merciales	29	e) Wet van 29 juni 1975 op de handelsvestigingen	29
f) Simplification des formalités administratives	29	f) Vereenvoudiging van de administratieve formalitei- ten	29
3. Expansion économique	29	3. Economische expansie	29
a) Fonds de garantie	29	a) Waarborgfonds	29
b) Facilités de crédits en cas de dommages par suite de travaux publics	31	b) Kredietfaciliteiten bij schade door openbare werken	31
c) Aides publiques à la recherche scientifique	33	c) Toelagen voor wetenschappelijk onderzoek	33
d) Fonds de participation	36	d) Participatiefonds	36
e) Accès des P.M.E. aux marchés publics	37	e) Toegang van de K.M.O. tot de overheidsopdrach- ten	37
f) Effets de la crise économique sur les P.M.E.	37	f) Invloed van de economische crisis op de K.M.O.	37
g) Divers	38	g) Diversen	38
4. Formation permanente des classes moyennes	39	4. Voortdurende vorming van de Middenstand	39
5. Rapport annuel des classes moyennes	39	5. Jaarlijks Middenstandsverslag	39
6. Parastataux	40	6. Parastatalen	40
III. — Votes	40	III. — Stemmingen	40
Annexes	42	Bijlagen	42

MESDAMES, MESSIEURS,

INTRODUCTION DU RAPPORTEUR

I

La commission a examiné le budget des Classes moyennes pour 1980 sur base des documents suivants : le projet de budget, la note de gestion du Ministre, le rapport d'analyse de la Cour des comptes et le rapport annuel des classes moyennes pour 1979.

DAMES EN HEREN,

INLEIDING VAN DE RAPPORTEUR

I

De begroting 1980 van Middenstand werd in Commissie besproken aan de hand van volgende documenten : het begrotingsontwerp, de beleidsnota van de Minister, het analyseverslag van het Rekenhof en het jaarlijks middenstandsverslag 1979.

Le présent rapport ne reflète nullement le déroulement chronologique des discussions, mais s'efforce au contraire d'en faire la synthèse en suivant la division retenue par la note de gestion.

Des observations intéressantes ont été faites au cours de l'analyse des postes budgétaires, notamment en ce qui concerne les transferts du département des Classes moyennes aux budgets régionaux et communautaires. Ces transferts ont mis en lumière les rapports entre la politique nationale et la politique régionale. D'autre part, la limitation du taux de croissance des dépenses démontre clairement à quel point les moyens financiers mis à la disposition du département pour mener une politique dynamique sont réduits, étant donné que les rémunérations sont en forte augmentation au détriment des frais de fonctionnement et des subventionnements.

II

1. La politique des classes moyennes proprement dite peut se diviser en trois parties.

D'abord, la politique sociale. Celle-ci comprend évidemment le statut social des travailleurs indépendants, mais elle comporte également d'autres aspects. Le déficit des différents régimes du statut social devait fatalement être abordé et la discussion a démontré que la position du Ministre est difficile, d'une part en raison de la situation budgétaire, d'autre part en raison de l'annonce d'un projet de réforme globale de la sécurité sociale et également parce que le groupe de travail Allard, avant de rendre son avis, attend du Gouvernement la promesse que l'État reprendra la charge du passé.

Bien que les travailleurs indépendants constituent toujours un groupe social important, leur nombre est en diminution. Bien qu'ils ne soient mieux connus que depuis trois ans, les chiffres relatifs aux revenus professionnels indiquent déjà un recul relatif de la part que représente le revenu global des indépendants dans le revenu national. Ces chiffres méritent de faire l'objet d'une étude plus approfondie, étant donné que le nombre d'indépendants ne peut, d'un point de vue sociologique, descendre sous un certain seuil, tandis que leurs revenus doivent demeurer assurés.

Ces principes seront à la base des mesures de protection éventuelles qui doivent être prises. Cependant, si l'on veut promouvoir l'humanisation du travail indépendant, il faudra, d'une manière plus spécifique, se préoccuper davantage de problèmes tels que la protection de la famille dans son patrimoine et son logement, l'accroissement de la sécurité juridique avec simplification des formalités sociales, administratives et fiscales, et l'indemnisation du préjudice résultant de l'exécution de travaux publics. D'aucuns ont qualifié les indépendants de groupe social à la dérive. Il est donc clair qu'une politique sociale ne peut ignorer les problèmes auxquels cette catégorie de travailleurs se trouve confrontée, d'autant plus que la disparité trop manifeste entre ces travailleurs et les autres groupes sociaux met à l'épreuve leur sentiment de justice.

2. Le deuxième volet traite de la politique économique. Les P. M. E. contribuent dans une mesure importante au bien-être et à l'emploi. Il est cependant permis de se demander si cette contribution est suffisamment optimisée et si les handicaps existants ont été supprimés afin que les P. M. E. puissent prendre des risques à chances égales. L'objectif premier d'une politique de l'emploi ne doit pas être d'enrayer les pertes d'emplois, mais d'en créer de nouveaux. C'est pourquoi il s'impose d'assouplir les conditions d'accès à la profession et de promouvoir la formation en matière de gestion; c'est pourquoi les travailleurs indépendants

Het verslag geeft geenszins het chronologisch verloop van de besprekingen weer maar poogt er een synthetisch beeld van weer te geven volgens de indeling van de beleidsnota.

Interessante opmerkingen werden gemaakt bij de analyse der begrotingsposten, o.m. wat de transfers betreft van het departement van Middenstand naar de gewestelijke en gemeenschapsbegrotingen waardoor meteen de aandacht werd gevestigd op de verhouding van het nationaal beleid tot het regionaal beleid; de beperking van de uitgavengroei laat verder duidelijk uitschijnen in welke beperkte mate het departement over financiële middelen beschikt om een dynamisch beleid te voeren, daar de loonkosten een grote stijging vertonen ten koste van de werking en de subsidiëring.

II

1. Het eigenlijk middenstandsbeleid kan men in drie grote stukken indelen.

Voorreest het sociaal beleid. Daaronder komt vanzelfsprekend het sociaal statuut der zelfstandigen, maar er is meer. Het deficit van het stelsel kan niet uit de weg worden gegaan, en uit de bespreking bleek dat de Minister zich in een moeilijke positie bevindt enerzijds omwille van de rijksmiddelen situatie, anderzijds omwille van de globale hervorming van de maatschappelijke zekerheid en ook omdat de werkgroep « Allard », vooraleer advies uit te brengen, van de Regering de belofte verwacht dat de last van het verleden door het Rijk zal worden gedragen.

Alhoewel nog steeds een belangrijke sociale categorie van de samenleving, verminderen de zelfstandigen in aantal. De cijfers over de bedrijfsinkomsten, alhoewel deze slechts drie jaar later bekend zijn, wijzen nu reeds op een relatieve achteruitgang van het aandeel in het nationaal inkomen. Deze gegevens, een grondiger studie omdat als sociologische groep het aantal niet onder een bepaalde drempel mag vallen, en ook het inkomen ervan verzekerd moet blijven.

Op deze principes steunen de eventuele beschermingsmaatregelen die moeten getroffen worden. Maar om de humanisering van de zelfstandige arbeid te bevorderen, wordt meer bepaald aandacht gevraagd voor de gezinsbescherming, in zijn patrimonium of woning; voor meer rechtszekerheid met vereenvoudiging van sociale, administratieve en fiscale formaliteiten; en voor de vergoeding van de schade ten gevolge van openbare werken. De middenstand werd een sociale groep op drift genoemd; een sociaal beleid kan de problemen van de zelfstandigen niet negeren; de al te grote ongelijkheid met andere groepen stelt hun rechtvaardigheidsgevoel op de proef.

2. Een tweede onderdeel handelt dan over het economisch beleid. De K. M. O. leveren een belangrijke bijdrage tot de welvaart en de werkgelegenheid. Is deze bijdrage evenwel voldoende geoptimaliseerd; zijn de handicaps weggewerkt opdat de K. M. O. met gelijke kansen tot het nemen van risico's zouden besluiten? Een werkgelegenheids-politiek moet zich niet zozeer inspannen om het verlies van arbeidsplaatsen tegen te gaan, als wel op het creëren van nieuwe. Daarom moeten de vestigingsvoorwaarden versoepeld, maar moet tevens de beheersvorming bevorderd; daarom moeten ook de financiële middelen tegen redelijke

doivent disposer des moyens financiers aux mêmes conditions, avec des facilités de crédit et des capitaux à risques; c'est pourquoi, au cours des premières années, ces travailleurs doivent pouvoir bénéficier d'exemptions dans les domaines social et fiscal; c'est pourquoi encore le recrutement de main-d'œuvre doit être rendu possible sur la base de projets, et c'est pourquoi, enfin, il s'impose de faciliter l'accès à la recherche scientifique et la mise en œuvre de ses résultats.

L'organisation harmonieuse du commerce allant de pair avec l'aménagement de la loi sur les pratiques du commerce, la poursuite de l'application de la loi sur les implantations dans le secteur de la distribution, l'amélioration de l'accès aux marchés publics, la lutte contre les abus de la puissance économique ont été considérées comme des mesures importantes au cours de la discussion. Ces mesures seront commentées et s'inséreront dans le cadre d'une politique économique globale dans laquelle les P. M. E. doivent être reconnues et considérées dans leur diversité. Il convient en effet d'établir une distinction entre les agriculteurs, les classes moyennes et les professions libérales, tout comme entre les petites entreprises qui occupent du personnel et les entreprises familiales ou les professions indépendantes.

3. Le troisième volet sera consacré à l'examen de la structure organique des classes moyennes et des instruments politiques dont on dispose en cette matière. Une politique efficace des classes moyennes visant à humaniser le travail indépendant et à optimiser la contribution des P. M. E. à l'économie doit s'appuyer sur les organismes libres et publics qui doivent disposer des moyens financiers nécessaires à la mise en œuvre des mesures qui ont été décidées. Nous n'en sommes pas dépourvus, ainsi qu'il ressort du rapport annuel des classes moyennes.

Nous manquons néanmoins d'objectifs précis : quelle est la finalité de notre politique ? Et quels sont les résultats des mesures qui ont été mises en œuvre ? Il faudrait en fait en arriver à une programmation budgétaire. La première et excellente tentative que constitue le rapport annuel des classes moyennes pourrait encore être améliorée sur ce point et servir d'instrument de travail lors de la discussion du budget.

Il estime que la référence aux directives de la C. E. E. relatives à la concurrence se justifie. Il conviendrait toutefois de se préoccuper davantage de l'organisation, des options politiques et, éventuellement, de la coopération internationale, en premier lieu dans le cadre du Benelux et de la C. E. E.

III

Bien qu'à première vue il n'y ait pas de raison de se flatter de la politique projetée, il convient néanmoins de reconnaître les efforts du Ministre, compte tenu des limitations que la situation budgétaire lui impose et des réformes de structure du département auxquelles le Ministère des Classes moyennes est actuellement confronté. Les classes moyennes attendent toutefois un programme d'urgence plus concret et qui s'engage hardiment en dehors des sentiers battus afin de réaliser les promesses contenues dans la déclaration gouvernementale. Ce programme ne profitera pas seulement aux classes moyennes, mais à l'ensemble de la société.

I. — EXPOSE DU MINISTRE DES CLASSES MOYENNES

Le budget de l'Etat pour l'année 1980 continue de se situer sous le signe des économies. Le taux de croissance

pourvoient ter beschikking staan met kredietfaciliteiten en risicodragend kapitaal; daarom moeten er ook in de beginjaren sociale en fiscale vrijstellingen kunnen worden verleend; daarom moet ook eventueel de aanwerving van mankracht op projectbasis mogelijk worden gemaakt; daarom ook zal de toegang tot en de toepassing van het wetenschappelijk onderzoek vergemakkelijkt moeten worden.

Een ordelijk handelsverkeer met aanpassing van de wet op de handelspraktijken, de voortzetting van de wet op de distributieplanting, de verbetering van de toegang tot overheidsopdrachten, de bestrijding van het economisch machtsmisbruik zijn in de bespreking als belangrijke maatregelen naar voor gekomen. Zij zullen evenwel belicht worden in en deel uitmaken van een geïntegreerd economisch beleid, waar de K. M. O. specifiek in moeten benaderd worden, en dan nog erkend in hun interne heterogeniteit want er is een onderscheid te maken tussen landbouwers, middenstanders, en vrije beroepen, zoals ook tussen kleinere ondernemingen met personeel en de gezinsbedrijven of zelfstandige beroepen.

3. Als derde onderdeel is er de organisatiestructuur van de middenstand, met de beleidsmiddelen die haar ter beschikking staan. Een doelmatige middenstandspolitiek om, én de humanisering van de zelfstandige arbeid én de optimalisering van de economische bijdrage van de K. M. O. te bevorderen, zal moeten gedragen worden door vrije en openbare instellingen, die over de nodige financiële middelen moeten beschikken, om de getroffen maatregelen uit te voeren. We hebben daaraan blijkbaar geen tekort zoals de inventaris in het jaarlijks middenstandsverslag ons leert.

Wat wel ontbreekt zijn duidelijk geformuleerde doelstellingen : wat wil men bereiken ? En welke zijn de resultaten van de uitgevoerde maatregelen ? Uiteindelijk zou men tot een program-budgtering moeten komen. In die zin kan de goede eerste poging van het jaarlijks middenstandsverslag nog verbeterd worden, en blijven dienen als werkinstrument bij de bespreking van de begroting.

Een verwijzing daarin naar de E. E. G.-richtlijnen in verband met de mededinging is zinvol. Er zou echter nog meer aandacht moeten besteed worden aan de organisatie, de beleidsopties, en de eventuele samenwerking op internationaal vlak te beginnen met Benelux en de E. E. G.

III

Al lijkt er op het zijn eerste gezicht geen reden tot juichen te zijn wat betreft het voorgestelde beleid, zijn de inspanningen van de Minister ter zake lovenswaardig, mede in het licht van de beperkingen die de Rijksmiddelen opleggen en rekening houdend met de departementale structuurhervormingen waarmee het Ministerie van Middenstand op dit ogenblik is geconfronteerd. Maar men verwacht een concreter « spoedprogramma » dat gedurfd de begane paden verlaat, ter inlossing van de belofte gedaan in de regeringsverklaring. Daar zal niet alleen de middenstand maar de hele samenleving mee gediend zijn.

I. — UITEENZETTING VAN DE MINISTER VAN MIDDENSTAND

De rijksbegroting voor het jaar 1980 blijft in het teken van de versoering. De groeivoet van de lopende rijksuit-

des dépenses courantes de l'Etat reste soumis à l'application de la norme du P.N.B.

Cette norme veut que les dépenses de l'Etat ne puissent augmenter plus rapidement que la croissance estimée du P.N.B. L'augmentation des dépenses doit, en d'autres termes, être limitée à un minimum selon le principe de la croissance zéro.

Lors de la préparation du budget de l'Etat pour 1980, l'augmentation du P.N.B. a été estimée à 8,5 %, dont 2,4 % de croissance réelle et 6 % de croissance de prix. L'augmentation des dépenses courantes sur le budget 1980 de l'Etat, comparée au budget initial 1979, atteint 8 %. Pour la totalité des dépenses, les frais dus au chômage et à la dette non compris, l'augmentation se réduit à 5,7 %. Les crédits inscrits pour l'année 1980 sont calculés selon un indice de liquidation de 192,22 points; l'effet restant de l'augmentation des prix sur les dépenses de 1980 doit être couvert par la provision de crédit reprise pour chaque budget des dépenses à l'article budgétaire approprié.

A. Synthèse du budget

1. Moyens budgétaires

L'évolution des crédits destinés à la politique des Classes moyennes dans les trois dernières années se retrouve dans le tableau figurant à l'annexe I.

Des crédits en faveur de la politique des Classes moyennes sont inscrits dans divers budgets, notamment :

— les budgets nationaux :

- des Classes moyennes,
- des Pensions (mise à exécution par l'intermédiaire de l'Institut national des assurances sociales pour travailleurs indépendants),
- de la Prévoyance sociale (mise à exécution par l'intermédiaire de l'Institut national des assurances contre la maladie et l'invalidité);

— les budgets culturels ou communautaires;

— les budgets régionaux.

2. Transferts de crédit des budgets nationaux à ceux des communautés et des régions

Cette répartition des moyens d'action correspond à la répartition des compétences à laquelle il a été procédé au cours de la dernière décennie et qui fait que la politique sociale et la réglementation générale restent « grosso modo » du ressort du niveau national, exception faite de ce qui est stipulé au sujet du transfert des matières personnalisables aux communautés, le domaine culturel et éducatif étant transféré aux conseils culturels et la politique économique se prêtant à une réglementation au niveau régional. La répartition susmentionnée des moyens budgétaires respecte dès lors la structure du Gouvernement et les chiffres doivent être interprétés en tenant compte du fait que la politique budgétaire interne des exécutifs des communautés et des régions reste désormais entièrement entre les mains de ces exécutifs autonomes sans immixtion des autorités budgétaires centra-

gaven blijft onderworpen aan de toepassing van de B.N.P.-norm.

Die norm legt op dat de betrokken rijksuitgaven niet sneller stijgen dan de geraamde groei van het B. N. P. De stijging van de uitgaven dient met andere woorden beperkt te worden tot een minimum volgens het beginsel van de nulgroei.

Bij de voorbereiding van de rijksbegroting voor 1980 werd de aangroei van het B.N.P. geraamd op 8,5 % waarvan 2,4 % reële groei en 6 % in prijzen. De verhoging van de lopende uitgaven op de rijksbegroting 1980 in vergelijking met de initiale begroting 1979 bedraagt 8 %. Voor het geheel van de uitgaven zonder de kosten voor de werkloosheid en de schuld valt de verhoging terug tot 5,7 %. De uitgetrokken kredieten voor het jaar 1980 zijn berekend tegen een vereffeningindex van 192,22 punten; het restant van het prijseffect op de uitgaven 1980 moet worden gedekt met de kredietprovisie die voor elke uitgavenbegroting is opgenomen op het aangewezen begrotingsartikel.

A. Begrotingssynthese

1. Begrotingsmiddelen

De evolutie van de kredieten voor het middenstandsbeleid tijdens de jongste drie jaar kan worden afgelezen uit de in bijlage I afgedrukte tabel.

Voor het middenstandsbeleid zijn kredieten uitgetrokken op diverse begrotingen nl. :

— de nationale begrotingen :

- van middenstand,
- van pensioenen (met uitvoering via het Rijksinstituut voor de Sociale Verzekeringen der Zelfstandigen),
- van Sociale Voorzorg (met uitvoering via het Rijksinstituut voor Ziekte- en Invaliditeitsverzekering);

— de cultuur- of gemeenschapsbegrotingen;

— de gewestbegrotingen.

2. Overdrachten van de nationale begrotingen naar de gemeenschaps- en gewestbegrotingen

Deze verspreiding van de actiemiddelen sluit aan bij de bevoegdheidsverdeling waartoe in het afgelopen decennium werd overgegaan : grosso modo blijven het sociale beleid en de algemene reglementering ressorteren onder het nationale niveau, met uitzondering van wat bepaald wordt m.b.t. de overdracht van de persoonsgebonden materies aan de gemeenschappen, het cultureel en vormend gebied wordt toegewezen aan de cultuurraden en het economisch beleid is vatbaar voor een regeling op het gewestelijk niveau. De bovenvermelde verdeling van de begrotingsmiddelen sluit dan ook aan bij de verschillende geledingen van de Regering en bij de interpretatie van de cijfers moet rekening worden gehouden met het feit dat het interne begrotingsbeleid van de gemeenschaps- en gewestexecutieven voortaan volledig in de handen van die autonome executieven berust

les. Ces autorités budgétaires centrales n'interviennent plus que lors de la fixation des sommes globales, mises intégralement à la disposition comme dotations.

Le budget national des Classes moyennes atteint, en 1980, 5 133,4 millions de francs, ce qui représente donc une augmentation de 4,9 % par rapport au budget ajusté de 1979. A cet égard, il est important de se référer immédiatement aux transferts qui sont effectués par suite de la réforme de l'Etat. Les crédits qui, à partir de 1980, sont inscrits aux budgets communautaires ou régionaux, ne sont pas inclus dans le calcul du taux de croissance susmentionné.

Il s'agit de l'article budgétaire 33.02 — Subventions à diverses œuvres sociales en faveur des travailleurs indépendants (transfert de 0,5 million) et de l'article 41.03 — Transfert aux Fonds d'expansion économique et de reconversion régionale (transfert de 24,8 millions). Compte tenu de ces transferts effectués au profit des budgets des communautés et des régions, le taux réel de croissance du budget 1980 des Classes moyennes s'élèverait à 5,4 % par rapport au budget ajusté 1979, ce qui correspond à la croissance globale des dépenses courantes du budget de l'Etat, les frais dus au chômage et à la dette non compris.

Les transferts aux budgets des communautés et des régions résultent de l'élargissement des compétences des Exécutifs communautaires régionaux, plus particulièrement sur le plan de l'aide aux personnes, familles et services et en ce qui concerne la politique d'expansion.

Il convient de rappeler le transfert du Fonds d'expansion économique et de reconversion régionale aux budgets régionaux, effectué en 1975, par application de la loi du 1^{er} août 1974 portant création d'institutions régionales, en préparation de l'application de l'article 107 quater de la Constitution, et de l'arrêté d'exécution du 10 mars 1975 délimitant, parmi les attributions du Ministère des Classes moyennes, les matières où une politique régionale différenciée se justifie en tout ou en partie. En concret, ces dispositions signifiaient que le budget national des Classes moyennes cédait 586,4 millions d'autorisations d'engagement. Le nouvel arrêté d'exécution du 6 juillet 1979 délimitant les matières relatives à la politique industrielle et énergétique où une politique régionale différenciée se justifie, élargit les compétences des régions en ce sens que non seulement l'octroi des avantages en exécution de la législation et de la réglementation relatives à l'expansion économique doit être pris en considération, mais aussi que d'autres aides aux entreprises ou unités d'exploitation de la région, y compris les petites et moyennes entreprises industrielles ou prestataires de services, ressortiront également aux régions. Ceci a eu pour conséquence qu'une autre part des crédits restants pour le Fonds d'expansion économique et de reconversion régionale a été transférée du budget national des Classes moyennes, de sorte qu'en fin de compte continuent seuls à relever de la compétence nationale :

- les frais de fonctionnement du Fonds de Garantie au sein de la Caisse nationale de crédit professionnel;

- les subventions relatives à la relance et à la promotion technique du secteur des Classes moyennes pour l'information, l'assistance technique et l'aide à la gestion des P.M.E. dépassant le périmètre régional;

- les possibilités de crédit en faveur des commerçants ayant subi une diminution importante de leur chiffre d'affaires à la suite de travaux d'utilité publique.

zonder inmenging van de centrale begrotingsoverheid. Deze centrale begrotingsoverheid komt alleen nog tussenbeide bij de bepaling van de totale sommen die als dotaties in hun geheel ter beschikking worden gesteld.

De nationale begroting van middenstand bedraagt voor 1980 5 133,4 miljoen F d.i. een verhoging met 4,9 % tegenover de aangepaste begroting van 1979. Het is daarbij van belang om onmiddellijk te verwijzen naar de transferten die ingevolge de staatshervorming worden doorgevoerd. In het vermelde groeipercentage zijn namelijk de kredieten die vanaf 1980 worden uitgetrokken op de gemeenschaps- of de gewestbegrotingen niet meegerekend.

Het betreft het begrotingsartikel 33.02 — Subsidies aan verschillende sociale werken ten voordele van de zelfstandigen (overdracht van 0,5 miljoen) en het artikel 41.03 — Transfert naar het Fonds voor de Economische Expansie en de Regionale Reconvertie (overdracht van 24,8 miljoen). Met inachtneming van deze doorgevoerde overdrachten naar de begrotingen der gemeenschappen en gewesten zou de werkelijke groei van de begroting 1980 van middenstand in vergelijking met de aangepaste begroting 1979 5,4 % bedragen, wat in overeenstemming is met de globale groei van de rijksbegroting der lopende uitgaven zonder de kosten voor de werkloosheid en de schuld.

De transferten naar de begrotingen van de gewesten en de gemeenschappen zijn het gevolg van de verruiming van het bevoegdheidsressort van de gemeenschaps- en gewest-executieven, in het bijzonder op het stuk van de bijstand aan personen, gezinnen en diensten en inzake het expansiebeleid.

Er zij aan herinnerd dat het Fonds voor Economische Expansie en Regionale Reconvertie in 1975 werd overgeheveld naar de gewestbegrotingen en dit bij toepassing van de wet van 1 augustus 1974 tot oprichting van gewestelijke instellingen, in voorbereiding van de toepassing van artikel 107 quater van de Grondwet, en van het uitvoeringsbesluit van 10 maart 1975 tot afbakening, binnen het raam van de bevoegdheden van het Ministerie van Middenstand, van de aangelegenheden waarin een verschillend regionaal beleid, geheel of gedeeltelijk, verantwoord is. Deze bepalingen betekenden in concreto de afstand, door de nationale begroting van Middenstand, van 586,4 miljoen vastleggingsmachtigingen. Het nieuwe uitvoeringsbesluit van 6 juli 1979 tot afbakening van de aangelegenheden inzake het beleid van gewestelijke economische expansie en van het industrieel en energiebeleid waarin een verschillend gewestelijk beleid verantwoord is, verruimt de bevoegdheidsfeer van de gewesten in die zin dat niet alleen het toekennen van de voordelen in uitvoering van de wetgeving en de reglementering inzake economische expansie in aanmerking moet worden genomen maar dat ook andere hulp aan de ondernemingen of exploitatie-eenheden van het gewest met inbegrip van de kleine en middelgrote industriële of dienstverlenende ondernemingen voortaan onder de gewesten zal ressorteren. Als gevolg daarvan is nogmaals een gedeelte van de overblijvende kredieten voor het Fonds voor Economische Expansie en Regionale Reconvertie uit de nationale begroting van Middenstand getransfereerd zodat uiteindelijk onder het nationale gezag nog alleen ressorteren :

- de werkingskosten van het Waarborgfonds in de schoot van de Nationale Kas voor Beroepskrediet;

- de subsidies inzake technische opbeuring en bevordering van de Sector Middenstand voor de informatie, de technische bijstand en de steun aan het beheer van de K.M.O. die de regionale perimeter overschrijden;

- de kredietmogelijkheden ten gunste van de kleinhandelaars die een veel kleinere omzet boekten ingevolge de uitvoering van werken van openbaar nut.

Les conséquences budgétaires des décisions qui ont été prises au cours de l'année écoulée en rapport avec la réforme de l'Etat deviennent de ce fait perceptibles en 1980. Les crédits qui en 1979 entraient en ligne de compte pour la communautarisation ou la régionalisation, sont restés provisoirement inscrits aux budgets nationaux, le ministre national ayant ordonné les dépenses, avec la co-signature du membre compétent de l'Exécutif concerné.

3. Réorganisation administrative

Les frais de personnel et de fonctionnement des services qui sont transférés aux ministères des communautés ou des régions restent provisoirement à charge du département auquel appartenaient ces services. Au Ministère des Classes moyennes, l'Administration de l'Expansion économique est transférée aux ministères des régions, tout en maintenant une cellule nationale restreinte; l'Administration de la Formation professionnelle est transférée aux ministères des communautés, en maintenant également une cellule nationale restreinte.

Une partie correspondante du personnel des affaires générales du département est également cédée aux quatre nouveaux départements.

L'accord de gouvernement stipule aussi que les parastataux dont la tâche relève des compétences des communautés ou des régions seront adaptés en fonction de l'autonomie de ces organes nouveaux. Les formes concrètes de cette réorganisation doivent être étudiées cas par cas et traitées conformément aux procédures statutaires voulues. Dans cet ordre d'idées est prévue une révision de l'arrêté royal du 4 octobre 1976 relatif à la formation permanente dans les classes moyennes; l'article budgétaire 44.01 — Subventions au Comité national de Coordination et de Concertation pour la Formation permanente des Classes moyennes — devra cependant être scindé selon les nécessités. En attendant, ledit poste subsiste au budget national, puisque le crédit doit couvrir quasi entièrement des frais de fonctionnement. Une importante partie des crédits en question a d'ailleurs, depuis 1978, été transférée déjà aux budgets culturels en vue de financer respectivement les Instituts néerlandophone et francophone.

4. Ajustement du budget de 1979

Après avoir exposé les raisons et les causes de certaines modifications dans le budget, il convient d'examiner tout d'abord la réduction budgétaire proposée dans le projet de loi portant ajustement du budget du Ministère des Classes moyennes pour l'année budgétaire 1979 (Doc. n° 5-XIII/1 de 1979-1980).

Le total des crédits pour 1979 attribués au département par la loi du 22 juin 1979 s'élevait à 4 931,4 millions de F; le projet ajustant le budget de 1979 réduit ce montant total à 4 894,5 millions de F, soit une diminution de 36,9 millions. Cette diminution résulte essentiellement de l'augmentation ralentie de l'indice des prix à la consommation. Le budget initial pour 1979 a été calculé sur la base d'un indice de liquidation de 188,45 points, ce qui représente 4 % de plus que pour le budget de 1978. Lors de l'exécution du budget 1979 de l'Etat, le niveau moyen escompté des prix 1979 s'élevait à 186,6 points (valeur arrondie). Il est dès lors normal qu'une économie d'indice — nullement négligeable — pouvait être réalisée sur les postes dont les dépenses sont liées à l'évolution du niveau des prix.

De budgétaire gevolgen van de beslissingen die tijdens het afgelopen jaar getroffen werden in verband met de Staatshervorming, worden daardoor merkbaar in 1980. De kredieten die in aanmerking kwamen voor communautarisering of regionalisering in 1979 werden voorlopig op de nationale begrotingen uitgetrokken; de nationale minister heeft de uitgaven geordonnanceerd met medeondertekening van het bevoegde lid van de betrokken executieve.

3. Administratieve reorganisatie

De personeels- en werkingskosten van de diensten die naar de ministeries van de gemeenschappen of de gewesten overgeheveld worden, blijven voorlopig ten laste van het departement waartoe die diensten behoorden. In het Ministerie van Middenstand wordt het Bestuur voor de Economische Expansie overgeheveld naar de Ministeries van de Gewesten met behoud van een beperkte nationale cel; het Bestuur voor de Beroepsopleiding wordt overgeheveld naar de Ministeries van de Gemeenschappen eveneens met behoud van een beperkte nationale cel.

Een overeenstemmend deel van het personeel van de algemene diensten van het departement wordt eveneens afgestaan aan de vier nieuwe departementen.

Het regeerakkoord bepaalt verder dat de parastatale instellingen waarvan de taak behoort tot de bevoegdheden van de gemeenschappen of van de gewesten, zullen worden aangepast in functie van de autonomie van die nieuwe lichamen. De concrete vormen van deze reorganisatie moeten geval per geval worden afgewogen en afgehandeld in overeenstemming met de vereiste statutaire pleegvormen. Hierbij aansluitend wordt een herziening van het koninklijk besluit van 4 oktober 1976 betreffende de voortdurende vorming in de middenstand in het vooruitzicht gesteld; het begrotingsartikel 44.01 — Subsidies aan het Nationaal Coördinatie- en Overlegcomité voor Voortdurende Vorming van de Middenstand, — moet dan worden gesplitst volgens de noodwendigheden. In afwachting is deze post evenwel op de nationale begroting gebleven vermits het krediet praktisch uitsluitend werkingskosten moet dekken. Sinds 1978 is trouwens reeds een belangrijk deel van de betrokken kredieten overgedragen naar de cultuurbegrotingen ter financiering van respectievelijk het Nederlandstalig en het Franstalig Instituut.

4. Aanpassing van de begroting van 1979

Na de verklaring van de achtergrond waartegen sommige begrotingsverschuivingen zich aftekenen kan eerst een ogenblik worden stilgestaan bij de begrotingsvermindering die is voorgesteld in het wetsontwerp tot aanpassing van de begroting van het Ministerie van Middenstand voor het begrotingsjaar 1979 (Stuk n° 5-XIII/1 van 1979-1980).

Het globaal krediet dat voor 1979 aan het departement werd toegewezen door de wet van 22 juni 1979 bedroeg 4 931,4 miljoen F. Het ontwerp tot aanpassing van de begroting 1979 vermindert dit totale bedrag tot 4 894,5 miljoen F, dit is een vermindering met 36,9 miljoen. Deze vermindering is in hoofdzaak toe te schrijven aan de vertraagde stijging van het indexcijfer van de consumptieprijzen. De oorspronkelijke begroting voor 1979 werd berekend op grond van een vereffeningsindex van 188,45 punten, wat 4 % meer is dan voor de begroting 1978. Bij de uitvoering van de Rijksbegroting 1979 lag het verwachte gemiddelde prijsniveau 1979 op een waarde van afgerond 186,6 punten. Het is derhalve normaal dat een niet onaanzienlijke indexbesparing kan worden doorberekend op die posten, waarvan de uitgaven gebonden zijn aan de ontwikkeling van het prijsniveau.

5. Taux de croissance du budget en 1980

Dans une perspective plus large, il est permis de dire que le budget du département des Classes moyennes se caractérise au cours des trois dernières années par une croissance de 10,4 %, ce qui correspond à peu près à la croissance des prix escomptée au cours de la même période, puisque celle-ci peut, sur base de la comparaison des taux de liquidation pour le budget de 1978 et pour le budget de 1980, être estimée à un peu plus de 10 %, sans prendre en considération les postes qui entretemps ont été retirés du budget. Les moyens fournis par le budget des Pensions augmentent de 7,1 % au cours de la même période, alors que les moyens mis à disposition par le budget de la Prévoyance sociale augmentent de 9,1 %. L'intervention de l'Etat en faveur des allocations familiales augmente de 7 %.

Il y a lieu, en comparant ces pourcentages, de tenir compte du fait qu'au budget pour 1980 du département il a été inscrit une provision de crédits destinés à couvrir les frais résultant de l'augmentation de l'indice des prix à la consommation et de la programmation sociale, qui ne peut être répartie par arrêté royal qu'au cours de l'année budgétaire selon les besoins. Cette provision s'élève à 2,8 % du total des crédits d'engagement prévus au budget ministériel de 1978 et explique presque entièrement les disparités entre les pourcentages calculés.

a) *Institut national pour les assurances sociales des travailleurs indépendants*

Les dépenses reprises au budget de l'I. N. A. S. T. I., section des pensions, augmentent de leur côté de 10,6 %. Pour la section des prestations familiales, les dépenses restent au niveau atteint, parce qu'il n'a pas été tenu compte du paiement d'un treizième mois.

b) *Dépenses de consommation*

Les dépenses de consommation du budget du département des Classes moyennes augmentent en 1980 de 5,9 % par rapport au budget ajusté de 1979. Il convient à cet égard de signaler le fait que le Centre de traitement d'informatique du Ministère des Affaires économiques facture, depuis 1979, les calculs à ses clients; ce poste ne figurait pas au budget initial pour 1979. L'inscription de ces frais dans le budget du ministère représente d'ailleurs une amélioration dans l'enregistrement des frais, sans toutefois entraîner, pour l'Etat, des frais supplémentaires puisqu'il s'agit de la mise en compte de paiements d'un département à l'autre. Ces dépenses étaient, jusqu'en 1978, à charge du budget des Affaires économiques, sans que les frais fussent cependant facturés aux clients. Il est possible, en ce qui concerne les dépenses de consommation du département, de faire une distinction entre les frais de rémunérations et les frais de fonctionnement proprement dits.

c) *Frais de personnel*

Les frais de rémunérations sont, en ce qui concerne le département, frais de cabinet inclus, estimés pour 1980 à 388,3 millions par rapport à 363,2 millions au budget ajusté 1979, ce qui donne un taux de croissance de 6,9 %. Les estimations pour 1980 englobent les crédits nécessaires pour les recrutements autorisés dans les limites du cadre jusqu'à concurrence de 9,4 millions à l'indice de liquidation 192,22. Le taux de calcul augmenté du budget 1980 entraîne, d'autre part, une augmentation des dépenses de personnel de l'ordre de 8,8 millions.

5. Groeivoet van de begroting in 1980

In een breder perspectief kan worden gesteld dat de begroting van het departement van Middenstand tijdens de jongste drie jaar aangroeit met 10,4 %, zulks is ongeveer gelijk aan de verwachte prijsgroei tijdens hetzelfde tijdvak vermits die aan de hand van de vergelijking van de vereffeningsvoeten voor de begroting 1978 en voor de begroting 1980 kan worden geraamd op iets meer dan 10 %, dat alles zonder de posten die ondertussen uit de begroting zijn gelicht in aanmerking te nemen. De door de begroting van pensioenen verstrekte middelen stijgen tijdens dezelfde periode met 7,1 % terwijl de door de begroting van Sociale Voorzorg ter beschikking gestelde middelen verhogen met 9,1 %. De Rijksbijdrage voor de kinderbijslagen kent een verhoging van 7 %.

Bij de vergelijking van die percentages dient er rekening mee te worden gehouden dat op de begroting van het departement voor 1980 een kredietprovisie is uitgetrokken, tot dekking van de lasten die voortvloeien uit de stijging van het indexcijfer der consumptieprijzen en uit de sociale programmering, die slechts bij koninklijk besluit in de loop van het begrotingsjaar volgens de behoeften mag worden verdeeld. Die provisie bedraagt 2,8 % van het totaal van de op de ministeriële begroting 1978 uitgetrokken vastleggingskredieten en verklaart bijna volledig de mogelijke dispariteiten tussen de berekende percentages.

a) *Rijksdienst voor sociale verzekeringen der zelfstandigen*

De gebudgetteerde uitgaven bij het R. S. V. Z., afdeling pensioenen, stijgen van hun kant met 10,6 %. Voor de afdeling gezinsbijslagen blijven de uitgaven op het bereikte peil omdat geen rekening werd gehouden met de uitkering van een dertiende maand.

b) *Consumptieve bestedingen*

De consumptieve bestedingen op de begroting van het departement van Middenstand nemen in 1980 toe met 5,9 % in vergelijking met de aangepaste begroting 1979. Er zij hierbij gewezen op het feit dat het Centrum voor Informatieverwerking van het Ministerie van Economische Zaken sinds 1979 de bewerkingen aan zijn klanten factureert; deze post kwam niet voor in de initiale begroting 1979. De opnemings van deze kosten in de ministeriële begroting betekent trouwens een verbetering in de registratie van de kosten zonder dat zulks voor de Staat werkelijke supplementaire uitgaven met zich brengt aangezien het een aanrekening van betalingen betreft van het ene departement aan het andere. Tot 1978 droeg de begroting van Economische Zaken ook deze uitgaven zonder dat de kosten echter werden gefactureerd aan de klant. Wat de consumptieve bestedingen van het departement betreft, kan een onderscheid worden gemaakt tussen de loonkosten en de eigenlijke werkkosten.

c) *Personeelskosten*

De loonkosten voor het departement, met inbegrip van de kabinetsuitgaven, worden voor 1980 geraamd op 388,3 miljoen tegenover 363,2 miljoen op de aangepaste begroting 1979, wat een groeivoet is van 6,9 %. De ramingen voor 1980 omvatten de nodige kredieten voor de toegelaten aanwervingen binnen de perken van de personeelsformatie ten belope van een bedrag van 9,4 miljoen tegen de vereffeningsindex 192,22. De verhoogde berekeningsvoet van de begroting 1980 doet voorts de personeelsuitgaven stijgen met 8,8 miljoen.

Le cadre du personnel du département comporte 519 emplois. Il y a 425 agents nommés à titre définitif, 31 agents temporaires et 73 stagiaires ou chômeurs mis au travail, ce qui porte le total à 529 et constitue ainsi un dépassement du cadre.

d) *Frais de fonctionnement*

Les frais de fonctionnement du département, y compris le cabinet, inscrits au budget pour 1980 s'élèvent à 160,3 millions, contre 154,5 millions au budget ajusté 1979. L'augmentation de 3,7 % doit d'abord compenser les augmentations de prix attendues. La facturation des frais pour le traitement informatique intervient en second lieu, compte tenu du retard à combler dans la mise au point du registre central de commerce. Le taux de croissance de 3,7 % est conforme aux directives du Gouvernement relatives à la préparation des budgets de 1980 et visant à maîtriser autant que possible l'augmentation des frais de fonctionnement et à respecter un taux de croissance limitatif de 4 %.

e) *Institut économique et social des Classes moyennes*

La subvention en faveur de l'Institut économique et social des Classes moyennes s'élève en 1980 à 139,5 millions, par rapport à 133,6 millions au budget ajusté 1979. La croissance atteint 4,4 %. Les dépenses de l'Institut sont estimées pour 1980 à 143,4 millions, ce qui représente une augmentation de 3,3 % par rapport à 1979 (138,8 millions). Le poste budgétaire présentant l'augmentation la plus importante est évidemment celui des frais de personnel : de 102,9 millions à 107,7 millions, soit une augmentation de 4,7 %. Une partie de cette augmentation résulte de l'engagement de conseillers d'entreprise et d'assistants de conseillers d'entreprise, ces derniers par le canal du cadre spécial temporaire.

D'autre part, l'Institut enregistre une diminution de ses recettes provenant de loyers parce que certains bureaux devenus libres sont occupés par ses propres services.

f) *Conseil supérieur des Classes moyennes*

Les dépenses du Conseil supérieur des Classes moyennes sont estimées pour 1980 à 15 millions (en chiffres ronds). Elles se situent donc au même niveau que celles de 1979. Le statu quo peut être maintenu, par suite de la fixation des barèmes du secrétaire général et du secrétaire général adjoint par l'arrêté royal du 13 novembre 1979.

g) *Chambres des Métiers et Négoces*

Pour couvrir les dépenses des Chambres des Métiers et Négoces en 1980, 39,9 millions sont inscrits au budget du département. La diminution par rapport aux crédits de 1979 est la conséquence directe de la politique de sobriété du Gouvernement et du refus de prendre en considération de nouvelles initiatives génératrices de dépenses.

D'autre part, il faut se référer à l'augmentation de 13,1 % prévue pour les crédits de 1980 par rapport aux dépenses effectuées en 1978.

h) *Comité national de Coordination et de Concertation pour la formation permanente*

Les subventions pour 1980 en faveur du Comité national de Coordination et de Concertation pour la formation permanente des Classes moyennes sont estimées à 28,8 millions par rapport à 28,3 millions au budget ajusté de 1979.

De personeelsformatie van het departement omvat 519 betrekkingen. Er zijn 425 vast benoemde personeelsleden in dienst, 31 tijdelijken en 73 stagiairs en tewerkgestelde werklozen, wat het totaal op 529 brengt en een overschrijding betekent.

d) *Werkingskosten*

De werkingskosten van het departement, met inbegrip van het kabinet, zijn voor 1980 geraamd op 160,3 miljoen, tegenover 154,5 miljoen op de aangepaste begroting van 1979. De verhoging met 3,7 % is in de eerste plaats het gevolg van de verwachte prijsstijgingen. In de tweede plaats speelt de facturering van de kosten voor de informatieverwerking een rol in verband met het ophalen van de achterstand in de bijwerking van het centraal handelsregister. De groeivoet van 3,7 % beantwoordt aan de richtlijn van de Regering omtrent de voorbereiding van de begrotingen voor 1980 en die ertoe strekte de werkingskosten zoveel mogelijk te beheersen en zich te richten naar een limitatieve groeicnorm van 4 %.

e) *Economisch en Sociaal Instituut voor de Middenstand*

De subsidie aan het Economisch en Sociaal Instituut voor de Middenstand bedraagt in 1980, 139,5 miljoen tegenover 133,6 miljoen op de aangepaste begroting 1979. De stijging bedraagt 4,4 %. De uitgaven van het Instituut worden voor 1980 geraamd op 143,4 miljoen, wat 3,3 % meer is t.o.v. 1979 (138,8 miljoen). De begrotingspost met de hoogste aangroei uiteraard deze van de personeelskosten : van 102,9 miljoen naar 107,7 miljoen of een stijging met 4,7 %. De stijging is gedeeltelijk te wijten aan de aanwerving van bedrijfsconsulenten en assistent-bedrijfsconsulenten, deze laatste via het bijzonder tijdelijk kader.

Anderzijds boekt het Instituut een minderontvangst bij de huuropbrengsten omdat sommige vrijgekomen kantoren door de eigen diensten zijn betrokken.

f) *Hoge Raad voor de Middenstand*

De uitgaven van de Hoge Raad voor de Middenstand zijn voor 1980 geraamd op afgerond 15 miljoen. Ze liggen daarmee op hetzelfde niveau als in 1979. Het statu quo kan worden bewaard ingevolge de bepaling van de weddeschalen van de secretaris-generaal en van de adjunct-secretaris-generaal door het koninklijk besluit van 13 november 1979.

g) *Kamers van Ambachten en Neringen*

Voor de dekking van de uitgaven in 1980 van de Kamers van Ambachten en Neringen werd een bedrag van 39,9 miljoen uitgetrokken. De vermindering tegenover de kredieten 1979 is het rechtstreeks gevolg van het soberheidsbeleid van de Regering en van de weigering om nieuwe uitgavenschepende initiatieven in overweging te nemen.

Daarbij moet worden verwezen naar de verhoging van de kredieten voor 1980 met 13,1 % in vergelijking met de geboekte uitgaven in 1978.

h) *Nationaal Coördinatie- en Overlegcomité voor Voortdurende Vorming*

De subsidies voor 1980 aan het Nationaal Coördinatie- en Overlegcomité voor Voortdurende Vorming van de Middenstand zijn geraamd op 28,8 miljoen tegenover 28,3 miljoen in de aangepaste begroting 1979. De post financiert de

Ce poste finance les frais de personnel et de fonctionnement du Comité. Les ordonnancements à charge du budget du département pour 1977 s'élevaient encore à 72,9 millions de F au total.

La différence entre les données citées s'explique par l'exécution de l'arrêté royal du 4 octobre 1976 relatif à la formation permanente dans les Classes moyennes qui a donné lieu à la culturalisation de la partie la plus importante de ce poste budgétaire depuis 1978.

B. Politique du département

1. Statut social des travailleurs indépendants

A l'exception du secteur des allocations familiales, qui est financièrement sain, tous les secteurs du statut social des travailleurs indépendants ont à faire face à des difficultés.

Ces difficultés sont particulièrement préoccupantes dans le secteur des pensions.

Dans l'annexe à la déclaration gouvernementale, l'accent est donc mis sur la nécessité d'élaborer, en accord avec les organisations représentatives, des mesures d'assainissement et de stabilisation.

Dans cette optique, le Groupe de travail Allard, qui est chargé de l'étude du statut social des travailleurs indépendants, a été invité à formuler des propositions en vue de l'assainissement du régime.

Les travaux du Groupe ont débuté le 1^{er} octobre 1979 et un premier avis a été émis dès le 22 octobre 1979.

Indépendamment de la dette globale du secteur des pensions, qui peut être estimée à 23 000 millions de F à la fin de 1979, il faut tenir compte du déficit structurel estimé à 2 500 millions de F pour l'année 1980.

Cette situation n'est pas de nature à résoudre les problèmes de trésorerie dans ce secteur. Bien que les emprunts à court terme d'un montant de 6 125 millions de F qui sont venus à expiration au cours du mois de décembre 1979, aient pu être renouvelés sans trop de difficultés, la situation reste incertaine en raison du resserrement du marché monétaire et du niveau élevé des taux d'intérêt.

La recherche de solutions à ces problèmes et la mise au point d'une politique en matière de statut social ne doivent nous empêcher de proposer des améliorations et des simplifications dans d'autres domaines, où celles-ci sont souhaitables et possibles.

On peut se référer à cet égard au projet de loi modifiant certaines dispositions relatives au statut social des travailleurs indépendants, déposé le 19 octobre 1979 à la Chambre des Représentants.

Enfin, il convient de mentionner un projet de loi relatif à l'adaptation du régime de pension des travailleurs indépendants. Ce projet prévoit l'adaptation d'un certain nombre de dispositions dans le domaine de l'enquête sur les ressources, compte tenu de la péréquation des revenus cadastraux à partir du 1^{er} janvier 1980.

2. Réglementation

a) Accès à la profession

L'Administration de la Réglementation est chargée des problèmes relatifs à la législation sur l'accès à la profes-

personeels- en de werkingskosten van het Comité. Ten laste van de begroting van het departement voor 1977 beliepen de ordonnancements in totaal nog 72,9 miljoen F.

Het verschil tussen de geciteerde gegevens wordt uitgelegd door de uitvoering van het koninklijk besluit van 4 oktober 1976 betreffende de Voortdurende Vorming in de Middenstand die sinds 1978 heeft geleid tot de « culturalisering » van het grootste deel van deze begrotingspost.

B. Beleidsvoering

1. Sociaal statuut der zelfstandigen

Behoudens de sector van de gezinsbijslag die financieel gezond is, hebben alle sectoren van het sociaal statuut der zelfstandigen met financiële moeilijkheden te kampen.

Deze moeilijkheden zijn bijzonder zorgwekkend in de sector van de pensioenen.

In de bijlage tot de Regeringsverklaring wordt dan ook gewezen op de noodzaak om in overleg met de representatieve organisaties, maatregelen tot sanering en stabilisering uit te werken.

In het licht daarvan werd aan de Werkgroep-Allard die belast is met de studie van het sociaal statuut der zelfstandigen, gevraagd voorstellen te doen met het oog op de gezondmaking van het stelsel.

De werkzaamheden zijn op 1 oktober 1979 gestart en op 22 oktober 1979 werd reeds een eerste advies uitgebracht.

Naast de uitstaande schuld van de pensioensector die, per einde 1979, mag geraamd worden op 23 000 miljoen F, is er het structureel deficit dat geraamd wordt op 2 500 miljoen F voor het jaar 1980.

Deze toestand is niet van aard om de thesaurieproblemen in deze sector op te lossen. Hoewel de in de loop van de maand december 1979 vervallen kortlopende leningen voor een bedrag van 6 125 miljoen F zonder al te grote moeilijkheden konden worden hernieuwd, blijft de toestand onzeker omwille van de krappe geldmarkt en de hoge interestvoeten.

Het zoeken naar oplossingen voor deze problemen en het uitstippelen van een beleid inzake het sociaal statuut mag niet beletten dat verbeteringen en vereenvoudigingen worden voorgesteld op andere terreinen waar zulks wenselijk en mogelijk is.

In dit verband kan worden verwezen naar het wetsontwerp tot wijziging van sommige bepalingen betreffende het sociaal statuut der zelfstandigen dat op 19 oktober 1979 bij de Kamer van Volksvertegenwoordigers werd ingediend.

Tenslotte kan melding worden gemaakt van een wetsontwerp betreffende de aanpassing van de pensioenregeling der zelfstandigen waarin wordt voorgesteld om, aansluitend bij de perekwatie van de kadastrale inkomens met ingang van 1 januari 1980, een aantal bepalingen inzake het onderzoek naar de bestaansmiddelen aan te passen.

2. Reglementering

a) Toegang tot het beroep

De Administratie der Reglementering is belast met de problemen in verband met de wetgeving op de toegang tot het

sion. Cette matière concerne l'exécution de la loi du 15 décembre 1970 sur les professions commerciales, artisanales et de la petite industrie.

Dans ce domaine, deux requêtes ont été examinées en 1979 : l'une concernait les esthéticiennes, l'autre les négociants réparateurs de tracteurs et de machines agricoles et horticoles.

La législation de 1970 a été modifiée par la loi de réorientation économique du 4 août 1978 dans le sens d'un assouplissement des conditions d'accès.

L'exécution de cette loi est en bonne voie. L'arrêté limitant le stage à 2 ans et le supprimant pour les demandeurs ayant atteint l'âge de 36 ans a été publié dès 1978. En juin 1979 ont été pris quatre arrêtés modifiant la réglementation des professions d'installateur de chauffage central, de courtier d'assurance, de garagiste réparateur et de négociant en véhicules d'occasion.

D'autres projets ont été soumis, conformément à la loi, au Conseil supérieur des Classes moyennes. Ces projets concernent les professions suivantes :

— installateurs électriciens, photographes, coiffeurs, menuisiers, négociants en grains indigènes, grossistes en viande-chevillards, mécaniciens de cycles, de cyclomoteurs et de motocyclettes, entrepreneurs tailleurs de pierre, négociants détaillants en combustibles solides, entrepreneurs marbriers, négociants en fourrage et paille, horlogers réparateurs, négociants détaillants en combustibles liquides, frigoristes, installateurs sanitaires et de plomberie, installateurs de chauffage par appareils individuels, entrepreneurs de couvertures métalliques, entrepreneurs de couvertures non métalliques, menuisiers charpentiers, plafonneurs cimentiers, entrepreneurs de maçonnerie, entrepreneurs carreleurs.

L'avis du C. S. C. M. a été communiqué le 31 décembre 1979 et les arrêtés sont soumis au Conseil d'Etat.

Les principales mesures d'assouplissement peuvent se résumer comme suit :

— révision de la définition de l'activité, afin d'en exclure certaines activités mineures ou d'entretien (chauffage central, photographie, maçonnerie et béton, etc...);

— élargissement des diplômes donnant accès à la profession (courtier d'assurances, maçonnerie et béton, plafonneur cimentier, carreleur, menuisier charpentier);

— admission, pour la preuve par la pratique, de l'exercice de la profession dans une entreprise qui exerce l'activité réglementée pour son propre compte (installateurs de chauffage central, garagistes, plafonneurs cimentiers, carreleurs, menuisiers charpentiers, maçonnerie et bétonnage, électriciens);

— en matière de preuve par la pratique, il suffit, si les activités ont été continues, que l'exercice pratique se termine dans les dix années précédant la demande d'attestation (pratiquement toutes les professions).

Pour ce qui est de l'application de l'article 46 de la loi de réorientation économique, qui doit permettre au préposé remplissant les connaissances de gestion d'exercer son activité à titre accessoire et à temps partiel, un projet sera soumis incessamment à l'avis du C. S. C. M.

beroop. Deze materie heeft betrekking op de uitvoering van de wet van 15 december 1970 op de handelsberoepen, de ambachtelijke beroepen en de beroepen van de kleine nijverheid.

In 1979 werden twee verzoekschriften onderzocht : een betreffende de schoonheidsspecialisten en een betreffende de handelaars-herstellers van land- en tuinbouwtractoren en land- en tuinbouwmachines.

De wetgeving van 1970 werd op het stuk van de toegangsvoorwaarden versoepeld door de wet tot economische heroriëntering d.d. 4 augustus 1978.

De uitvoering van deze wet vordert. Reeds in 1978 verscheen het besluit waarbij de stage tot 2 jaar werd beperkt en afgeschaft werd voor diegenen die de leeftijd van 36 jaar hebben bereikt. In juni 1979 werden vier besluiten genomen tot wijziging van de reglementering voor de beroepen van installateur van centrale verwarming, van verzekeringsmakelaar, van garagehouder-hersteller en van handelaar in tweedehandswagens.

Andere ontwerpen werden, zoals vereist door de wet, voorgelegd aan de Hoge Raad voor de Middenstand. Zij hebben betrekking op de volgende beroepen :

— elektrotechnisch installateur, fotograaf, kapper, moleenaar, handelaar in inlands graan, slager-groothandelaar, fiets-, bromfiets- en motorfietsmechanici, aannemer-steenhouwer, kleinhandelaar in vaste brandstoffen, aannemer-marmerbewerker, handelaar in foerage en stro, horlogemaker-hersteller, kleinhandelaar in vloeibare brandstoffen, frigorist, sanitairinstallateur-loodgieter, installateur van verwarming met individuele toestellen, aannemer van metalen dakbedekkingen, aannemer van niet-metalen dakbedekkingen, aannemer-timmerman, plafonneerder-cementwerker, aannemer van metselwerken, aannemer-tegelzetter.

Het advies van de H. R. M. werd medegedeeld op 31 december 1979 en de besluiten zijn voorgelegd aan de Raad van State.

De bijzonderste versoepelingsmaatregelen kunnen als volgt worden samengevat :

— herziening van de bepaling van de activiteit, ten einde sommige ondergeschikte of onderhoudsactiviteiten uit te sluiten (centrale verwarming, fotograaf, metsel- en betonwerk, enz...);

— verruiming van de waaier van diploma's die toegang geven tot het beroep (verzekeringsmakelaar, metsel- en betonwerk, plafonneerder-cementwerker, tegelzetter, schrijnwerker-timmerman);

— aanvaarding als bewijs door de praktijk, van de uitoefening van het beroep in een onderneming die de gereglementeerde activiteit uitoefent voor eigen rekening (installateur van centrale verwarming, garagehouder, plafonneerder-cementwerker, tegelzetter, schrijnwerker-timmerman, metsel- en betonwerk, elektriciën);

— inzake bewijs door de praktijk, volstaat het, indien de activiteit doorlopend is geweest, dat de uitoefening van de praktijk eindigt binnen de tien jaar die voorafgaan aan de aanvraag van het attest (vrijwel alle beroepen).

Wat de toepassing betreft van artikel 46 van de wet tot economische heroriëntering, welke de aangestelde, die voldoet aan de voorwaarden van beheerskennis, in staat moet stellen zijn activiteit als bijberoep en deeltijds uit te oefenen zal eerlang een ontwerp aan de Hoge Raad voor de Middenstand voor advies worden voorgelegd.

b) *Professions intellectuelles prestataires de service*

Un projet de modification de la loi du 1^{er} mars 1976 réglementant le port du titre et l'exercice des professions intellectuelles prestataires de service est actuellement soumis au Conseil d'Etat. Ce projet fait relever le régime des droits acquis de la compétence de l'exécutif et détermine plus clairement ceux qui sont soumis à la législation. Il prévoit aussi des mesures particulières pour les salariés qui désirent s'établir comme indépendant et n'ont pu bénéficier du régime transitoire.

Diverses organisations professionnelles attendent cette révision pour introduire une requête en vue de la réglementation de leur profession; il s'agit, notamment, des comptables, des experts-comptables, des agents immobiliers et des experts automobiles.

c) *Registre central du Commerce*

La mise à jour du fichier informatique du registre central du commerce accusait un retard assez important.

Le Ministre précédent avait décidé de résorber ce retard et avait fait appel au début de 1979 à un organisme privé qui, pour cette tâche, a obtenu un cadre spécial temporaire.

Contrairement aux prévisions, le retard n'a pas pu être comblé dans l'année. Cette tâche sera donc poursuivie en 1980 et la mission du cadre spécial temporaire a été prolongée. La mise à jour du fichier est nécessaire si l'on veut exploiter utilement les données fournies par le registre du commerce.

d) *Commerce ambulant*

La loi réglant actuellement cette matière ne semble pas poser de problème. Cependant, certains de ces arrêtés d'application paraissent effectivement demander un réexamen.

Il conviendrait toutefois de compléter la loi par une réglementation de la vente itinérante. Celle-ci est actuellement régie par la loi sur les pratiques du commerce et se définit comme suit : vente faite au consommateur par un commerçant en dehors de son établissement principal, succursale ou agence ou de locaux occupés par une foire commerciale.

Ce complément aurait pour avantage de réglementer dans une seule loi toute forme de vente en dehors du siège de l'entreprise.

e) *Pratiques du commerce*

La loi du 14 juillet 1971 sur les pratiques du commerce doit être actualisée. L'Administration des Affaires économiques a rédigé un projet de modification de cette loi, projet qui a été soumis au Conseil de la Consommation. Le Conseil supérieur des Classes moyennes a également rendu différents avis concernant la modification de la loi de 1971.

Il se dégage de ces avis une tendance à une réglementation plus stricte des diverses pratiques du commerce telles que ventes à perte, ventes à prix réduits, liquidations ou soldes, publicité, affichage des prix.

Il est également envisagé une procédure rapide qui permettrait au Ministre de signaler par voie postale à un commerçant qu'il considère tel de ses agissements comme contraire à la loi. En cas de non respect de l'avertissement, l'affaire est bien sûr soumise à l'appréciation des tribunaux.

Signalons encore que la modification de cette loi implique la collaboration entre les Ministres des Affaires économiques et des Classes moyennes.

b) *Dienstverlenende intellectuele beroepen*

Een ontwerp tot wijziging van de wet van 1 maart 1976 tot reglementering van het dragen van de titel en het uitoefenen van de intellectuele dienstverlenende beroepen is thans voorgelegd aan de Raad van State. Dit ontwerp brengt het stelsel van de verworven rechten onder de bevoegdheid van de uitvoerende macht en bepaalt duidelijker wie aan de wetgeving is onderworpen. Het voorziet ook bijzondere maatregelen voor de loontrekkenden die zich als zelfstandige willen vestigen en die niet in aanmerking konden komen voor de overgangsregeling.

Verscheidene beroepsorganisaties wachten op deze herziening om een verzoekschrift in te dienen met het oog op de reglementering van hun beroep. Het gaat onder meer om de boekhouders, de accountants, de immobiliënmakelaars en de autodeskundigen.

c) *Centraal Handelsregister*

Er was een vrij grote vertraging in de bijwerking van het informaticakaartensysteem van het centraal handelsregister.

De vorige minister had besloten deze vertraging in te lopen en had begin 1979 een beroep gedaan op een privé-instelling die voor deze taak een bijzonder tijdelijk kader heeft bekomen.

In tegenstelling met de verwachtingen kon de vertraging niet binnen het jaar worden weggewerkt. Deze taak wordt dus voortgezet in 1980 en de opdracht van het bijzonder tijdelijk kader werd verlengd. Deze bijwerking is noodzakelijk, indien men de gegevens van het handelsregister nuttig wil gebruiken.

d) *Ambulante handel*

Naar blijkt rijzen er geen problemen wat de wet op de leurhandel zelf betreft. Sommige van de toepassingsbesluiten schijnen wel aan een nieuw onderzoek toe te zijn.

De wet zou nochtans best worden aangevuld met de reglementering op de reizende verkoop. Deze verkoop is thans geregeld door de wet op de handelspraktijken en wordt als volgt omschreven : verkoop aan de verbruiker door een handelaar buiten zijn hoofdinstelling, filiaal of agentschap of buiten de lokalen ingenomen door een handelsbeurs.

Door deze toevoeging zou elke vorm van verkoop buiten de zetel van de onderneming door één enkele wet worden geregeld.

e) *Handelspraktijken*

De wet van 14 juli 1971 op de handelspraktijken moet geactualiseerd worden. De Administratie van Economische Zaken heeft een ontwerp tot wijziging van deze wet opgesteld. Dit ontwerp werd voorgelegd aan de Raad voor het Verbruik. De Hoge Raad voor de Middenstand heeft eveneens verschillende adviezen uitgebracht inzake de wijziging van de wet van 1971.

Uit deze adviezen blijkt een strekking tot een strengere reglementering van de diverse handelspraktijken, zoals verkopen met verlies, verkopen tegen verminderde prijs, opruimingen of solden, reclame en aanplakking der prijzen.

Er wordt eveneens een snelle procedure voorgesteld die de Minister in staat zou stellen een handelaar per post mee te delen dat een of andere van zijn praktijken strijdig is met de wet. Bij niet-naleving van de waarschuwing zou de zaak alleszins ter beoordeling worden voorgelegd aan de rechtbanken.

Er zij op gewezen dat een ontwerp tot wijziging van de bestaande wetgeving een gezamenlijk initiatief van de Ministers van Economische Zaken en Middenstand veronderstelt.

f) *Loi du 29 juin 1975 sur les implantations commerciales*

Cette loi dit notamment que toute personne qui désire pratiquer le commerce dans un établissement dépassant une surface nette de vente de 750 m² (zone II) ou 1 500 m² (zone I) ou une surface brute de 1 000 m² ou 3 000 m² doit introduire une demande.

Cette loi, dont l'importance pour les P. M. E. du commerce de détail n'est plus à démontrer, a créé une procédure qui requiert l'avis d'un certain nombre de comités ou commissions.

Quand des contestations précises se manifestent, un Comité interministériel *ad hoc* est la dernière instance qui prend une décision définitive.

Le bilan statistique de l'année 1979 manquera peut-être de précision, car, d'une part, le Comité interministériel s'est au cours de cette année, prononcé sur des dossiers introduits en 1978, d'autre part, certains dossiers, introduits en 1979 et frappés d'appel, n'ont pas encore été traités par le Comité interministériel.

Compte tenu de ce qui a été exposé ci-dessus, on peut dire que le Comité socio-économique a traité 161 dossiers au total. En 1979, 69 dossiers, portant sur 161 910 m² ont été examinés. Il en a refusé 16, portant sur 64 499 m² et accepté 53, portant sur une superficie totale de 97 411 m².

Douze de ces dossiers sont venus en appel devant le Comité interministériel. Ceux-ci portaient sur une surface totale de vente de 30 244 m². Le Comité interministériel en a accordé 14 747 et en a refusé 15 497.

L'application de cette loi a donné lieu à 29 enquêtes accomplies par les services compétents du Département des Classes moyennes, il a été dressé 4 procès-verbaux.

g) *Simplification des formalités administratives*

Cette matière est évidemment très importante, spécialement pour les P. M. E.

Le Ministre des Classes moyennes n'est cependant plus ici seul maître du jeu. Il doit compter sur la bonne volonté agissante et la collaboration de ses collègues, compétents dans les différentes matières où le groupe de travail créé par l'arrêté royal du 25 septembre 1975 fait des propositions de simplification.

Le bilan de l'année 1979 peut s'établir comme suit :

— régime des petits envois en douane.

L'administration compétente n'estime pas pouvoir modifier la procédure actuelle;

— déclaration d'augmentation de prix.

Cet avis est encore à l'étude au département des Affaires économiques;

— listing T. V. A. : il s'agissait de porter, de 2 000 à 4 000 F, la somme en-dessous de laquelle les achats par le même client ne doivent pas être mentionnés au dit listing.

Le Ministre des Finances n'a pas estimé pouvoir donner suite à cette proposition;

— déclaration des impôts directs.

Le Ministre des Finances a admis la nécessité de signaler particulièrement les innovations instaurées;

f) *De wet van 29 juni 1975 op de handelsvestigingen*

Deze wet bepaalt onder meer dat eenieder die handel wenst te drijven in een inrichting met een netto-verkoopoppervlakte van meer dan 750 m² (zone II) of 1 500 m² (zone I) of met een bruto-oppervlakte van meer dan 1 000 m² of 3 000 m², een aanvraag moet indienen.

Deze wet, waarvan de belangrijkheid voor de K. M. O. van de kleinhandel niet meer hoeft te worden bewezen, heeft een procedure ingesteld waardoor het advies van een bepaald aantal comités of commissies vereist is.

Wanneer welbepaalde betwistingen rijzen is het in laatste instantie een Ministercomité *ad hoc* dat de uiteindelijke beslissing neemt.

Het zal de statistische balans van het jaar 1979 wellicht aan nauwkeurigheid ontbreken, want enerzijds heeft het Ministercomité zich tijdens dat jaar uitgesproken over dossiers die in 1978 werden ingediend en anderzijds werden sommige dossiers die in 1979 werden ingediend, maar waartegen beroep werd ingesteld, nog niet afgehandeld.

Met inachtneming van wat hierboven wordt gesteld, kan men zeggen dat het Sociaal-Economisch Comité in totaal 161 dossiers heeft behandeld. In 1979 werden 69 dossiers onderzocht, waarbij het ging om 161 910 m². 16 aanvragen, die betrekking hadden op 64 499 m², werden geweigerd en 53 aanvragen voor een totale oppervlakte van 97 411 m² werden aanvaard.

Het Ministerieel Comité heeft 12 van deze dossiers, waartegen beroep werd ingesteld, behandeld. Het ging hier om een totale verkoopruimte van 30 244 m². Het Ministerieel Comité heeft er 14 747 toegekend en 15 497 geweigerd.

De toepassing van deze wet heeft aanleiding gegeven tot 29 enquêtes die werden uitgevoerd door de bevoegde diensten van het Departement van Middenstand; 4 processen-verbaal werden opgesteld.

g) *Vereenvoudiging van de administratieve formaliteiten*

Deze materie is uiteraard zeer belangrijk in het bijzonder voor de K. M. O.

De Minister van Middenstand heeft hier niet alleen het beslissingsrecht. Hij moet rekenen op de daadwerkelijke goede wil en de medewerking van zijn collega's die bevoegd zijn voor de verschillende materies waaromtrent de werkgroep, opgericht bij koninklijk besluit van 25 september 1975 voorstellen tot vereenvoudiging formuleert.

De balans van het jaar 1979 kan als volgt worden samengevat :

— regeling van kleine zendingen naar de douane.

De bevoegde administratie meent de huidige procedure niet te kunnen wijzigen;

— aangifte van prijsverhoging.

Dit advies is nog ter studie bij het Departement van Economische Zaken;

— B. T. W.-listing : het ging er om het bedrag waaronder de aankopen van dezelfde klant niet op de genoemde listing moeten worden ingeschreven van 2 000 op 4 000 F te brengen.

De Minister van Financiën heeft gemeend geen gevolg te kunnen geven aan dit voorstel;

— aangifte voor de directe belastingen.

De Minister van Financiën heeft zich akkoord verklaard met de noodzaak speciaal te wijzen op de ingevoerde nieuwigheden;

— rédaction nouvelle, en collaboration avec le Tribunal de Commerce de Bruxelles, du manuel « Comment s'établir à son compte ».

Ce manuel paraîtra incessamment;

— déclaration, par correspondance, au Registre de Commerce.

Cet avis est encore à l'étude au département de la Justice;

— déclaration des accidents de travail.

Les propositions de simplification, bien qu'elles ne soient pas encore entrées en vigueur, ont recueilli un premier avis favorable de la part du Ministre de la Prévoyance sociale;

— suppression de l'enregistrement lors de la publication des actes et comptes annuels des sociétés.

Cet avis est récent et on attend la réponse des Ministres concernés (Justice, Finances, Affaires économiques);

— procédure sommaire en injonction de payer.

Le Ministre de la Justice a rencontré pleinement les vœux du groupe de travail;

— procédure en vue d'obtenir l'agrément de l'Institut national du Logement.

Cet avis est récent et on attend les réponses des Ministres concernés;

— Le Ministre de l'Emploi et du Travail a, par ailleurs, simplifié la procédure en cas de chômage partiel selon les avis émis antérieurement par le groupe de travail.

Il est renvoyé en outre à la réponse donnée à une question parlementaire de M. Suykerbuyk (*Bulletin des Questions et Réponses*, Chambre, question n° 4 du 17 octobre 1979).

3. Expansion économique

Restent, sur le plan de l'expansion économique, dans les attributions du Ministre des Classes moyennes, certaines matières dont :

- le Fonds de garantie;
- les subventions pour le relèvement, la promotion économique et technique du secteur « Classes moyennes », pour l'information, l'assistance technique et l'aide à la gestion des P. M. E. (ayant un caractère national);
- les crédits en faveur des commerçants ayant, par suite de travaux d'utilité publique, subi une importante diminution de leur chiffre d'affaires;
- les avis en matière d'immunisation des plus-values.

1. Le Fonds de garantie. Ce Fonds, établi au sein de la C. N. C. P., est intervenu en 1979 pour environ 4 500 demandes et un montant total de 5 383 718 000 F, alors que le total des crédits demandés s'élevait à 7 952 284 000 F.

Les coûts de fonctionnement, supportés par le département, se sont élevés, en 1979, à 7 696 000 F. S'il est établi un rapport entre ces coûts et le nombre de demandes ayant abouti favorablement, le coût par dossier s'établit à environ 1 700 F.

Pour 1980, les coûts de fonctionnement du Fonds de garantie se monteraient à 8 580 000 F, soit une augmentation de 11,5 % en comparaison de l'année précédente.

2. Les crédits en faveur des commerçants ayant, par suite de travaux d'utilité publique, subi une importante diminution de leur chiffre d'affaires.

La loi du 2 avril 1976 instaurant cette aide, n'a, jusqu'à présent, pas eu l'effet escompté.

Le nombre de demandes se monte à 10, dont 7 en 1979.

— nouvelle rédaction de het handboek « Hoe vestig ik mij voor eigen rekening », in samenwerking met de Rechtsbank van Koophandel te Brussel.

Dit handboek zal eerlang verschijnen;

— aangifte bij het Handelsregister, per briefwisseling.

Dit advies is nog ter studie bij het Departement van Justitie;

— aangifte van arbeidsongevallen.

Hoewel de voorstellen tot vereenvoudiging nog niet in werking zijn getreden, werd hierover reeds een eerste gunstig advies uitgebracht door de Minister van Sociale Voorzorg;

— afschaffing van de registratie bij de bekendmaking van de jaarhandelingen en -rekeningen der vennootschappen.

Dit advies is recent en er wordt gewacht op het antwoord van de betrokken ministers (Justitie, Financiën, Economische Zaken);

— summier procedure van aanmaning tot betaling.

De Minister van Justitie is op de wensen van de werkgroep volledig ingegaan;

— procedure voor het bekomen van de erkenning van het Nationaal Instituut voor de Huisvesting.

Dit advies is recent en er wordt gewacht op het antwoord van de betrokken ministers;

— Ten slotte heeft de Minister van Tewerkstelling en Arbeid de procedure in geval van gedeeltelijke werkloosheid vereenvoudigd volgens de vroeger door de werkgroep uitgebrachte adviezen.

Tevens wordt er verwezen naar het antwoord op een parlementaire vraag van de heer Suykerbuyk (*Bulletin van Vragen en Antwoorden*, Kamer, Vraag n° 4 van 17 oktober 1979).

3. Economische expansie

Inzake economische expansie blijven bepaalde materies onder de bevoegdheid van de Minister van Middenstand ressorteren, onder meer :

- het Waarborgfonds;
- de toelagen voor de opbeuring, de economische en technische bevordering van de sector Middenstand, voor de informatie, de technische bijstand en de hulp aan het beheer van de K. M. O. (met nationaal karakter);
- de kredieten ten behoeve van de handelaars wier omzet een gevoelige daling onderging ten gevolge van werken van openbaar nut;
- de adviezen inzake de vrijstelling van de meerwaarden.

1. Het Waarborgfonds, dat werd opgericht bij de N. K. B. K., is in 1979 tussengekomen voor ongeveer 4 500 aanvragen en een totaal bedrag van 5 383 718 000 F, terwijl het totaal van de aangevraagde kredieten 7 952 284 000 F beliep.

De werkingskosten, die ten laste vielen van het departement, bedroegen 7 696 000 F in 1979. Indien men een verband legt tussen deze kosten en het aantal aanvragen waarvan een gunstig gevolg werd gegeven, komt men tot een kostprijs per dossier van circa 1 700 F.

Voor 1980 zouden de werkingskosten van het Waarborgfonds 8 580 000 F bedragen; dit is een verhoging met 11,5 % in vergelijking met het voorgaand jaar.

2. De kredieten ten behoeve van de handelaars wier omzet een gevoelige daling onderging ten gevolge van werken van openbaar nut.

De wet van 2 april 1976 waarbij deze hulp wordt ingesteld, heeft totnogtoe niet het verwachte resultaat gehad. Het aantal aanvragen bedraagt 10, waarvan 7 in 1979.

3. Les subventions qui ont pour objet le relèvement, la promotion économique et technique du secteur « Classes moyennes », l'information, l'assistance technique et l'aide à la gestion des P. M. E. et dont le caractère national est maintenu.

Du fait de la régionalisation de cette mesure, le montant du crédit a été considérablement réduit dans le budget du département.

Depuis le 11 juillet 1979, par suite d'une décision du comité ministériel des Réformes institutionnelles, une partie du crédit a, en effet, déjà été attribuée aux régions pour les dossiers qui ne dépassent pas le périmètre régional.

Les associations sans but lucratif subsidiées, ont toutes pour objectif la promotion des P. M. E.

4. Les avis en matière d'immunisation fiscale des plus-values.

L'article 9ter du Code des impôts sur les revenus instaure l'immunisation de plus-values réinvesties par les entreprises. Lorsque la demande émane d'une petite et moyenne entreprise, le Ministre des Finances demande l'avis du département. Cet avis doit être donné sur base des critères suivants : amélioration de la productivité, lutte contre le chômage et rationalisation de l'économie.

En 1979, 191 avis ont été donnés par le département.

5. Continuation de l'exécution de la loi du 4 août 1978 relative à l'expansion économique des P. M. E.

a) En exécution de l'article 2. e. de la loi du 4 août 1978, un arrêté royal a été pris le 6 août 1979. Cet arrêté royal permet aux associations sans but lucratif de bénéficier de l'avantage des aides prévues par la loi, pour autant qu'elles visent à promouvoir et à rationaliser l'activité des entreprises visées par la loi.

b) Un avant-projet d'arrêté royal a été élaboré en exécution de l'article 34 de la loi du 4 août 1978, prévoyant la création du Fonds de participation. Cet avant-projet est actuellement discuté avec les autres départements intéressés.

4. Formation permanente des Classes moyennes

L'arrêté royal du 6 juillet 1979 portant organisation provisoire des Exécutifs des Communautés et des Régions a attribué la compétence en cette matière aux Exécutifs des Communautés.

Ce partage n'a cependant pas atteint le Comité national de Coordination et de Concertation pour la Formation permanente, qui continue donc à fonctionner au sein du département des Classes moyennes.

Aux termes de l'arrêté royal du 4 octobre 1976, sa mission est :

1. d'émettre des avis à l'intention du Ministre des Classes moyennes sur l'orientation générale en matière de formation permanente;
2. de faire des propositions au Ministre tendant à faire modifier la réglementation;
3. de veiller à l'élaboration des programmes de formation professionnelle et de soumettre ceux-ci à l'agrément du Ministre;
4. d'émettre des avis au sujet des certificats et diplômes délivrés dans le cadre de la formation permanente;

5. d'émettre des suggestions quant à l'orientation générale de la politique budgétaire relative à la formation permanente;

3. De toelagen voor de opbeuring, de economische en technische bevordering van de sector Middenstand, voor de informatie, de technische bijstand en de hulp aan het beheer van de K. M. O. die hun nationaal karakter behouden.

Ten gevolge van de regionalisering is het krediet op de begroting van het departement aanzienlijk verminderd.

Sinds 11 juli 1979 is immers bij beslissing van het Ministerieel Comité voor de Institutionele Hervormingen, een gedeelte van dit krediet toegewezen aan de gewesten voor de dossiers die de regionale perimeter niet overschrijden.

De gesubsidieerde verenigingen zonder winstoogmerk beogen alle de aanmoediging van de K. M. O.

4. De adviezen inzake fiscale vrijstelling van de meerwaarden.

Artikel 9ter van het Wetboek op de inkomstenbelastingen voert de fiscale vrijstelling in van door de ondernemingen wederbelegde meerwaarden. Wanneer de aanvraag uitgaat van een kleine en middelgrote onderneming, vraagt de Minister van Financiën het advies van het departement. Dit advies moet worden gegeven op basis van volgende criteria : verhoging van de produktiviteit, bestrijding van de werkloosheid en rationalisatie van het bedrijf.

In 1979 werden door het departement 191 adviezen verstrekt.

5. Verdere uitvoering van de wet van 4 augustus 1978 op de economische expansie voor de K. M. O.

a) In uitvoering van artikel 2. e. van de wet van 4 augustus 1978, werd op 6 augustus 1979 een koninklijk besluit uitgevaardigd. Dit koninklijk besluit geeft aan de verenigingen zonder winstoogmerk de mogelijkheid het voordeel te genieten van de in de wet voorziene tegemoetkomingen, op voorwaarde dat zij de activiteit van de in de wet bedoelde ondernemingen bevorderen en rationaliseren.

b) In uitvoering van artikel 34 van de wet van 4 augustus 1978, dat het Participatiefonds opricht, werd een voorontwerp van koninklijk besluit uitgewerkt. Dit voorontwerp wordt thans besproken met de andere betrokken departementen.

4. Voortdurende vorming van de Middenstand

Het koninklijk besluit van 6 juli 1979 houdende voorlopige organisatie van de Executieven van de Gemeenschappen en Gewesten heeft de bevoegdheid in die aangelegenheid aan de Executieven van de Gemeenschappen toegewezen.

Deze verdeling heeft voorlopig geen invloed gehad op het nationaal Coördinatie- en Overlegcomité voor de Voortdurende Vorming dat in de schoot van het departement van Middenstand werkzaam blijft.

Krachtens het koninklijk besluit van 4 oktober 1976 is het zijn taak :

1. adviezen uit te brengen ten behoeve van de Minister van Middenstand in verband met de algemene oriëntering inzake de voortdurende vorming;
2. aan de Minister voorstellen te doen tot wijziging van de reglementering;
3. programma's voor beroepsopleiding uit te werken en deze voor goedkeuring aan de Minister voor te leggen;
4. adviezen uit te brengen in verband met de getuigschriften en diploma's uitgereikt in het stelsel der voortdurende vorming;
5. suggesties te formuleren aangaande de algemene oriëntering van het begrotingsbeleid betreffende de voortdurende vorming;

6. de veiller au bon fonctionnement des commissions nationales;

7. d'étudier les problèmes qui lui sont soumis par le Ministre des Classes moyennes et d'émettre des avis à ce sujet;

8. après approbation du Ministre, d'assumer des représentations sur les plans national et international;

9. de veiller à la concordance des programmes de formation avec les exigences de la loi du 15 décembre 1970 sur l'exercice des activités professionnelles dans les P. M. E. du commerce et de l'artisanat;

10. d'organiser la concertation au sujet des problèmes propres à l'arrondissement de Bruxelles-Capitale.

Au cours de l'année écoulée et dans le cadre de cette mission, le Comité national a rendu des avis sur les conditions d'admission à l'apprentissage ou à la formation de chef d'entreprise, les conditions d'exercice de la profession, la formation pratique à l'atelier ou au magasin, les activités de formation prolongée, etc. Le Comité a également élaboré des programmes pour des professions nouvelles ou remanié des programmes existants. Il a agréé deux nouvelles commissions nationales (entraîneurs de chevaux de course et experts comptables).

Il y a lieu, enfin, de remarquer que le conseil d'administration s'est prononcé pour le maintien de sa structure actuelle telle qu'elle est définie par l'arrêté royal du 4 octobre 1976.

5. Rapport annuel des Classes moyennes

Le rapport annuel imposé par la loi du 7 août 1978 a été présenté aux Chambres législatives avec quelque retard sur le délai prévu. Ledit rapport traite des activités et actions menées en faveur des Classes moyennes par les départements ministériels ainsi que par les organismes publics et d'intérêt public.

Ce rapport comprend trois parties.

La première réunit les données statistiques et a été rédigée par l'Institut économique et social des Classes moyennes.

La seconde englobe toutes les données relatives à la politique menée au cours de l'année en faveur des Classes moyennes.

La troisième partie renferme quelques conclusions et traite des perspectives d'avenir.

Pour la rédaction de ce rapport, il a été fait appel à la collaboration d'autres départements ayant des points d'intérêt communs avec ceux des matières propres aux Classes moyennes. Les Exécutifs des communautés et des régions ont notamment collaboré à ce travail.

Sur le plan technique, il s'avère souhaitable, afin de pouvoir disposer de statistiques plus récentes, de reporter la date du dépôt du rapport au 1^{er} mai de chaque année, tandis que le critère d'emploi à prendre en considération pour les entreprises commerciales devrait être porté de 40 à 50, le critère de 40 emplois n'intervenant pas dans les statistiques disponibles.

L'élaboration de ce rapport est un travail considérable et important mais il donne un bon aperçu de ce qui est fait en faveur des Classes moyennes. Il permet de situer la place des Classes moyennes dans l'économie du pays et de voir la politique suivie tant par le département que par les autres en vue d'améliorer le sort des indépendants.

6. toe te zien op de goede werking van de nationale commissies;

7. de problemen te bestuderen die door de Minister van Middenstand worden voorgelegd en daarover adviezen uit te brengen;

8. na de goedkeuring van de Minister, vertegenwoordigingen te verzekeren op nationaal en internationaal vlak;

9. er voor te zorgen dat de opleidingsprogramma's in overeenstemming zijn met de bepalingen van de wet van 15 december 1970 betreffende het uitoefenen van de beroepswerkzaamheden in de kleine en middelgrote handels- en ambachtsondernemingen;

10. het overleg te organiseren inzake de problemen eigen aan het arrondissement Brussel-Hoofdstad.

Tijdens het afgelopen jaar en in het raam van deze taak heeft het Nationaal Comité adviezen uitgebracht betreffende de voorwaarden voor toelating tot de leertijd of tot de opleiding van ondernemingshoofd, betreffende de voorwaarden voor de uitoefening van het beroep, de praktische opleiding in de werkplaats of in de winkel, de activiteiten van verlengde opleiding, enz. Het Comité heeft tevens programma's uitgewerkt voor nieuwe beroepen of bestaande programma's herwerkt. Het heeft twee nieuwe nationale commissies erkend (de trainers van renpaarden en de accountants).

Tenslotte zij er op gewezen dat de raad van beheer zich heeft uitgesproken voor het behoud van zijn huidige structuur zoals bepaald bij het koninklijk besluit van 4 oktober 1976.

5. Jaarlijks Middenstandsverslag

Met een weinig achterstand op de voorziene termijn werd het jaarverslag, overeenkomstig de wet van 7 augustus 1978, aan de Wetgevende Kamers voorgelegd. Dit verslag heeft betrekking op de activiteiten en acties die ten gunste van de Middenstand gevoerd worden door de ministeriële departementen, de openbare instellingen en de instellingen van openbaar nut.

Het verslag omvat drie delen.

Het eerste deel verzamelt de statistische gegevens en werd opgesteld door het Economisch en Sociaal Instituut voor de Middenstand.

Het tweede deel omvat alle gegevens betreffende het beleid dat in de loop van het jaar ten gunste van de Middenstand gevoerd werd.

Het derde deel bevat enkele conclusies en handelt over de toekomst-perspectieven.

Voor het opstellen van dit verslag werd een beroep gedaan op de medewerking van andere departementen, die raakvlakken met de Middenstand hebben. Vooral de Executieven van de gemeenschappen en gewesten werden hierbij betrokken.

Op het technisch vlak blijkt het wenselijk te zijn dat de datum van indiening van het verslag verlegd wordt naar 1 mei van elk jaar teneinde te kunnen beschikken over meer recente statistieken, terwijl het tewerkstellingscriterium dat moet in aanmerking genomen worden voor de handelsondernemingen van 40 op 50 zou moeten worden gebracht, daar de beschikbare statistieken het criterium van 40 arbeidsplaatsen niet vermelden.

Het opmaken van dit verslag is een omvangrijk en belangrijk werk, doch het biedt een duidelijk overzicht van hetgeen verwezenlijkt werd ten gunste van de Middenstand. Het biedt de mogelijkheid de plaats van de Middenstand in de economie van het land te bepalen en zich een duidelijk beeld te vormen van het beleid dat zowel door het departement als door de andere departementen gevolgd wordt met het oog op de verbetering van de toestand van de zelfstandigen.

6. Parastataux

a) Conseil supérieur des Classes moyennes

Au cours de l'année écoulée, le Conseil supérieur des Classes moyennes a émis des avis dans les matières suivantes :

- loi d'établissement (20 mars et 20 décembre 1979);
- formation permanente (7 novembre 1979);
- pratiques du commerce (30 mai 1979);
- commerce ambulant (30 mai et 7 novembre 1979);
- simplifications administratives (28 mars et 30 mai 1979);
- professions libérales (28 mars 1979);
- accès des P. M. E. aux marchés publics (7 novembre 1979).

Ce Conseil a été créé par la loi du 6 mars 1964. Celle-ci a été complétée ou modifiée à plusieurs reprises, de sorte qu'une coordination s'imposait dans un but de clarification. Cette coordination a été réalisée par l'arrêté royal du 28 mai 1979.

En vertu de l'arrêté royal du 4 juin 1979 pris en exécution des lois coordonnées, le calendrier du renouvellement du Conseil supérieur a été adopté, la procédure de contrôle de l'effectif des membres revendiqué par les organismes a été simplifiée.

C'est en fonction des modifications dont il vient d'être question qu'auront lieu, en 1980, les élections pour le renouvellement du Conseil supérieur des Classes moyennes et des Chambres des Métiers et Négoces.

b) L'Institut économique et social des Classes moyennes en 1979

Les activités de l'Institut se déploient selon quatre grands axes : études, recherche scientifique, assistance technique aux P. M. E. et information, qui correspondent aux attributions respectives de chacune des quatre sections créées au sein de l'Institut par sa loi organique.

1. Dans le domaine des études, l'Institut a participé à la préparation du « Rapport annuel des Classes moyennes », dont il a pris en charge l'élaboration de la partie statistique. Ce travail a été mené à son terme pour l'année 1979 et a été mis en chantier pour 1980.

Dans le cadre des préoccupations actuelles en matière de régionalisation les P. M. E. de la région bruxelloise ont fait l'objet d'une étude statistique et il a été rédigé une brochure en vue de donner aux travailleurs indépendants une vue exacte de la nouvelle répartition des compétences entre les instances nationales, communautaires et régionales en matière d'aide aux P. M. E.

2. Dans le domaine de la recherche scientifique, une enquête a été menée en collaboration avec les organisations professionnelles intéressées, afin de déterminer les conditions de viabilité des entreprises dans le secteur du commerce de détail en alimentation générale.

Le service de planification du commerce a procédé à l'examen technique des dossiers soumis pour avis au Comité socio-économique de la Distribution (69 dossiers traités en 1979).

Il a, par ailleurs, poursuivi ses études générales de planification (analyses de la structure de l'appareil commercial de diverses localités et études de polarisation).

6. Parastatalen

a) Hoge Raad voor de Middenstand

Tijdens het afgelopen jaar heeft de Hoge Raad voor de Middenstand adviezen uitgebracht inzake :

- de vestigingswet (20 maart en 20 december 1979);
- de voortdurende vorming (7 november 1979);
- de handelspraktijken (30 mei 1979);
- de ambulante handel (30 mei en 7 november 1979);
- de administratieve vereenvoudigingen (28 maart en 30 mei 1979);
- de vrije beroepen (28 maart 1979);
- de toegang van de K. M. O. tot de overheidsopdrachten (7 november 1979).

De Raad werd opgericht bij de wet van 6 maart 1964. Deze wet werd meermaals aangevuld of gewijzigd zodat zij ter wille van de klaarheid diende te worden gecoördineerd. Zulks gebeurde bij koninklijk besluit van 28 mei 1979.

Krachtens het koninklijk besluit van 4 juni 1979, genomen ter uitvoering van de gecoördineerde wetten, werd de vernieuwingskalender van de Hoge Raad aangepast. De procedure van toezicht op het door de organisaties opgegeven ledental werd vereenvoudigd.

Op grond van de zopas vermelde wijzigingen zullen in 1980 de verkiezingen voor de vernieuwing van de Hoge Raad voor de Middenstand en van de Kamers van Ambachten en Neringen plaatsgrijpen.

b) Het Economisch en Sociaal Instituut voor de Middenstand in 1979

De activiteiten van het Instituut zijn toegespitst op vier grote punten : studie, wetenschappelijk onderzoek, technische bijstand aan de K. M. O. en informatieverwerking. Deze activiteiten stemmen overeen met de respectieve bevoegdheden van ieder der vier afdelingen, opgericht in de schoot van het Instituut krachtens zijn organieke wet.

1. Op het gebied van de studie, heeft het Instituut deelgenomen aan de voorbereiding van het « Jaarverslag van de Middenstand ». Het heeft het statistisch gedeelte van dat verslag verzorgd. Dit werk werd beëindigd voor het jaar 1979 en werd aangevat voor 1980.

In verband met de gewestvorming werd een statistische studie betreffende de K. M. O. van het Brusselse gewest verricht en werd een brochure opgesteld om aan de zelfstandigen een duidelijk beeld te geven van de nieuwe spreiding der bevoegdheden tussen de nationale, communautaire en regionale instellingen wat de hulpverlening aan de K. M. O. betreft.

2. Op het gebied van het wetenschappelijk onderzoek, werd in samenwerking met de betrokken beroepsorganisaties, een enquête uitgevoerd teneinde de leefbaarheidsvoorwaarden te bepalen van de ondernemingen in de sector van de kleinhandel in algemene voedingswaren.

De dienst planologie van de handel heeft het technisch onderzoek verricht van de voor advies aan het Sociaal-Economisch Comité voor de distributie voorgelegde dossiers (69 dossiers werden behandeld in 1979).

Anderzijds heeft hij zijn algemene planologische studies verder gezet (analyse van de structuur van het handelsapparaat van diverse localiteiten en polarisatiestudies).

3. Dans le domaine de l'assistance technique aux P. M. E. :

— le service des conseillers d'entreprise a continué son action dans des conditions rendues difficiles par une réduction passagère de ses effectifs. Il a dû faire face à un nombre croissant de demandes d'intervention (consultations d'entreprise), dirigées vers lui par les services des Economies régionales.

Les conseillers d'entreprise ont activement soutenu le programme O. N. E. M. de reconversion dans les P. M. E. ;

— sessions de formation post-universitaire aux techniques de gestion des P. M. E. La session 1978-1979 s'est poursuivie pendant le premier semestre de 1979; deux sessions nouvelles, l'une en français, l'autre en néerlandais, ont été ouvertes au cours du 2^e semestre (sessions 1979-1980);

— sous-traitance. Le 4^e salon de sous-traitance « Interregio 79 » a eu lieu à Bruxelles en novembre. Interregio est né d'une initiative de l'Institut;

— commission de simplification administrative : l'Institut est chargé de la présidence ainsi que du secrétariat administratif et scientifique de ce groupe de travail, dont les travaux se sont poursuivis en 1979;

— artisanat de création. L'assistance technique à l'artisanat de création se traduit par des actions permanentes (informations spécialisées, séances de présélection d'œuvres d'art pour les expositions) et par des actions ponctuelles. Parmi celles-ci, il convient de citer pour 1979 : une participation à la Semaine belge de Düsseldorf et à la Semaine du Travail Manuel de Paris, des expositions-ventes au Westland et au Woluwe-Shopping Centers à Bruxelles, des animations artisanales au Passage 44, à City 2 et au Salon de l'Alimentation et des Arts ménagers à Bruxelles, des expositions sur l'art graphique dans le cadre de Benelux à Bruxelles et sur la dentelle à Hasselt.

4. Dans le domaine de l'information, les activités de l'Institut ont un caractère continu : gestion de la bibliothèque, bulletin mensuel d'information, revue périodique de la presse, tenue à jour du « Guide des Classes Moyennes », émissions télévisées bimensuelles de perfectionnement professionnel. La brochure de vulgarisation « Comment s'installer à son compte » a été complétée et remaniée.

II. — DISCUSSION GENERALE

A. Postes budgétaires

1. Transferts du budget national aux budgets communautaires et régionaux

a) Transferts de crédits

La réponse à la question de savoir quelle part des crédits à l'article budgétaire 11.03 relatif au transfert des administrations de l'expansion économique et de la formation professionnelle où une cellule nationale continuera à fonctionner pour chacune de ces administrations, entre en considération pour un transfert aux régions et aux communautés, demande un calcul détaillé pour lequel les éléments ne sont à présent pas tous disponibles, essentiellement parce que l'on ne sait pas encore quels agents choisiront quels services.

Par son amendement (Doc. n° 4-XIII/2), le Gouvernement propose de réduire chaque fois de 24 800 000 F pour 1980 les dépenses et les recettes du Fonds d'expansion économique et de reconversion régionale, prévues à l'article 60.01.A. Les montants représentant cette réduction sont repris par le budget de la Région flamande.

3. Op het gebied van de technische bijstand aan de K. M. O. :

— de dienst der bedrijfsconsulenten heeft, in moeilijke omstandigheden veroorzaakt door een tijdelijke vermindering van zijn personeel, zijn opdracht verdergezet. Hij heeft het hoofd moeten bieden aan een stijgend aantal aanvragen om tussenkomst (bedrijfsconsultaties) die hem werden overgemaakt door de diensten van de Gewestelijke Economieën.

De bedrijfsconsulenten hebben het programma van de R. V. A. tot omschakeling in de K. M. O. actief gesteund;

— zittingen van post-universitaire opleiding in de technieken voor het beheer van K.M.O. De zitting 1978-1979 werd voortgezet gedurende het eerste kwartaal van 1979; twee nieuwe zittingen, de ene in het Frans, de andere in het Nederlands, werden geopend in de loop van het tweede kwartaal (zittingen 1979-1980);

— toelevering. Het 4^e salon voor toelevering « Interregio 79 » heeft plaats gehad te Brussel in november. Interregio is ontstaan uit een initiatief van het Instituut;

— commissie voor administratieve vereenvoudiging : het Instituut is belast met het voorzitterschap, alsmede met het administratief en wetenschappelijk secretariaat van deze werkgroep, die zijn activiteiten heeft verdergezet in 1979;

— creatief ambachtswezen. De technische bijstand aan het creatief ambachtswezen omvat permanente acties (gespecialiseerde informatieverstrekking, voorselectie van kunstwerken voor tentoonstellingen) en tijdelijke acties. Onder deze laatste dienen vermeld voor 1979; deelneming aan de Belgische Week in Düsseldorf en aan de Week van de Handenarbeid te Parijs, verkoopstentoonstellingen in Westland en in de Woluwe-Shopping Centra te Brussel, ambachtsbevorderende initiatieven in de Passage 44, in City 2 en in het Salon van voedingsmiddelen en huishoudtechnieken te Brussel, tentoonstellingen betreffende de grafische kunst in de Benelux te Brussel en over kant in Hasselt.

4. Op het gebied van de informatieverstrekking, zijn de activiteiten van het Instituut van blijvende aard : beheer van de bibliotheek, maandelijks informatieblad, periodiek persoverzicht, bijhouden van de : « Gids voor de Middenstand », halfmaandelijks televisie-uitzendingen voor beroepsvervolmaking. De vulgariserende brochure « Zo vestig ik mij voor eigen rekening » werd aangevuld en herwerkt.

II. — ALGEMENE BESPREKING

A. Begrotingsposten

1. Overdrachten van nationale naar gemeenschaps- en gewestbegrotingen

a) Kredietoverdrachten

Het antwoord op de vraag welk aandeel voor de kredieten op het begrotingsartikel 11.03 met betrekking tot de overheveling van het bestuur voor economische expansie en voor het bestuur voor beroepsopleiding, waarbij voor elk bestuur een nationale cel zal blijven functioneren, voor een overdracht naar de gewesten en de gemeenschappen in aanmerking komt, vergt een omslachtige berekening, waarvoor op dit ogenblik niet alle elementen voor handen zijn, hoofdzakelijk omdat niet bekend is welke personeelsleden voor welke diensten zullen gaan opteren.

In het amendement van de Regering (Stuk n° 4-XIII/2) wordt voorgesteld de onder artikel 60.01.A. voorziene uitgaven en ontvangsten van het Fonds voor Economische Expansie en Regionale Reconversie voor 1980 telkens met 24 800 000 F te verminderen. Deze bedragen worden overgenomen door de begroting van het Vlaamse Gewest.

La ventilation de ces réductions (p. 31 du document budgétaire) est la suivante :

- les transferts de l'article 41.03 de la section 31 du Titre I — Dépenses courantes sont ramenés de 49 700 F à 24 900 F;
- les subventions aux organismes et institutions sont ramenées de 40 700 F à 15 900 F.

Le 19 février 1980, le *Moniteur belge* a publié l'arrêté royal du 12 février 1980 qui détermine les principes qui régleront le transfert d'emplois, étant établi que le retour dans l'administration nationale du personnel transféré d'office ainsi que le maintien des droits acquis sont de plein droit, indispensables.

b) Transferts de personnel

La procédure complète d'adoption de ces règlements n'est pas encore terminée, si bien qu'un exposé détaillé n'en est pas indiqué.

En tout cas, les textes règlent le transfert d'emplois et on peut s'attendre à ce que le droit d'option des intéressés soit sauvegardé. Toutefois, tant qu'il n'est pas connu avec précision quels agents appartiendront à quels services, il reste très difficile de répartir les frais de personnel sur une base réelle. Cette répartition dépend, en effet, des changements dans les cadres et, en second lieu, de la connaissance de leurs effectifs exacts. A cet égard, il convient de se référer à l'arrêté royal du 17 avril 1979 portant création des quatre ministères des communautés et des régions, puisque l'article 4 stipule qu'en principe toute création d'emplois dans les nouveaux ministères doit être compensée par une suppression simultanée d'un même nombre d'emplois de grades correspondants dans un ministère traditionnel, tant que les traitements ne sont pas à charge des budgets communautaires et régionaux.

2. Restrictions budgétaires pour 1980

a) Allocations familiales

Un crédit de 4 196,2 millions de F est inscrit à l'article 42.01 — Subvention annuelle sur base de l'article 6 de la loi du 29 mars 1976 relative aux allocations familiales pour travailleurs indépendants.

La proposition faite par l'administration lors de la préparation du budget de 1980 était normalement calculée sur les bases suivantes :

— subvention de base à l'index 142,75	3 258,4	millions
(dans le système actuel 148,59 = 1,02 ²⁰)		
— supplément pour indexation	956,753	millions
(index 192,22)		

Total arrondi 4 215,2 millions

Cette proposition a été adoptée en première instance par le Ministre du Budget, mais le Conseil de Gouvernement du 30 juillet 1979 a décidé de réduire le déficit budgétaire en procédant à une diminution supplémentaire de 0,45 % pour tous les budgets. Comme la contribution de l'Etat pour les allocations familiales des travailleurs indépendants représente 81,9 % du budget du département, il n'est pas possible d'éviter la diminution de 0,45 % sans dépasser l'enveloppe budgétaire fixée par le Gouvernement. C'est pourquoi un crédit de 4 196,2 millions est proposé.

De ventilatie van deze verminderingen (blz 31 van het begrotingsdocument) gebeurt als volgt :

- de overdrachten van artikel 41.03 van Sectie 31 van Titel I — Lopende uitgaven, worden verminderd van 49 700 tot 24 900;
- de subsidies aan instellingen en organismen worden verminderd van 40 700 tot 15 900;

Het koninklijk besluit van 12 februari 1980 (*Belgisch Staatsblad* van 19 februari 1980) legt de principes vast volgens welke de overheveling van de betrekkingen zullen worden geregeld, ervan uitgaande dat een onverkort recht tot terugkeer in de nationale administratie van het van ambtswege overgehevelde personeel, naast het behoud van de verworven rechten onontbeerlijk zijn.

b) Personeelsoverdrachten

De volledige procedure die deze ontworpen reglementen moeten doorlopen is nog niet afgesloten zodat een gedetailleerde uiteenzetting erover niet aangegeven is.

In ieder geval regelen de teksten de overheveling van betrekkingen en mag worden verwacht dat het keuzerecht van de belanghebbenden maximaal wordt gevrijwaard. Zo lang echter niet precies is geweten welke personeelsleden tot welke diensten gaan behoren, blijft het zeer moeilijk om de personeelskosten op een reële basis te verdelen. Die verdeling is immers in de eerste plaats afhankelijk van de wijzigingen in de personeelsformaties en in de tweede plaats van de kennis van de juiste bezetting ervan. In dat verband is een verwijzing naar het koninklijk besluit van 17 april 1979 tot oprichting van vier ministeries van de gemeenschappen en van de gewesten nuttig, aangezien artikel 4 bepaalt dat in principe elke oprichting van betrekkingen in de nieuwe ministeries moet worden gecompenseerd door een gelijktijdige afschaffing van eenzelfde aantal betrekkingen van een overeenkomstige graad in een traditioneel ministerie, zolang de wedden niet op de begrotingen van de gemeenschappen en de gewesten worden uitgetrokken.

2. Versobering in 1980

a) Gezinsbijslag

Onder artikel 42.01 — Jaarlijkse toelage op grond van artikel 6 van de wet van 29 maart 1976 betreffende de gezinsbijslag voor zelfstandigen, wordt een krediet van 4 196,2 miljoen F uitgetrokken.

Het voorstel dat door de administratie werd ingediend bij de begrotingsvoorbereiding 1980 was normaal berekend op :

— basistoelage aan index 142,75	3 258,4	miljoen
(in het huidige stelsel 148,59 = 1,02 ²⁰)		
— bijdrage voor indexverhoging	956,753	miljoen
(index 192,22)		

Afgerond totaal 4 215,2 miljoen

Dat voorstel werd in eerste aanleg door de Minister van Begroting aanvaard, maar de Regeringsraad heeft op 30 juli 1979 beslist het begrotingsdeficit te beperken door een bijkomende vermindering van 0,45 % in alle begrotingen. Vermits de rijksbijdrage voor de kinderbijslagen van de zelfstandigen 81,9 % vertegenwoordigt van de ministeriële begroting, is het niet mogelijk om de vermindering met 0,45 % te ontwijken zonder de door de Regering besliste begrotingsenveloppe te overschrijden. Daarom wordt een krediet van 4 196,2 miljoen voorgesteld.

En chiffres absolus, la diminution est égale à 19 millions, soit 1,6 pour mille des recettes du régime des allocations familiales pour travailleurs indépendants, recettes qui peuvent être évaluées à 12 037,4 millions.

b) *Personnel du Cabinet*

Les questions posées concernant la composition du Cabinet ont permis de constater une tendance à la diminution de l'effectif au cours de ces dernières années, ce qui est logique. Il ne faut pas pour autant nourrir des espoirs exagérés en ce domaine. En effet, la redistribution des compétences qui a eu lieu l'année dernière dans le secteur des Classes moyennes ne se rapporte en fait qu'aux affaires culturelles. Pour le secteur régional, elle reste pratiquement limitée à la confirmation des décisions prises depuis 1975, ce qui peut être vérifié sur base des transferts de crédits du budget des Classes moyennes pour 1980.

Les différences qui peuvent apparaître entre les montants des crédits prévus pour la rémunération du personnel du Cabinet doivent être essentiellement attribuées à la grande diversité de la situation administrative et de la structure d'âge du personnel.

Il convient par ailleurs de tenir compte du fait que le paiement des traitements du personnel du Cabinet n'est pas nécessairement inscrit aux budgets du Cabinet pour tous les agents en service. Pour le personnel de l'Etat, par exemple, les paiements continuent à être effectués par les services d'origine. Il en va de même, dans une certaine mesure, pour le personnel issu d'autres services publics. Ce régime est évidemment la conséquence de la situation juridique précaire qui caractérise les fonctions dans un Cabinet ministériel. En outre, une grande souplesse est nécessaire pour pouvoir faire face à une modification limitée ou intégrale de la composition du Cabinet, compte tenu de la règle de la continuité du service public. Il existe un contrepoids à cette souplesse dans l'attribution d'emplois qui ne sont pas stables par définition : des règles d'engagement strictes et un contrôle préalable par les services de la Chancellerie du Premier Ministre; d'autre part, la règle légale de la spécialité budgétaire est applicable comme à tous les autres crédits.

c) Il est fait observer que les compétences du Ministre des Classes moyennes sont de plus en plus réduites. Il dispose de moins en moins des moyens nécessaires pour mener une politique en faveur des travailleurs indépendants.

3. *Postes spécifiques*

a) *Première installation du Cabinet*

Les crédits pour la première installation du Cabinet sont à nouveau inscrits au budget 1980, parce qu'au cours de l'année précédente ces crédits n'ont pas pu être utilisés en temps utile.

Il est préférable de demander à temps l'autorisation du Parlement, plutôt que de devoir recourir le cas échéant à une procédure d'urgence devant le Conseil des ministres, le Parlement devant se contenter de régulariser a posteriori la demande de crédit.

Pour l'achat d'ouvrages, de publications et de journaux, il est inscrit au budget, comme au budget 1979, un crédit de 305 000 F, dont 155 000 F sont destinés à couvrir des abonnements à des publications officielles et le solde, des abonnements à des revues, des journaux, etc...

De vermindering bedraagt in absolute cijfers 19 miljoen, dit is 1,6 per duizend t.o.v., de ontvangsten van het stelsel der kinderbijslagen voor zelfstandigen die op 12 037,4 miljoen kunnen worden geraamd.

b) *Kabinetspersoneel*

Naar aanleiding van de vragen die worden gesteld betreffende de samenstelling van het kabinet, werd vastgesteld dat de getalsterkte feitelijk in de laatste jaren een dalende trend vertoont, wat in de lijn der logica ligt. Op dat gebied mogen evenwel geen overdreven verwachtingen worden gekoesterd. In het afgelopen jaar had de bevoegdheidsherverdeling voor de sector middenstand in feite alleen betrekking op de culturele aangelegenheden terwijl zij voor het gewestelijk ressort praktisch beperkt bleef tot de bevestiging van de sinds 1975 verworven beslissingen, wat kan nagegaan worden aan de hand van de krediettransfersen uit de begroting middenstand voor 1980.

De verschillen die kunnen voorkomen tussen de kredietbedragen voor de bezoldiging van het kabinetspersoneel zijn in hoofdzaak te wijten aan de grote verscheidenheid die voorkomt in de administratieve toestand en in leeftijdsstructuur van dat personeel.

Voorts dient er rekening mee gehouden te worden dat de uitbetaling van de bezoldiging van het kabinetspersoneel niet noodzakelijk voor alle in dienst zijnde personen wordt aangerekend op de kabinetsbegrotingen. Voor het rijkspersoneel bijvoorbeeld worden de betalingen voortgezet door de diensten van herkomst. Hetzelfde geldt in zekere mate voor personeel dat afkomstig is uit andere openbare diensten. Deze regeling is uiteraard het gevolg van de precare rechtstoestand die de functies in een ministerieel kabinet kenmerkt. Bovendien is een grote soepelheid noodzakelijk, om beperkte of integrale kabinetswijzigingen, in toepassing van de regel van de continuïteit van de openbare dienst, te kunnen opvangen. Als tegengewicht voor deze noodzakelijke soepelheid voor deze per definitie niet stabiele betrekkingen bestaan strikte aanwervingsregels en een voorafgaande controle door de Kanselarijdiens van de Eerste Minister, terwijl de wettelijke regel van de begrotingsspecialiteit van kracht is zoals voor alle andere kredieten.

c) Er wordt opgemerkt dat de bevoegdheden van de Minister van Middenstand steeds verder worden uitgehold. Hij beschikt steeds minder over de nodige middelen om een politiek ten voordele van de zelfstandigen te voeren.

3. *Specifieke posten*

a) *Eerste inrichting van het Kabinet*

De kredieten voor eerste inrichting van het Kabinet werden in de begroting 1980 nogmaals opgenomen omdat dit krediet tijdens het voorgaande jaar niet tijdig kon worden aangewend.

Het kwam verkieslijk voor om tijdig de toelating van het Parlement te vragen in plaats van desgevallend zijn toevlucht te moeten nemen tot een spoedprocedure voor de Ministerraad waarbij de rol van het Parlement wordt herleid tot een regularisering a posteriori van de kredietaanvraag.

Voor het aanschaffen van werken, publicaties en dagbladen werd zoals in de begroting 1979 een krediet van 305 000 F uitgetrokken, waarvan 155 000 F bestemd zijn voor abonnementen op officiële publicaties en de rest voor abonnementen op tijdschriften, kranten, enz...

La Commission a insisté spécialement sur la nécessité de dresser un inventaire de tous les livres et ouvrages de référence afin d'en éviter la disparition.

b) Protection contre l'incendie

En ce qui concerne le crédit de 300 000 F inscrit à l'article 1207, il est précisé qu'il est prévu pour la formation de 9 équipiers d'intervention en cas d'incendie et d'alerte.

La formation d'un équipier a été évaluée à 26 000 F sur base des éléments fournis par l'Association nationale de protection contre l'incendie (A. N. P. I.-A. S. B. L.). Elle comporte un stage complet, surtout pour la protection contre l'incendie dans des grands immeubles tels que le World Trade Center.

Comme le département occupe neuf étages, neuf agents seront désignés pour suivre cette formation.

Le coût total sera donc de :

$$9 \times 26\,000 \text{ F} = 234\,000 \text{ F} \\ + 16 \% \text{ T. V. A.} = 271\,440 \text{ F (arrondi à 300\,000 F)}$$

c) Chambres des Métiers et Négoces

Les subsides aux Chambres des Métiers et Négoces (art. 41.02, partim) s'élèveront en 1980 à 39 920 000 F, contre 45 550 000 F au budget ajusté 1979.

La différence s'explique par la présence, dans les crédits de 1979, d'un montant de 7,15 millions pour des initiatives qui n'ont pas été réalisées. Les propositions initiales du département pour 1980, établies sur la proposition des Chambres, prévoyaient des subsides s'élevant à 40,12 millions. Abstraction faite de la diminution générale de 0,45 % décidée par le Conseil de gouvernement du 30 juillet 1979, ces propositions ont donc été adoptées.

d) Cadre du département

Dans l'introduction du Ministre, il est précisé que le cadre du département prévoit 519 emplois.

La ventilation du nombre des agents définitifs, des agents temporaires et des stagiaires ou chômeurs mis au travail donne le total de 529. Cette différence provient de ce que le nombre des stagiaires et chômeurs mis au travail entraîne un dépassement du cadre.

B. Politique du département

1. Politique sociale

a) Statut social

La question est de savoir la place qu'occupera le statut social des indépendants dans la réorganisation de l'ensemble de la sécurité sociale.

L'isolement des travailleurs indépendants, né de la loi de 1956, a pour conséquence que leur situation s'est dégradée au fil des années (ex. : en matière de pensions). Une harmonisation de leur sécurité sociale avec la réalité est devenue indispensable aussi bien sur le plan des pensions que de l'assurance maladie ou que des allocations familiales.

Les indépendants sont les seuls à ne pas être couverts totalement dans un régime d'assurance obligatoire. Qu'est-ce qui empêche la généralisation de l'assurance soins de santé couvrant tous les risques ?

Le Ministre précise que le déficit cumulé des assurances sociales des travailleurs indépendants s'élèvera à environ 29 milliards de francs fin 1980. Un accroissement rapide du dé-

Van uit de Commissie wordt er sterk op aangedrongen dat een inventaris van al de boeken en naslagwerken wordt opgesteld, teneinde de verdwijning ervan te voorkomen.

b) Brandbeveiliging

In verband met het onder artikel 1207 uitgetrokken krediet van 300 000 F wordt erop gewezen dat dit krediet voorzien is voor de opleiding van 9 ploegleden die moeten tussenkomen in geval van brand en alarm.

De opleiding van een ploeglid werd geraamd op 26 000 F op basis van de gegevens verstrekt door de Nationale Vereniging voor Beveiliging tegen Brand (N. V. B. B.-V. Z. W.). Het betreft een volledige stage, vooral op het stuk van de brandbeveiliging in grote gebouwen zoals het World Trade Center.

Vermits het departement negen verdiepingen betreft, zullen negen personeelsleden worden aangewezen om die opleiding te volgen.

De kostprijs bedraagt derhalve :

$$9 \times 26\,000 \text{ F} = 234\,000 \text{ F} \\ + 16 \% \text{ B. T. W.} = 271\,440 \text{ F (afgerond 300\,000 F)}$$

c) Kamers van Ambachten en Neringen

De subsidies aan de Kamers van Ambachten en Neringen (art. 41.02, partim) zullen in 1980 39 920 000 F bedragen tegenover 45 550 000 F op de aangepaste begroting 1979.

Het verschil dient te worden uitgelegd door de aanwezigheid in de kredieten 1979 van een bedrag van 7,15 miljoen voor initiatieven die niet werden uitgevoerd. In de oorspronkelijke voorstellen 1980 van het departement, die werden uitgewerkt op voordracht van de Kamers, bedroegen de subsidies 40,12 miljoen. Afgezien van de algemene vermindering met 0,45 %, die werd toegepast op initiatief van de Regeringsraad van 30 juli 1979, werden die voorstellen dus aanvaard.

d) Kader van het departement

In de inleidende uiteenzetting van de Minister wordt vermeld dat de personeelsformatie van het departement 519 betrekkingen omvat.

De verdeling van het aantal over vast benoemde personeelsleden, tijdelijken, stagiairs en tewerkgestelde werklözen geeft 529. Dit verschil komt voort uit het feit dat het aantal stagiairs en tewerkgestelde werklözen resulteert in een overschrijding van de personeelsformatie.

B. Beleidsvoering

1. Sociaal beleid

a) Sociaal statuut

De vraag is welke plaats de sociale zekerheid voor zelfstandigen zal innemen bij een reorganisatie van de hele sociale zekerheid.

Wegens hun isolement sinds de wet van 1956 is hun toestand in de loop der jaren verslechterd (b.v. inzake pensioenen). Hun sociale zekerheid moet beter aansluiten bij de realiteit; dat geldt zowel voor pensioenen als voor ziekteverzekering en gezinsbijslagen.

De zelfstandigen zijn de enigen die niet volkomen beschermd zijn door een regeling van verplichte verzekering. Is er bezwaar tegen dat de verzekering inzake geneeskundige verzorging verplicht uitgebreid wordt tot alle risico's ?

De Minister verklaart dat het gecumuleerde deficit van de sociale verzekeringen der zelfstandigen eind 1980 29 miljard frank zal bedragen. De jongste jaren werd een snelle aan-

ficit a été observé ces dernières années. Ce déficit a toujours été comblé par des emprunts, mais on constate à présent un resserrement particulièrement marqué du marché des capitaux. C'est un très grave problème. Le déficit des assurances sociales est imputable au secteur des pensions (28 milliards de francs) et au secteur de l'assurance maladie (800 millions de francs). Le secteur des allocations familiales enregistre un boni de 1 milliard, qui permettra de verser cette année encore un 14^e mois complémentaire d'allocations familiales, soit l'allocation dite « de scolarité ». L'assimilation du premier enfant coûterait 3 milliards de francs et ne peut donc être retenue. Quant aux pensions, elles ne peuvent pas non plus être majorées et pour la même raison, la proposition de réduire à un mois la période de carence en cas de maladie ne peut pas non plus être retenue.

L'assainissement du régime des travailleurs indépendants requiert 6 milliards de rentrées supplémentaires par an, ce qui représente une hausse des cotisations de 20 %. Le Ministre estime que, compte tenu des circonstances budgétaires et économiques actuelles, on ne peut envisager d'accorder des avantages supplémentaires.

Le groupe de travail Allard, qui a été reconstitué, ne veut pas émettre d'avis tant que le Gouvernement ne s'est pas prononcé sur la couverture du déficit cumulé. A cet égard, le Gouvernement désire maintenir le parallélisme avec le régime des travailleurs salariés.

* * *

La proposition visant à joindre la discussion sur le statut social à la discussion des articles de la loi-programme relatifs au statut social des travailleurs indépendants est adoptée.

b) La part des travailleurs indépendants dans le P. N. B.

Les informations ci-dessous ont été fournies au sujet de la part des travailleurs indépendants dans le P. N. B. :

Répartition du produit national à prix courants selon les facteurs de production : commerçants et artisans indépendants, sociétés de personnes et professions libérales (chiffres absolus en millions de F — indice de base 1974 = 100).

groei van het tekort waargenomen. Dit tekort werd steeds opgevangen door leningen, maar de kapitaalmarkt is op dit ogenblik bijzonder krap geworden. Het is een zeer ernstig probleem. Het tekort van de sociale verzekeringen wordt enerzijds veroorzaakt door de sector pensioenen (28 miljard frank) en anderzijds door de ziekteverzekering (800 miljoen frank). In de sector kinderbijslagen wordt een boni van 1 miljard geboekt, hetgeen zal toelaten ook dit jaar een bijkomende 14^{de} maand kinderbijslag, de zgn. schooltoelage uit te betalen. De gelijkstelling met het eerste kind, zou 3 miljard frank kosten en kan dus niet worden weerhouden. De pensioenen kunnen evenmin worden verhoogd, en om dezelfde reden kan het voorstel om de wachttijd ingeval van ziekte te verminderen tot één maand, evenmin worden weerhouden.

Ten einde het stelsel van de zelfstandigen gezond te maken, zijn er jaarlijks 6 miljard frank meer inkomsten nodig; dit betekent een verhoging van de bijdragen met 20 %. Bijkomende voordelen acht de Minister in de huidige budgettaire en economische omstandigheden niet te verwachten.

De terug opgerichte werkgroep Allard wil geen advies verstrekken zolang de Regering geen uitspraak gedaan heeft over de dekking van het gecumuleerde deficit. De Regering wenst in deze aangelegenheid gelijke tred te houden met het stelsel van de werknemers.

* * *

Het voorstel om de bespreking over het sociaal statuut te voegen bij de bespreking van de artikelen van de programmawet die betrekking hebben op het sociaal statuut van de zelfstandigen, wordt aanvaard.

b) Het aandeel der zelfstandigen in het B. N. P.

In verband met het aandeel van de zelfstandigen in het B. N. P., werden volgende gegevens verstrekt :

Verdeling van het nationaal produkt tegen marktprijzen volgens de produktiefactoren : zelfstandige handelaars en ambachtslieden, personenvennootschappen en vrije beroepen (absolute cijfers in miljoenen F — basisindex 1974 = 100).

	1974	1975	1976	1977	
1. Commerçants et artisans indépendants	171 900 100	186 600 109	204 300 119	225 500 131	1. Zelfstandige handelaars en ambachtslieden.
2. Revenus des sociétés de personnes ...	15 220 100	12 700 83	14 480 95	15 060 99	2. Inkomsten van de personenvennootschappen.
3. Professions libérales :					3. Vrije beroepen :
a) médecins et dentistes ...	25 090 100	30 490 121	35 350 141	39 580 158	a) geneesheren en tandartsen.
b) pharmaciens ...	8 450 100	9 420 111	9 460 112	10 490 124	b) apothekers.
c) avocats, avoués et notaires ...	6 520 100	7 030 108	9 270 142	10 600 162	c) advocaten, pleitbezorgers en notarissen.
d) autres professions libérales ...	13 000 100	14 800 114	16 800 129	18 000 138	d) andere vrije beroepen.
Sous-total a + b + c + d ...	53 060 100	61 740 116	70 880 134	78 670 148	Subtotaal a + b + c + d.
Total 1 + 2 + 3 ...	240 180 100	261 500 109	289 660 121	319 230 133	Totaal 1 + 2 + 3.
P. N. B. au prix du marché (ajusté) ...	2 116 518 100	2 336 098 110	2 660 718 126	2 876 996 136	B. N. P. tegen marktprijs (aangepast).

Du tableau précédent, on peut déduire que, de 1974 à 1977 :

1. la part des commerçants et artisans dans le P. N. B. est passée de 8 % à 7,8 %;
2. la part des professions libérales dans le P. N. B. est passée de 2,5 % à 2,7 %;
3. la part des sociétés de personnes dans le P. N. B. est passée de 0,7 % à 0,5 %.

Si nous considérons les chiffres indices de 1977, sur base 1974 = 100, nous pouvons remarquer que :

— chez les commerçants et les artisans, l'accroissement est moins rapide que celui du P. N. B. (131 par rapport au P. N. B. = 136);

— la part des professions libérales augmente bien plus rapidement que le P. N. B. (148 par rapport au P. N. B. = 136);

— les sociétés de personnes se maintiennent environ à leur niveau de 1974, de sorte qu'elles accusent un retard considérable sur l'évolution du P. N. B.;

— la part des commerçants, des artisans, des professions libérales et des sociétés de personnes augmente un peu moins rapidement que le P. N. B. (133 par rapport au P. N. B. = 136).

Si l'on considère les professions libérales séparément, on peut constater que c'est l'accroissement de la part des avocats et des notaires qui est le plus important (162) et qu'il est suivi immédiatement de celui des médecins et des dentistes (158); viennent ensuite les autres professions libérales avec un indice légèrement supérieur à celui du P. N. B., alors que la part des pharmaciens a augmenté beaucoup moins rapidement.

c) *Les subventions de l'Etat dans le domaine de la sécurité sociale.*

A. Prestations familiales

Pour le calcul de l'intervention de l'Etat « par tête », le nombre des (enfants) bénéficiaires est pris en considération.

Uit voorgaande tabel kan men afleiden dat van 1974 tot 1977 :

1. het aandeel van de handelaars en ambachtslieden in het B. N. P. gedaald is van 8 % tot 7,8 %;
2. het aandeel van de vrije beroepen in het B. N. P. gestegen is van 2,5 % tot 2,7 %;
3. het aandeel van de personenvennootschappen in het B. N. P. gedaald is van 0,7 % tot 0,5 %.

Indien wij de indexcijfers van 1977 op basis : 1974 = 100 nemen, stellen wij vast dat :

— bij de handelaars en de ambachtslieden, de groei minder snel is dan die van het B. N. P. (131 in verhouding tot B. N. P. = 136);

— het aandeel van de vrije beroepen veel sneller verhoogt dan het B. N. P. (148 in verhouding tot het B. N. P. = 136);

— de personenvennootschappen zich ongeveer op hun niveau van 1974 handhaven zodat zij een aanzienlijke achterstand op de evolutie van het B. N. P. vertonen;

— het aandeel van de handelaars, de ambachtslieden, de vrije beroepen en de personenvennootschappen een beetje langzamer verhoogt dan het B. N. P. (133 in verhouding tot het B. N. P. = 136).

Indien men de vrije beroepen afzonderlijk beschouwt, stelt men vast dat het aandeel van de advocaten en de notarissen het sterkst is gestegen (162), dat dan onmiddellijk het aandeel van de geneesheren en de tandartsen volgt (158); dat vervolgens de andere vrije beroepen volgen met een indexcijfer dat een beetje hoger ligt dan dat van het B. N. P. en dat slotte het aandeel van de apothekers minder snel aangroeit dan het B. N. P.

c) *De Staatstoelagen op het stuk van de sociale zekerheid.*

A. Gezinsbijslag

Voor de berekening van de Staatstussenkomst « per hoofd » wordt hieronder het aantal rechtgeevenden (kinderen) in aanmerking genomen.

Année — Jaar	Intervention de l'Etat (en milliards de F) — Staatstussenkomst (in miljarden F)		Nombre de bénéficiaires (milliers) — Aantal rechtgeevenden (duizendtallen)		Subside de l'Etat par tête — Staatssubsidie per hoofd (in F)	
	Indépendants — Zelfstandigen	Salariés — Werknemers	Indépendants — Zelfstandigen	Salariés — Werknemers	Indépendants — Zelfstandigen	Salariés — Werknemers
1976	3,553	0,052	417,8	1 869,3	8 504	27
1977	3,737	0,062	412,5	1 869,4	9 059	33
1978	3,920	0,057	399,5	1 858,5	9 812	30

B. Pensions

Le dénominateur commun est ici le nombre de bénéficiaires d'une pension.

B. Pensioenen

De gemeenschappelijke noemer is hier het aantal pensioengerechtigden.

Année Jaar	Intervention de l'Etat (en milliards de F) Staatstussenkomst (in miljarden F)		Pensionnés (milliers) Gepensioneerden (duizendtallen)		Subside de l'Etat par tête Staatssubsidie per hoofd (in F)	
	Indépendants Zelfstandigen	Salariés Werknemers	Indépendants Zelfstandigen	Salariés Werknemers	Indépendants Zelfstandigen	Salariés Werknemers
1976	13,231	22,237	398,2	1 130,0	33 227	19 678
1977	14,161	24,806	401,2	1 151,4	35 296	21 544
1978	14,841	28,291	415,9	1 180,0	35 684	23 975

Sources :

Les frais de la Sécurité sociale 1968-1978, éd. Ministère de la Prévoyance sociale (1978 = estimations)
Rapports annuels I. N. A. S. T. I. (résultats).

Bron :

De kosten van de Sociale Zekerheid 1968-1978, uitg. Ministerie voor Sociale Voorzorg (1978 = ramingen).
Jaarverslagen R. S. V. Z. (resultaten).

C. A. M. I. — Soins médicaux

C. Z. I. V. — Geneeskundige verzorging

Année Jaar	Intervention de l'Etat (en milliards de F) Staatstussenkomst (in miljarden F)		Nombre de bénéficiaires (milliers) Aantal rechtgevendenden (duizendtallen) (*)		Par tête (en F) Per hoofd (in F)	
	Indépendants Zelfstandigen	Salariés Werknemers	Indépendants Zelfstandigen	Salariés Werknemers	Indépendants Zelfstandigen	Salariés Werknemers
1976	2,60	34,37	1 531,5	8 412,9	1 697,68	4 085,3
1977	2,83	40,70	1 509,1	8 474,4	1 875,29	4 802,7
1978	2,84	45,51	1 504,8	8 608,0	1 887,29	5 286,9

D. A. M. I. — Prestations

D. Z. I. V. — Uitkeringen

Année Jaar	Intervention de l'Etat (en milliards de F) Staatstussenkomst (in miljarden F)		Nombre de bénéficiaires (milliers) Aantal rechtgevendenden (duizendtallen)		Intervention (par tête en F) Tussenkomst (per hoofd in F)	
	Indépendants Zelfstandigen	Salariés Werknemers	Indépendants Zelfstandigen	Salariés Werknemers	Indépendants Zelfstandigen	Salariés Werknemers
1976	1,02	19,98	525,0	2 763,1	1 942,86	7 231,00
1977	1,26	22,59	534,5	2 812,3	2 357,34	8 032,60
1978	1,50	22,85	537,5	2 829,9	2 790,70	8 074,49

Note (*): Bénéficiaires — A. M. I.-soins comporte en 1978 (estimations × 000).

	Régime général	Travailleurs indépendants
— titulaires indemnifiables primaires	3 267,10	493,57
— V. I. P. O.	1 392,42	179,82
— personnes à charge	3 948,48	831,41
Total	8 608,00	1 504,80

Noor (*): Gerechtigden — Z. I. V. zorgen omvat, in 1978 (ramingen × 000).

	Algemene regeling	Zelfstandigen
— primaire uitkeringsgerechtigden ...	3 267,10	493,57
— W. I. G. W.	1 392,42	179,82
— personen ten laste	3 948,48	831,41
Totaal	8 608,00	1 504,80

Assurance maladie (soins de santé)

A. Introduction d'un régime — A. M. I./soins pour tous les travailleurs indépendants, qui couvre les mêmes risques que le régime général (c'est-à-dire travailleurs salariés).

	en milliards (*)
1. Dépenses supplémentaires pour le régime.	
— prestations	+ 9,950
— frais d'administration	+ 0,188
2. Dépenses supplémentaires pour l'Etat.	
— subventions de l'Etat	+ 2,875
TOTAL :	13,013

B. Idem, mais l'extension « tous risques » est limitée aux V. I. P. O.

	(en milliards)
1. Dépenses supplémentaires pour le régime.	
— prestations	+ 3,994
— frais d'administration	+ 0,075
2. Dépenses supplémentaires pour l'Etat.	
— subventions de l'Etat	+ 1,154
TOTAL :	5,223

(*) L'I.N.A.M.I. est partie de l'hypothèse que, si les travailleurs indépendants bénéficiaient de la même couverture de risques que dans le régime général, un travailleur indépendant coûterait autant qu'un travailleur salarié.

SOURCE : I. N. A. M. I. 1977.

Prestations familiales

Assimilation des allocations familiales pour travailleurs indépendants à celles des travailleurs salariés.

Estimation des dépenses supplémentaires (au coefficient 1,8845).

	Dépenses annuelles (1979) (en milliards)
A. Enfant de premier rang (*).	
— à 435 F/mois (**)	
et pas de supplément d'âge :	1,273
— à 1 493 F/mois (**) plus supplément d'âge comme dans le régime des travailleurs salariés :	4,509
Dépenses supplémentaires :	+ 3,236

B. Allocation 13^e mois :

(supplément de congé, légalisé dans le régime des travailleurs salariés, mais jamais accordé aux travailleurs indépendants) : + 1,105

C. Maintien du 14^e mois :

(appelé « indemnité scolaire », c'est-à-dire une allocation spéciale déjà accordée en 1978 et 1979 dans le régime des travailleurs indépendants) : + 1,128

TOTAL : 5,469

NOTE (*): concerne 184 363 enfants / allocations ordinaires et 2 969 enfants idem / handicapés; (environ 67 000 enfants uniques, plus les derniers-nés d'un groupe).

NOTE (**): barème au 1 août 1979 à 1,8845. Supplément d'âge : + 279 F (à partir de 6 ans) + 492 F (à partir de 10 ans) et + 796 F (à partir de 14 ans).

SOURCE : Actuarit. admin. Aff. sociales.

Ziekteverzekering (geneeskundige verzorging)

A. Invoering van een regeling — Z. I. V./zorgen voor alle zelfstandigen, welke dezelfde risico's dekt zoals in de Algemene regeling (ttz. werknemers).

	in miljarden (*)
1. Meeruitgave voor het Stelsel.	
— prestaties	+ 9,950
— administratiekosten	+ 0,188
2. Meeruitgave voor het Rijk.	
— Staatstoelagen	+ 2,875
TOTAAL :	13,013

B. Idem, doch uitbreiding « alle risico's » beperkt tot de W. I. G. W.

	(in miljarden)
1. Meeruitgave voor het Stelsel.	
— prestaties	+ 3,994
— administratiekosten	+ 0,075
2. Meeruitgave voor het Rijk.	
— Staatstoelagen	+ 1,154
TOTAAL :	5,223

(*) Het R.I.Z.I.V. ging uit van de hypothese dat, indien de zelfstandigen dezelfde risicodekking genieten als in de Algemene Regeling, een zelfstandige even vele zou kosten als een werknemer.

BRON : R. I. Z. I. V. 1977.

Gezinsbijslag

Gelijkschakeling van de kinderbijslag voor zelfstandigen met die der werknemers.

Raming van de meeruitgave (aan coëfficiënt 1,8845).

	Jaaruitgave (1979) (in miljarden)
A. Kind van « eerste rang » (*).	
— aan 435 F/maand (**)	
en géén leeftijdsbijslag :	1,273
— aan 1 493 F/maand (**) plus leeftijdsbijslag zoals in de regeling — werknemers :	4,509
Meeruitgave :	+ 3,236

B. Toekenning 13^e maand :

(vakantietoelage gelegaliseerd in de werknemersregeling doch nooit toegekend aan zelfstandigen) + 1,105

C. Bestendinging 14^e maand :

(zgn. Schooltoelage, d.i. speciale toelage reeds toegekend in 1978 en 1979 in de regeling der zelfstandigen) + 1,128

TOTAAL : 5,469

NOOT (*): betreft 184 363 kinderen / gewone bijslag en 2 969 kinderen idem / minder-validen; (ca 67 000 enige kinderen, plus laatstgeborenen van een groep).

NOOT (**): barema op 1 augustus 1979 aan 1,8845. Leefijdssupplement : + 279 F (vanaf 6 j.) + 492 F (vanaf 10 j.) en + 796 F (vanaf 14 jaar).

BRON : Actuariaal Adm. Soc. Zaken.

Recettes sécurité sociale 1978

Intervention relative de l'Etat

Inkomsten sociale zekerheid 1978

Relatieve Staatstussenkomst

	Travailleurs salariés — Werknemers				Travailleurs indépendants — Zelfstandigen			
	Total de recettes (millions) — Totaal ontvangsten (miljoenen)	Intervention de l'Etat en millions (et %) — Staats-tussenkomst in miljoenen (en %)	Bénéficiaires × 000 (A) — Gerechtigden × 000 (A)	Subvention par tête — Subsidie per capita	Total de recettes (millions) — Totaal ontvangsten (miljoenen)	Intervention de l'Etat en millions (et %) — Staats-tussenkomst in miljoenen (en %)	Bénéficiaires × 000 (*) — Gerechtigden × 000 (*)	Subvention par tête — Subsidie per capita
1. Prestations familiales — Gezinsbijslag	75 240	57 (0,1 %)	1 858	30	11 085	3 920 (35 %)	399	9 812
2. Pensions — Pensioen	164 056	28 291 (17 %)	1 180	23 975	29 307	14 841 (51 %)	415	35 684
3. A. M. I. - soins — Z. I. V. - zorgen	118 512	45 514 (38 %)	8 608	5 287	8 511	2 841 (33 %)	1 504	1 887
4. A. M. I. - indemnités — Z. I. V. - uitkeringen	47 827	22 851 (47 %)	2 829	8 074	2 567	1 509 (58 %)	537	2 790
Total — Totaal	405 635	96 713	p. m.		51 470	23 223	p. m.	
5. Chômage — Werkloosheid	84 361	62 974 (74 %)	386	163 145	—	—	—	
6. Maladies professionnelles — Beroepsziekten	13 366	7 581 (55 %)	72	105 291				
7. Accidents du travail — Ar- beidsongevallen	4 238	0	132	0				
8. Mineurs — Mijnwerkers ...	5 022	4 755 (94 %)	27	176 111				
Total — Totaal	106 987	75 310	—					

(1) Bénéficiaires :

1. Enfants bénéficiaires.
2. Pensionnés.
3. Assurés A. M. I. T. I. P. + V. I. P. O. + personnes à charge.
4. Bénéficiaires d'indemnités T. I. P. + A. M. I./invalides.
5. Dont 264 679 chômeurs complets.
6. Dont 61 200 bénéficiaires indemnisés et 11 600 titulaires de rentes.
7. Incl. rentes, suppléments spéciaux, complémentaires et d'adaptation.

Un membre fait observer que certaines différences peuvent être constatées entre les chiffres fournis dans la réponse et ceux qui figurent au rapport du Conseil national du 1. a-
vail du 17 octobre 1979 concernant l'évolution de la sécurité sociale depuis le 23 mai 1972.

Les chiffres fournis par le Ministre sont empruntés à la brochure « Les coûts de la Sécurité sociale 1968-1978 » éditée par le Ministère de la Prévoyance sociale, sauf pour les allocations familiales et les pensions du régime des travailleurs indépendants, pour lesquels les données ont été puisées dans le rapport annuel de l'I. N. A. S. T. I.

Ainsi qu'il ressort du rapport du Conseil national du Travail (p. 33), les chiffres essentiels sont empruntés à la brochure précitée, qui est éditée par le département de la Prévoyance sociale.

2. Réglementation

a) Accès à la profession

Nombreux sont ceux qui croient qu'en période de crise, la formation professionnelle peut résoudre les problèmes.

(*) Gerechtigden :

1. Rechtgevende kinderen.
2. Gepensioneerden.
3. Z. I. V.-verzekerde P. V. G. + W. I. G. W. + Personen ten laste.
4. Uitkeringsgerechtigde P. V. G. + Z. I. V./invaliden.
5. Waaronder 264 679 volledig werklozen.
6. Waaronder 61 200 vergoede gerechtigden en 11 600 rentetrekenden.
7. Incl. renten, bijzondere, aanvullende en aanpassingsbijslagen.

Zoals een lid doet opmerken kunnen er inderdaad bepaalde verschillen worden vastgesteld tussen de cijfers die in het antwoord worden verstrekt en deze welke zijn opgenomen in het Rapport van de Nationale Arbeidsraad van 17 oktober 1979 betreffende de ontwikkeling van de sociale zekerheid sedert 23 mei 1972.

De door de Minister verstrekte cijfergegevens werden gehaald uit de brochure « De kosten van de Sociale Zekerheid 1968-1978 », uitgegeven door het Ministerie van Sociale Voorzorg, behoudens deze met betrekking tot de kinderbijlagen en de pensioenen in de regeling der zelfstandigen welke werden geput uit de Jaarverslagen van het R. S. V. Z.

Zoals blijkt uit de tekst op blz. 33 van het Rapport van de Nationale Arbeidsraad komen de cijfers essentieel uit de reeds hoger vermelde brochure, uitgegeven door het departement van Sociale Voorzorg.

2. Reglementering

a) Vestigingswet

Velen menen dat in een crisisperiode alle problemen kunnen worden opgelost via de beroepsopleiding. In het huidige

Dans le système actuel de formation, il existe des oppositions, voire des heurts entre la formation professionnelle et l'enseignement technique. Il faudrait, au contraire, instaurer des passerelles entre les deux systèmes. Les jeunes sortant des écoles techniques devraient pouvoir accéder à des cours de formation patronale. La réglementation pour accéder à une profession est trop stricte. La carte d'identité professionnelle ne reflète-t-elle pas une profession formée ? N'arrive-t-on pas ainsi à une sorte de *numerus clausus* (ex. experts-comptables, représentants) alors qu'on est en période de crise ?

La loi du 15 décembre 1970 sur l'accès à la profession dans les petites et moyennes entreprises du commerce et de l'artisanat vise un double but.

En premier lieu, il s'agit d'un moyen de promotion des P. M. E. en exigeant des chefs d'entreprise qu'eux-mêmes ou leur préposé aient les connaissances professionnelles requises pour exercer la profession réglementée et qu'ils possèdent également des connaissances de gestion suffisantes pour diriger leur entreprise. Il ne s'agit nullement d'établir un *numerus clausus*. Compte tenu de la situation de crise et du fait que certaines exigences étaient trop sévères et risquaient justement de freiner l'accès à certaines professions, la loi de réorientation économique a permis d'assouplir certaines conditions d'accès. Les mesures prises ou en voie de l'être sont indiquées dans l'exposé du Ministre.

En second lieu, cette loi vise à protéger les consommateurs.

b) Professions intellectuelles prestataires de services

1° La réglementation de la profession de comptable doit être basée sur la loi du 1^{er} mars 1976 réglementant la protection du titre professionnel et l'exercice des professions intellectuelles prestataires de services. Un projet de révision de cette loi sera incessamment soumis au Parlement. Une fois cette loi révisée, la réglementation de la profession de comptables pourra être envisagée.

2° En application de la loi du 30 juillet 1963 fixant le statut des représentants de commerce, les agents commerciaux sont présumés être soumis au régime du contrat d'emploi.

En ce qui concerne les agents commerciaux, il n'y a pas de demande de réglementation de l'accès à la profession. Il existe dans le cadre du Benelux une convention qui a pour but d'uniformiser leur statut par le biais de l'harmonisation des contrats.

La signature de cette convention et son introduction dans le droit belge dépendent actuellement du Ministre de la Justice.

Ce même problème est en cours d'examen à la Commission C. E. E.

c) Registre central du commerce

Afin de pouvoir utiliser les données du registre du commerce en faisant appel au centre de traitement de l'information du Ministère des Affaires économiques, tous les renseignements repris sur les cartes perforées du registre du commerce doivent être mis sur bande magnétique.

Ce travail exigera plus de 3 millions de fiches et en raison de son ampleur, il durera normalement un an.

Le Ministre précédent a confié à l'époque ce travail exceptionnel à l'O. R. I., qui s'est adjoint un cadre spécial tem-

pleidingssysteem bestaan er tegenstellingen, ja zelfs conflicten tussen beroepsopleiding en technisch onderwijs. Men zou echter middelen moeten vinden om van het ene stelsel naar het andere over te gaan. Jongeren die een technische school verlaten, zouden de cursussen van de patroonsopleiding moeten kunnen volgen. De reglementering inzake vestiging in bepaalde beroepen is al te streng. Wijst de beroepskaart er niet op dat de toegang tot het betrokken beroep afgesloten is ? Komt men aldus in zekere zin niet tot een *numerus clausus* (b.v. voor de accountants, de vertegenwoordigers), terwijl het land met een economische crisis worstelt ?

De wet van 15 december 1970 op de toegang tot het beroep in de kleine en middelgrote handels- en ambachts-ondernemingen streeft een tweevoudig doel na.

In de eerste plaats gaat het om een middel om de K. M. O. te bevorderen door van de ondernemingshoofden te eisen dat zijzelf, of de door hen aangestelde persoon, de nodige beroepskennis hebben om het gereguleerde beroep uit te oefenen en dat zij eveneens een voldoende beheerskennis bezitten om hun onderneming te leiden. Het gaat er geenszins om een *numerus clausus* in te stellen. Rekening houdende met de crisistoestand en met het feit dat bepaalde vereisten te streng waren en precies het gevaar inhielden de toegang tot bepaalde beroepen af te remmen, heeft de wet tot economische heroriëntering het mogelijk gemaakt bepaalde toegangsvoorwaarden te versoepelen. De maatregelen die ter zake werden genomen of die men thans aan het nemen is, worden vermeld in de uiteenzetting van de Minister.

Deze wet beoogt in de tweede plaats de verbruikers te beschermen.

b) Dienstverlenende intellectuele beroepen

1° Wat de reglementering van het beroep van boekhouder betreft, deze moet steunen op de wet van 1 maart 1976 tot reglementering van het voeren van de beroepstitel en de uitoefening van de dienstverlenende intellectuele beroepen. Een ontwerp tot herziening van deze wet zal eerlang bij het Parlement worden ingediend. Zodra deze wet zal herzien zijn, zal de beroepsreglementering van de boekhouders kunnen worden overwogen.

2° Wat de handelsagenten betreft, deze worden geacht, bij toepassing van de wet van 30 juli 1963 tot vaststelling van het statuut van de handelsvertegenwoordigers, te werken in dienstverband.

Voor de handelsagenten is er geen aanvraag tot reglementering van de toegang tot het beroep. In het raam van Benelux is er een Overeenkomst die tot doel heeft het statuut van deze personen eenvormig te maken door harmonisering van de contracten.

De betekening van deze overeenkomst en de invoering ervan in het Belgisch recht hangen thans af van de Minister van Justitie.

Hetzelfde probleem wordt thans ook onderzocht in de E. E. G.-Commissie.

c) Centraal handelsregister

Ten einde de gegevens van de handelsregister te kunnen gebruiken door een beroep op het centrum voor informatieverwerking van het Ministerie van Economische Zaken, moeten alle op de ponskaarten van dat register voorkomende inlichtingen op magnetische band worden vastgelegd.

Dit werk moet worden verricht voor meer dan 3 miljoen steekkaarten. Voor de uitvoering van zulke omvangrijke opdracht is normaal één jaar vereist.

De vorige Minister heeft voor dit uitzonderlijk werk destijds een beroep gedaan op de O. R. I., die een speciaal

poraire de 40 personnes. L'O. R. I. est spécialisé dans ce genre de travail.

Actuellement, ce retard est ramené à 10 mois et on espère le résorber entièrement pour la fin de l'année, à condition de pouvoir continuer à disposer du personnel précité.

A l'avenir, les données seront portées directement sur bande magnétique, ce qui se fait déjà depuis le 1^{er} janvier 1979 pour les nouvelles immatriculations.

d) *Pratiques du commerce*

Plusieurs orateurs s'inquiètent de savoir si les arrêtés royaux d'application de la loi du 14 juillet 1971 ont déjà été pris et déplorent que les petits indépendants, de même que les consommateurs ne sont pas mieux protégés contre les abus de puissance économique que commettent les magasins à grande surface. Il s'agit là d'un véritable problème social et la réglementation en cette matière est devenue une nécessité sociale.

Les pratiques dénoncées par la Commission relèvent surtout de la loi du 14 juillet 1971 sur les pratiques du commerce, qui vise à établir des conditions de concurrence égales pour tous. Il faut vérifier notamment, dans les cas cités, si les grandes entreprises de distribution ne tombent pas sous le coup des articles qui répriment la vente à perte. Il n'empêche que, lors de la révision de la loi de 1971, il faudra veiller à réprimer les ententes entre producteurs et grandes entreprises de distribution.

Il conviendra aussi de mieux définir le prix de revient d'un produit afin de mieux cerner quand il y a vente à perte.

Toutefois, le bradage des prix par des unités de production n'est pas réglementé par la loi sur les pratiques du commerce. Cette pratique est malsaine mais risque au surplus de se retourner contre son auteur, qui pourrait voir sa demande d'augmentation de prix refusée par le département des Affaires économiques précisément parce que des réductions inconsidérées ont été consenties antérieurement.

Le prédécesseur du Ministre des Classes moyennes a déjà attiré l'attention de son Collègue des Affaires économiques sur ce point.

L'application de la loi du 27 mai 1960 sur la protection contre les abus de puissance économique ressortit à la compétence du Ministre des Affaires économiques.

Des arrêtés d'application ont déjà été pris :

1. arrêté royal nommant les Commissaires rapporteurs dont il est question à l'article 4 de la loi;
2. arrêté royal désignant les agents de l'Etat chargés d'assister le Commissaire rapporteur (article 6 de la loi);
3. un arrêté royal pris en exécution de l'article 14 de la loi. C'est le seul cas où un abus de puissance économique a été sanctionné. Il s'agit de la Bourse aux fruits d'Anvers qui a reçu injonction d'autoriser l'association des grossistes à être présente lors de la présentation des échantillons de fruits exotiques.

Les accords entre grands magasins et producteurs sont, généralement, la manifestation d'une discrimination que ceux-ci appliquent au profit des grandes surfaces et au détriment du commerce indépendant. L'interdiction de cette discrimination pourrait être envisagée dans le cadre de la réforme de la loi du 14 juillet 1971 sur les pratiques du commerce.

Toutefois, il s'agit là d'un domaine délicat en ce sens que chaque pouvoir économique n'est pas nécessairement un

tijdelijk kader van 40 personen in dienst heeft genomen. De O. R. I. is gespecialiseerd in dit soort werk.

Thans is die achterstand teruggebracht tot 10 maanden en er bestaat reële hoop dat hij tegen eind 1980 volledig zal weggewerkt zijn, op voorwaarde dat men kan blijven beschikken over de voornoemde personeelsbezetting.

In de toekomst zullen evenwel de gegevens rechtstreeks op magnetische band worden vastgelegd. Dit is trouwens reeds sinds 1 januari 1979 het geval voor de nieuwe inschrijvingen.

d) *Handelspraktijken*

Verschillende sprekers vragen of de koninklijke besluiten ter uitvoering van de wet van 14 juli 1971 al zijn uitgevaardigd en zij betreuren dat de kleine zelfstandigen zowel als de consumenten niet beter worden beschermd tegen het economisch machtsmisbruik van de warenhuizen. Het gaat om een werkelijk maatschappelijk probleem en een reglementering ter zake is een sociale noodzaak geworden.

De in de Commissie aangeklaagde praktijken hebben vooral betrekking op de wet van 14 juli 1971 op de handelspraktijken, die tot doel heeft voor allen gelijke concurrentievoorwaarden te scheppen. In de aangehaalde gevallen moet met name nagegaan worden of de grote distributiebedrijven niet onder de toepassing vallen van de artikelen die de verkoop met verlies beteugelen. Zulks neemt niet weg, dat, naar aanleiding van de herziening van de wet van 1971, er moet over gewaakt worden de afspraken tussen producenten en grote distributieondernemingen te beteugelen.

Het is ook noodzakelijk om de kostprijs van een produkt beter te omschrijven teneinde duidelijk te bepalen wanneer er verkoop met verlies is.

Het braderen van de prijzen door produktie-eenheden is evenwel niet gereguleerd door de wet op de handelspraktijken. Deze praktijk is gevaarlijk maar kan zich bovendien keren tegen de initiatiefnemer, wier aanvraag tot prijsverhoging kan geweigerd worden door het Departement van Economische Zaken, precies omdat onbezonnen reducties vooraf werden toegestaan.

De vorige Minister van Middenstand heeft reeds de aandacht van zijn Collega van Economische Zaken daarop gevestigd.

De toepassing van de wet van 27 mei 1960 betreffende de bescherming tegen economisch machtsmisbruik valt onder de bevoegdheid van de Minister van Economische Zaken.

Er werden reeds uitvoeringsbesluiten uitgevaardigd :

1. koninklijk besluit houdende benoeming van de Commissarissen-verslaggevers waarvan sprake in artikel 4 van de wet;
2. koninklijk besluit tot aanwijzing van de Rijkspersoneelsleden die de Commissarissen-verslaggevers moeten bijstaan (artikel 6 van de wet);
3. een koninklijk besluit in uitvoering van artikel 14 van de wet. Dit is het enige geval waar een geval van economisch machtsmisbruik bestraft werd. Het betreft de Fruitbeurs van Antwerpen die werd aangemaand de vereniging van groothandelaars toelating te verlenen aanwezig te zijn bij de voorstelling van exotische vruchten.

De overeenkomsten tussen warenhuizen en producenten zijn over het algemeen de uiting van een discriminatie welke zij toepassen ten gunste van de grote distributiebedrijven en ten nadele van de zelfstandige handelaars. Het verbieden van die discriminatie zou in overweging kunnen worden genomen in het raam van de hervorming van de wet van 14 juli 1971 betreffende de handelspraktijken.

Het gaat echter om een delicaat vraagstuk, in die zin dat elke economische macht niet noodzakelijk een economisch

abus de puissance économique. Le progrès technique est rapide et il faut essayer de s'y adapter. Ce n'est pas parce qu'une entreprise s'équipe de tous les moyens modernes de gestion qu'il faut pour cela l'étrangler dans de multiples lois. Il est évident qu'il faut protéger le petit commerçant. La meilleure protection qu'on ait trouvée à ce jour a été de mener une politique visant à limiter le nombre des grandes surfaces.

e) *Loi du 29 juin 1975 sur les implantations commerciales*

Un membre désire connaître le nombre de demandes d'implantation commerciale qui ont été accordées après avoir été refusées et il demande si la loi est ainsi détournée.

La réponse à cette question est fournie dans l'annexe 2.

f) *Simplification des formalités administratives*

Les P. M. E. réagissent le mieux à la crise économique mais elles ont des difficultés spécifiques. Parmi ces difficultés, il faut citer, entre autres, les obligations administratives trop lourdes.

Cette matière est évidemment très importante, plus particulièrement pour les P. M. E.

Le pouvoir de décision n'appartient pas en l'occurrence au seul Ministre des Classes moyennes. Celui-ci doit compter sur la bonne volonté agissante et l'esprit de collaboration de ses collègues qui sont compétents pour les différentes matières au sujet desquelles le groupe de travail créé par l'arrêté royal du 25 septembre 1975 fait des propositions de simplification.

Le bilan de l'année 1979 est repris dans l'exposé du Ministre (p. 13).

La déclaration gouvernementale prévoit l'introduction du statut juridique de la société d'une personne en vue de simplifier les formalités administratives et de préserver le patrimoine familial.

Par suite de l'adoption de la proposition de loi de M. Verhaegen, il est possible de constituer une S. P. R. L. entre les époux.

Le Ministre estime toutefois que l'éventuelle « entreprise individuelle à responsabilité limitée » ne constitue pas la panacée étant donné que les organismes de crédit exigent en général une caution et que le patrimoine se trouve dès lors engagé malgré tout.

3. *Expansion économique*

a) *Fonds de garantie*

Dans quelle mesure a-t-on fait appel à ce fonds de garantie (par exemple, pendant les dix dernières années) et les effets de la crise peuvent-ils en être déduits ?

Il faut se reporter au tableau suivant qui indique clairement l'évolution de l'activité du Fonds de garantie.

machtsmisbruik is. De technische vooruitgang vordert snel en men moet trachten zich aan te passen. Het is niet omdat een onderneming zich met alle moderne beheersmiddelen uitrust, dat men ze daarom met tal van wetten moet aan banden leggen. Uiteraard moet de kleine handelaar worden beschermd. De beste bescherming die men tot nog toe heeft gevonden, bestaat erin een beleid te voeren waarbij het aantal grote verkoopsoppervlakten wordt beperkt.

e) *Wet van 29 juni 1975 op de handelsvestigingen*

Een lid wenst te vernemen hoeveel weigeringen tot handelsvestiging toch achteraf worden toegekend en of aldus de wet wordt omzeild.

Het antwoord wordt in bijlage 2 verstrekt.

f) *Vereenvoudiging van de administratieve formaliteiten*

De K. M. O. reageren het best op de economische crisis maar ze hebben hun eigen moeilijkheden. Daaronder moeten vooral de te zware administratieve verplichtingen worden gerekend.

Deze materie is uiteraard zeer belangrijk in het bijzonder voor de K. M. O.

De Minister van Middenstand heeft hier niet alleen het beslissingsrecht. Hij moet rekenen op de daadwerkelijke goede wil en de geest van samenwerking van zijn bevoegde collega's voor de verschillende materies waaromtrent de werkgroep opgericht bij koninklijk besluit van 25 september 1975 voorstellen tot vereenvoudiging formuleert.

De balans van het jaar wordt weergegeven in de uiteenzetting van de Minister (blz. 13).

Ten einde de administratieve faciliteiten te vereenvoudigen en het gezinspatrimonium te beschermen wordt in de Regeringsverklaring de regeling van het juridisch statuut van de eenmansvennootschap vooropgesteld.

Door de goedkeuring van het wetsvoorstel van de heer Verhaegen is het mogelijk geworden dat een P. V. B. A. kan worden opgericht tussen de twee echtgenoten.

De Minister beschouwt de eventuele « individuele onderneming met beperkte aansprakelijkheid » evenwel niet als een wondermiddel vermits de kredietinstellingen meestal een borg eisen en het eigen patrimonium derhalve toch wordt aangesproken.

3. *Economische expansie*

a) *Waarborgfonds*

In welke mate werd op dat fonds een beroep gedaan (b.v. tijdens de jongste tien jaar) en kan daaruit de invloed van de crisis worden afgeleid ?

Er dient verwezen naar de volgende tabel, waaruit duidelijk de evolutie van de activiteit van het waarborgfonds blijkt.

1. Evolution des octrois de garantie

Années	Nombre de dossiers accordés	Montant des crédits demandés (× 1 000)	Montant des interventions (× 1 000)
1970	4 675	2 262 371	855 547
1971	5 266	2 987 475	1 326 929
1972	6 223	4 120 053	2 041 129
1973	7 280	5 608 378	2 782 392
1974	4 936	3 783 770	1 888 489
1975	5 816	5 190 104	2 803 147
1976	6 613	7 507 842	4 078 972
1977	8 943	11 116 443	5 275 823
1978	10 645	13 956 935	7 006 169
1979	10 299	13 178 154	6 904 948

2. Evolution des crédits dénoncés

Années	Nombre de crédits dénoncés	Montant des interventions du Fonds
1970	21	1 811 193
1971	25	4 479 453
1972	22	2 950 000
1973	18	4 764 849
1974	59	19 369 861
1975	81	34 053 692
1976	70	33 329 744
1977	77	33 416 187
1978	81	60 243 179
1979	120	85 550 874

En ce qui concerne le tableau 1, la diminution du nombre de dossiers accordée entre 1973 et 1974 est la conséquence de la politique de restriction en matière de crédit menée par le Gouvernement au début de la crise économique.

Le fait que le nombre de demandes et le montant de l'intervention du Fonds de garantie est en augmentation constante n'est pas une conséquence de la crise économique. En effet, le Fonds de garantie n'accorde l'intervention que si l'honorabilité du demandeur est prouvée et la viabilité de l'entreprise assurée.

L'octroi de l'intervention n'aurait donc pas lieu si les P. M. E. étaient gravement touchées par la crise économique.

Par contre, l'influence de la crise économique se reflète mieux dans le tableau 2 où le nombre de crédits dénoncés ne cessent d'augmenter, depuis 1974.

Mais il faut également remarquer qu'étant donné l'augmentation du nombre de dossiers accordés, il est normal que le nombre de crédits dénoncés croît.

1. Evolutie van de toekenning van de waarborg

Jaren	Aantal toegekende dossiers	Bedrag van de gevraagde kredieten (× 1 000)	Bedrag van de tussenkomst (× 1 000)
1970	4 675	2 262 371	855 547
1971	5 266	2 987 475	1 326 929
1972	6 223	4 120 053	2 041 129
1973	7 280	5 608 378	2 782 392
1974	4 936	3 783 770	1 888 489
1975	5 816	5 190 104	2 803 147
1976	6 613	7 507 842	4 078 972
1977	8 943	11 116 443	5 275 823
1978	10 645	13 956 935	7 006 169
1979	10 299	13 178 154	6 904 948

2. Evolutie van de opgezegde kredieten

Jaren	Aantal van de opgezegde kredieten	Bedrag van de tussenkomst van het Fonds
1970	21	1 811 193
1971	25	4 479 453
1972	22	2 950 000
1973	18	4 764 849
1974	59	19 369 861
1975	81	34 053 692
1976	70	33 329 744
1977	77	33 416 187
1978	81	60 243 179
1979	120	85 550 874

Met betrekking tot tabel 1 dient erop gewezen te worden dat de vermindering van het aantal toegestane waarborgen tussen 1973 en 1974 het gevolg is van het beleid inzake kredietbeperking, gevoerd door de Regering bij het begin van de economische crisis.

Het feit dat het aantal aanvragen en de bijdrage van het Waarborgfonds gedurig aangroeiën, is niet het gevolg van de economische crisis. Het Waarborgfonds verleent immers slechts tegemoetkomingen indien de eerbaarheid van de aanvrager bewezen en de leefbaarheid van de onderneming verzekerd is.

De tegemoetkoming zou dus niet toegekend worden indien de K. M. O. door de economische crisis erg getroffen zouden zijn.

De economische crisis komt daarentegen beter tot uiting in tabel 2, waaruit blijkt dat het aantal niet-terugbetaalde kredieten sinds 1974 alsmaar stijgt.

Er moet evenwel opgemerkt worden dat het normaal is dat het aantal opgezegde kredieten toeneemt, aangezien het globale aantal toegestane kredieten verhoogt.

b) *Facilités de crédit en cas de dommages par suite de travaux publics*

La loi du 2 avril 1976 accorde des facilités de crédit en faveur des détaillants ayant eu un chiffre d'affaires beaucoup plus réduit par suite de l'exécution de travaux d'utilité publique.

Jusqu'à présent, on ne compte qu'une dizaine de demandes, ce qui est fort peu.

Cela est-il dû au fait que les entreprises ne sont pas au courant de cette loi ou aux conditions d'octroi trop sévères.

Il s'agit essentiellement d'élargir les facilités d'accès au crédit en faveur des petits commerçants qui, par suite de l'exécution de travaux d'utilité publique, ont réalisé, au cours d'une période de 3 mois au moins, un chiffre d'affaires moyen inférieur de 25 % au moins au chiffre d'affaires moyen réalisé dans les mêmes locaux au cours de la période correspondante de l'année précédant le début des travaux, compte tenu de l'évolution de l'indice des prix à la consommation.

Pour bénéficier de ces mesures, les intéressés doivent satisfaire aux normes fixées par la loi du 4 août 1978 de réorientation économique et avoir réalisé un chiffre d'affaires qui n'est pas supérieur à 25 millions au cours de l'année civile précédant le début des travaux. Il est sans importance que les travaux d'utilité publique visés par la loi du 2 avril 1976 soient exécutés pour compte de l'Etat, d'établissements parastataux, de provinces ou de communes.

Ces facilités de crédit consistent en ce que la garantie de l'Etat est attachée au remboursement en capital, intérêts et accessoires des prêts accordés en vue de la reconstitution du fonds de roulement nécessaire à sauvegarder la viabilité de l'entreprise du demandeur ou à relancer cette entreprise.

L'organisme de crédit doit procéder au préalable à une enquête sur l'honorabilité du demandeur et la viabilité de l'entreprise doit être démontrée. D'autre part, un projet complet et détaillé pour la réalisation duquel le crédit est demandé doit être soumis aux Ministres compétents.

Eu outre, les Ministres des Finances et des Classes moyennes peuvent accorder des subventions aux organismes de crédit pour leur permettre de consentir les prêts en question à des taux d'intérêt réduits; cette réduction des taux d'intérêt peut s'élever à 5 % pendant 5 ans.

La loi et les arrêtés d'exécution sont entrés en vigueur le 1^{er} juillet 1976.

Il est exact qu'il est très peu fait usage des possibilités offertes par la loi du 2 avril 1976 et qu'en tout dix demandes seulement ont été introduites. Toutefois, il est difficile de déterminer les causes exactes de cette situation.

Il semble que la faiblesse du nombre des demandes soit due aux éléments suivants :

1. peu de travailleurs indépendants connaissent l'existence de cette loi;
2. l'examen du dossier est très long. Il faut en effet vérifier si les travaux d'utilité publique ont réellement causé un préjudice. La preuve ne peut en être fournie qu'a posteriori;
3. les avantages prévus dans la loi du 4 août 1978 contrebalancent largement ceux qui sont accordés par la loi du 2 avril 1976.

b) *Kredietfaciliteiten bij schade door openbare werken*

De wet van 2 april 1976 biedt kredietfaciliteiten voor de kleinhandelaars die hun omzet flink hebben zien dalen ten gevolge van werken van openbaar nut.

Tot nog toe zijn er slechts een tiental aanvragen, wat erg weinig is.

Komt zulks doordat de ondernemingen die wet niet kennen of omdat de voorwaarden te streng zijn ?

Deze wet beoogt vooral de kredietmogelijkheden te vergroten voor kleinhandelaars die, tengevolge van de uitvoering van werken van openbaar nut, gedurende een periode van minimum drie maanden een gemiddelde omzet hebben die tenminste 25 % lager ligt dan de gemiddelde omzet die zij in deze zelfde lokalen hebben gehad gedurende de overeenkomstige periode van het jaar die aan de aanvang van de werken voorafgaat, rekening houdend met de evolutie van het indexcijfer van de consumptieprijs.

Om in aanmerking te kunnen komen moet de belanghebbende voldoen aan de maatstaven bepaald in de wet van 4 augustus 1978 tot economische heroriëntering en een omzet hebben die niet hoger ligt dan een bedrag van 25 miljoen gedurende het burgerlijk jaar dat voorafgaat aan de aanvang van de werken. Het is zonder belang dat de werken van openbaar nut, bedoeld in de wet van 2 april 1976, uitgaan van de Staat, parastatale instellingen, provincies of gemeenten.

De kredietmogelijkheden bestaan erin dat staatswaarborg wordt verleend voor de terugbetaling in hoofdsom, interesten en bijkomende kosten van de leningen, die bestemd zijn voor de wedersamenstelling van het bedrijfskapitaal dat nodig is om de onderneming van de aanvrager te vrijwaren of om aan deze onderneming een nieuwe aanpak te verzekeren.

Voorafgaandelijk dient de kredietinstelling een onderzoek in te stellen nopens de goede faam van de aanvrager en moet de leefbaarheid van de onderneming worden bewezen. Bovendien moet een volledig en omstandig ontwerp waarvoor het krediet wordt aangevraagd, worden voorgelegd aan de bevoegde Ministers.

Tevens kunnen de Ministers van Financiën en van Middenstand toelagen verlenen aan de kredietinstellingen om hen in staat te stellen de hogervermelde leningen toe te staan tegen een verlaagde rentevoet; deze vermindering van de rentevoet kan 5 % bedragen gedurende vijf jaar.

De wet en de uitvoeringsbesluiten zijn in werking getreden op 1 juli 1976.

Het is juist dat weinig beroep wordt gedaan op de wet van 2 april 1976 en dat in totaal slechts tien aanvragen werden ingediend doch het is moeilijk om de juiste oorzaken daarvan te achterhalen.

Nochtans schijnen de volgende elementen aan de basis te liggen van het geringe aantal aanvragen :

1. weinig zelfstandigen zijn op de hoogte van deze wet;
2. het lang onderzoek van het dossier. Er dient inderdaad nagegaan of er werkelijk schade werd geleden door openbare werken. Dit bewijs kan tenslotte slechts achteraf geleverd worden;
3. de voordelen bepaald in de wet van 4 augustus 1978 wegen ruimschoots op tegen die van de wet van 2 april 1976.

Cependant, les commerçants disposent encore d'autres moyens de recours en dehors de la loi du 2 avril 1976.

Tout d'abord ils peuvent évidemment s'adresser aux cours et tribunaux en vertu des principes du Code civil. D'une part, ils peuvent obtenir réparation intégrale des dommages subis sur base de l'article 1382 du Code civil, lorsque le maître de l'ouvrage, l'entrepreneur ou l'architecte est civilement responsable de sa propre faute. D'autre part, à défaut de l'élément de faute, ils peuvent fonder leur action sur l'article 544 du Code civil et sur l'article 11 de la Constitution.

Sur cette base, les cours et tribunaux peuvent accorder une indemnisation équitable, pour autant que les dommages subis dépassent les inconvénients normaux du voisinage. L'action est recevable, même quand elle est intentée par le locataire.

En outre, les commerçants peuvent s'adresser au Conseil d'Etat, où ils peuvent obtenir l'indemnisation d'un dommage exceptionnel en vertu de l'article 11 des lois coordonnées du 12 janvier 1973.

Par conséquent, les commerçants disposent de plusieurs possibilités pour obtenir l'indemnisation pour des dommages subis. De plus, il arrive souvent que les commerçants peuvent être gênés temporairement par les travaux en cours d'exécution, mais qu'après la réalisation de ceux-ci ils en tirent bénéfice, par exemple par suite de l'amélioration de la rue, et qu'ils réalisent un chiffre d'affaires plus élevé. Dans ce dernier cas, l'Etat ne demande pas aux commerçants une intervention dans le coût des travaux effectués, qui ont donné une valeur supplémentaire à la maison ou au fonds de commerce.

Dans la pratique, l'entrepreneur fournit généralement à la population locale des informations préalables concernant l'exécution des travaux, si bien que les commerçants concernés peuvent formuler leurs desiderata et leurs remarques, dont l'entrepreneur tient compte dans la mesure du possible. Il est évident que la communication de ces informations est une initiative utile et louable. Cependant, il semble impossible d'obliger légalement les entrepreneurs à les donner.

Les organisations des Classes moyennes ont les possibilités nécessaires pour assurer l'information de leurs membres en cette matière.

Le Ministre regrette que la procédure d'octroi soit si complexe et, de plus, que cette procédure exige que l'on prouve le dommage subi, alors que ce dommage n'est évaluable qu'après la fin des travaux. En attendant, le chiffre d'affaires peut descendre en flèche et provoquer même la faillite et la fermeture de l'entreprise.

Vu le temps nécessaire entre le commencement des travaux publics et l'établissement de la preuve des dommages subis, un membre demande si ce problème ne peut être résolu par l'octroi d'un crédit de soudure à taux réduit sans que le dommage subi doive être démontré.

Ceci aurait pour conséquence, dans tous les cas, qu'un commerçant bénéficie d'une aide de l'Etat.

Afin de réaliser cette suggestion, la loi du 2 avril 1976 doit être modifiée. Cette modification poserait certains problèmes.

Il y a tout d'abord un problème budgétaire, car on peut attendre de cette modification d'importantes dépenses en plus pour l'Etat.

De handelaars beschikken echter ook over andere middelen van verhaal dan de wet van 2 april 1976.

Vooreerst kunnen ze zich vanzelfsprekend tot de hoven en rechtbanken wenden krachtens de principes van het Burgerlijk Wetboek. Enerzijds kunnen zij integraal herstel van het geleden nadeel verkrijgen op basis van artikel 1382 van het Burgerlijk Wetboek, wanneer de bouwheer, de aannemer of de architect burgerlijk aansprakelijk is door eigen schuld. Anderzijds kunnen zij, bij gebrek aan schuldelement, hun rechtsvordering steunen op artikel 544 van het Burgerlijk Wetboek en artikel 11 van de Grondwet.

Op die basis kunnen de hoven en rechtbanken een billijke en gepaste vergoeding toekennen, voor zover de geleden schade de normale ongemakken van het nabuurschap te boven gaat. De vordering is ontvankelijk, zelfs wanneer zij wordt ingeleid door de huurder.

Bovendien kunnen de handelaars zich wenden tot de Raad van State waar zij op grond van artikel 11 van de gecoördineerde wetten van 12 januari 1973 een vergoeding wegens buitengewone schade kunnen bekomen.

De handelaars beschikken derhalve over verschillende mogelijkheden om vergoeding te bekomen voor de geleden schade. Daarenboven is het in feite vaak zo dat de handelaars weliswaar tijdelijk hinder ondervinden van de werken in uitvoering, doch dat zij na de beëindiging der werken ook de vruchten plukken van b.v. de verbetering van de straat en diensvolgens nadien een grotere omzet verkrijgen. De Staat vraagt dan toch ook geen vergoeding vanwege de handelaars voor de uitgevoerde werken die een meerwaarde aan het pand en/of de handelszaak hebben verleend.

In de praktijk verstrekt de aannemer meestal voorafgaandelijk de nodige informatie aangaande de uitvoering der werken aan de plaatselijke bevolking. Zodoende kunnen de betrokken handelaars hun desiderata en opmerkingen naar voren brengen, waarmee door de aannemer in de mate van het mogelijke rekening wordt gehouden. Uiteraard is het verstrekken van informatie een zeer nuttig en lovenswaardig initiatief. Nochtans lijkt het onmogelijk de aannemers wettelijk hiertoe te verplichten.

De beroepsorganisaties van de middenstand beschikken over mogelijkheden om hun leden terzake informatie te verschaffen.

De Minister betreurt dat de procedure inzake toekenning zo ingewikkeld is, en dat daarbij bovendien het bewijs van de geleden schade moet worden geleverd, hoewel die schade pas na de voltooiing van de werken kan worden geraamd. Intussen kan de omzet pijnsnel dalen, wat zelfs het faillissement of de sluiting van de onderneming kan veroorzaken.

Gelet op de tijd die noodzakelijkerwijze verloopt tussen de aanvang van de openbare werken en het bewijs dat geleverd dient te worden aangaande de geleden schade vraagt een lid of dit probleem niet kan worden opgelost door het toekennen van een overbruggingskrediet tegen verminderde rentevoet zonder dat de schade hoeft te worden bewezen.

Dat zou in elk geval als onmiddellijk gevolg hebben dat een getroffen handelaar een tegemoetkoming van de Staat ontvangt.

Daartoe zou de wet van 2 april 1976 moeten worden aangepast. Die aanpassing zou echter bepaalde problemen stellen.

Er is allereerst het budgettaire probleem, want er kan worden verwacht dat die wijziging een veel grotere uitgave voor de overheid zal meebrengen.

Il y a également un problème technique lors du décompte du dommage subi. Il n'est pas exclu que dans certaines circonstances, les conditions requises par la loi ne sont pas remplies.

Les commerçants peuvent toujours faire appel à la possibilité d'obtenir des crédits pour reconstituer leur fonds de roulement. Ils peuvent bénéficier de l'intervention du Fonds de garantie.

Toutefois, une subvention en intérêt ne peut être accordée. L'octroi de cette dernière est actuellement exclusivement réservée à ceux qui ont vu leur fonds de roulement entamé par de récents investissements.

* * *

La discussion a fait apparaître que la Commission s'inquiète vivement de voir indemniser à temps les entreprises indépendantes des dommages subis à la suite de travaux publics. La loi de 1976 n'accorde que des facilités de crédit à ceux qui ont subi des dommages et ne rencontre donc pas cette inquiétude.

c) Subventions à la recherche scientifique

Bien que la recherche scientifique présente un intérêt indiscutable pour les P. M. E. aucun crédit n'est prévu à ce poste du budget.

Toutefois, il existe plusieurs formes d'aide à la recherche scientifique en faveur des P. M. E., qui relèvent du Ministère des Affaires économiques.

1° Le Fonds des prototypes

Une forme d'aide publique à la recherche industrielle réside dans l'octroi par l'Etat d'avances sans intérêt pour couvrir les dépenses engagées par les entreprises en vue de la recherche ou de la mise au point de prototypes, de produits nouveaux ou de nouveaux procédés de fabrication.

Ces avances sont récupérables lorsque la recherche aboutit à une exploitation industrielle ou commerciale rentable.

L'intervention financière de l'Etat pour la mise au point de prototypes, produits ou procédés nouveaux trouve son fondement légal dans les lois des 17 juillet 1959 et 30 décembre 1970.

Le Fonds des prototypes ne soutient les projets que sur le plan technique.

L'intervention financière du Fonds des prototypes est limitée en principe à 50 % des dépenses détaillées au budget prévisionnel du programme de recherche présenté par le demandeur, ainsi que des frais de prix de brevet, s'il y a lieu. Elle peut toutefois couvrir jusqu'à 80 % des dépenses lorsqu'il s'agit d'une recherche offrant un intérêt spécial pour le progrès de l'économie.

Depuis 1977, un taux spécial d'intervention a été institué en faveur des P. M. E. Il est de 60 % pour les dépenses de recherche et de développement et de 80 % pour les frais de prix de brevet.

La demande d'intervention du Fonds des prototypes doit être accompagnée des réponses à un questionnaire détaillé.

Depuis 1977, ce questionnaire a été simplifié pour les dossiers P. M. E.

Après introduction du dossier, un fonctionnaire du Ministère des Affaires économiques procède à une enquête sur place en vue de vérifier l'intérêt économique et la validité du programme. Son rapport est alors transmis à la Commission d'avis, chargée de donner au Ministre qui prend la décision finale un avis sur la demande.

Er is ook het technisch probleem bij het berekenen van de geleden schade. Het is immers niet uitgesloten dat achteraf zal blijken dat in bepaalde omstandigheden niet voldaan is aan de door de wet gestelde voorwaarden.

Handelaars kunnen reeds thans kredieten krijgen tot aanvulling van hun bedrijfskapitaal. Daarvoor kunnen zij een beroep doen op de bemiddeling van het Waarborgfonds.

Een verlaagde rentevoet kan evenwel niet toegestaan worden. Het voordeel van de verlaagde rentevoet geldt op dit ogenblik uitsluitend voor diegenen wier bedrijfskapitaal door recente investeringen is geslonken.

* * *

Uit de bespreking bleek de grote bekommernis om tijdig aan de zelfstandige ondernemingen de schade die zij lijden ten gevolge van openbare werken, vergoed te krijgen. De wet van 1976, die alleen maar kredietfaciliteiten toekent aan degenen die schade lijdt, komt aan deze bekommernis niet tegemoet.

c) Toelagen voor wetenschappelijk onderzoek

Alhoewel het belang van wetenschappelijk onderzoek voor de K. M. O. niet kan worden ontkend werd er op die begrotingspost geen enkel krediet uitgetrokken.

Er bestaan evenwel verscheidene vormen van steun aan K. M. O.'s voor wetenschappelijk onderzoek, die ressorteren onder het Ministerie van Economische Zaken.

1° Het Fonds voor prototypes

Een vorm van openbare steun aan het industrieel onderzoek bestaat in het toekennen, door de Staat, van renteloze voorschotten voor het dekken van uitgaven die door de ondernemingen werden gedaan met het oog op het onderzoek of de ontwikkeling van prototypes, nieuwe producten of nieuwe fabricage-procédés.

Deze voorschotten zijn terugvorderbaar wanneer het onderzoek leidt tot een rendabele handels- of nijverheids-exploitatie.

De financiële tussenkomst van de Staat voor de ontwikkeling van prototypes, nieuwe producten of nieuwe procédés vindt haar wettelijke grondslag in de wetten van 17 juli 1959 en 30 december 1970.

Het Fonds voor prototypes steunt de ontwerpen alleen op het technisch vlak.

De financiële tussenkomst van het Fonds voor prototypes is in principe beperkt tot 50 % van de uitgaven die vermeld zijn op de provisionele begroting van het door de aanvrager voorgelegde onderzoeksprogramma en, indien daartoe aanleiding bestaat, van de kosten van de octrooiprijs. Zij mag evenwel tot 80 % van de uitgaven dekken wanneer het gaat om een onderzoek dat van bijzonder belang is voor de vooruitgang van het bedrijfsleven.

Sedert 1977 werd een speciaal tussenkomstpercentage ingesteld ten behoeve van de K. M. O. Het bedraagt 60 % voor de uitgaven voor onderzoek en ontwikkeling en 80 % voor de kosten van octrooiprijs.

De antwoorden op een omstandige vragenlijst moeten bij de aanvraag om tussenkomst van het Fonds voor prototypes worden gevoegd.

Sedert 1977 werd deze vragenlijst vereenvoudigd voor de K. M. O.-dossiers.

Na indiening van het dossier voert een ambtenaar van Economische Zaken ter plaatse een onderzoek uit om het economisch belang en de geldigheid van het programma na te gaan. Zijn verslag wordt dan toegezonden aan de Adviescommissie die ermee belast is aan de Minister die de eindbeslissing neemt, een advies te geven op zijn verzoek.

Les critères d'appréciation des dossiers sont, en général, les suivants : l'originalité du projet, les possibilités du demandeur de faire effectuer valablement les recherches, les avantages techniques, économiques et sociaux du projet, le degré de risques et les prévisions concernant la rentabilité et le remboursement.

*A. Evolution des interventions
durant les cinq dernières années*

Année	Nombre A. R.	A. R. pour P. M. E.	Montant (× 1 000)	Montant (× 1 000) P. M. E.	%
1974	22	11	222 875	44 664	20
1975	62	28	663 696	60 247	9
1976	89	54	796 044	283 433	35,6
1977	135	63	1 404 482	307 963	21,9
1978	115	54	1 149 259	314 695	27,4

*B. Répartitions sectorielles
des avances accordées en 1978*

Secteurs	Nombre A. R.	Montant (× 1 000)	%
Métallurgie	1	33 450	3
Industrie des fabrications métalliques	87	804 423	70
Industrie chimique	5	144 298	12,5
Industrie textile	2	13 245	1
Industrie alimentaire	2	11 693	1
Divers	17	135 504	12
Services divers	1	6 646	0,5
Total	115	1 149 259	100

L'octroi d'interventions du Fonds des prototypes aux P. M. E. est en augmentation constante, par suite des différentes mesures prises en faveur des P. M. E., dont :

- la simplification du questionnaire de demande;
- l'accélération du rythme des réunions de la Commission d'avis afin de prendre des décisions plus rapides;
- le taux d'intervention spécial pour les P. M. E.;
- l'information aux institutions intéressées (F. E. B., organisations professionnelles, S. D. R., etc.).

2° I. R. S. I. A.

L'Institut pour l'Encouragement de la Recherche scientifique dans l'Industrie et l'Agriculture a été créé en 1944. Il a pour objet de susciter, de promouvoir et d'encourager, par voie de subsides, les recherches scientifiques et techniques susceptibles d'assurer le progrès de l'industrie et de l'agriculture.

Dans le cas de l'agriculture, une recherche peut être financée à 100 %. Pour les recherches à finalités industrielles, le financement de l'Institut ne peut excéder en principe 50 % du coût des recherches; cependant, dans les cas déterminés par le Roi, il peut être porté à 80 %, notamment lorsque le projet de recherche proposé présente un intérêt

De criteria voor het beoordelen van de dossiers zijn over het algemeen de volgende : de originaliteit van het ontwerp, de mogelijkheden van de aanvrager om de onderzoeken behoorlijk te laten uitvoeren, de technische, economische en sociale voordelen van het ontwerp, de graad van risico's en de vooruitzichten in verband met de rendabiliteit en de terugbetaling.

*A. Evolutie van de tussenkomsten
gedurende de jongste vijf jaren*

Jaar	Aantal K. B.	K. B. voor K. M. O.	Bedrag (× 1 000)	Bedrag (× 1 000) K. M. O.	%
1974	22	11	222 875	44 664	20
1975	62	28	663 696	60 247	9
1976	89	54	796 044	283 433	35,6
1977	135	63	1 404 482	307 963	21,9
1978	115	54	1 149 259	314 695	27,4

*B. Sectoriële verdelingen
van de in 1978 toegestane voorschotten*

Sectoren	Aantal K. B.	Bedrag (× 1 000)	%
Métallurgie	1	33 450	3
Metaalverwerkende nijver- heid	87	804 423	70
Chemische nijverheid	5	144 298	12,5
Textielnijverheid	2	13 245	1
Voedingsnijverheid	2	11 693	1
Diversen	17	135 504	12
Diverse diensten	1	6 646	0,5
Totaal	115	1 149 259	100

Het Fonds voor prototypes kent steeds meer tussenkomsten toe aan de K. M. O. Dit is het gevolg van de verschillende maatregelen die ten gunste van de K. M. O. worden genomen :

- de vereenvoudiging van de bij de aanvraag te voegen vragenlijst;
- de versnelling van het tempo van de vergaderingen van de Adviescommissie om sneller beslissingen te nemen;
- het speciaal tussenkomstpercentage voor de K. M. O.;
- de informatie aan de betrokken instellingen (V. B. N., beroepsorganisaties, G. O. M., enz.).

2° I. W. O. N. L.

Het Instituut voor Aanmoediging van het Wetenschappelijk Onderzoek in Nijverheid en Landbouw werd opgericht in 1944. Het heeft tot doel de wetenschappelijke en technische opzoeken, die de vooruitgang van nijverheid en landbouw kunnen verzekeren, door middel van subsidies uit te lokken, te bevorderen en aan te moedigen.

In het geval van de landbouw kan een opzoeking worden gefinancierd tegen 100 %. Voor de opzoeken voor nijverheidsdoeleinden kan de financiering van het Instituut in principe niet meer bedragen dan 50 % van de kostprijs van de opzoeken; in de gevallen, bepaald door de Koning, kan zij evenwel op 80 % worden gebracht, inzon-

exceptionnel pour la croissance technologique ou économique.

Répartition par secteur des subsides accordés en 1978 pour les recherches à finalités industrielles

Secteurs	Subsides accordés (× 1 000)	%
Sidérurgie et métaux non ferreux ...	311 800	20,4
Chimie ...	561 300	36,7
Fabrications métalliques ...	186 700	12,2
Electrotechnique ...	220 400	14,4
Bâtiments et génie civil ...	65 800	4,3
Textile ...	57 400	3,7
Verres et silicates ...	41 600	2,7
Autres secteurs ...	17 800	1,1
Production et distribution d'électricité ...	4 000	0,3
Recherches intéressant divers secteurs ...	2 600	0,2
Industries agricoles ...	60 600	4,0

Actions particulières de l'I. R. S. I. A. en faveur des P. M. E.

— D'abord les services de guidance technologique

Ces services ont pour but de fournir des avis et des informations pratiques susceptibles de résoudre des problèmes technologiques auxquels les entreprises industrielles doivent faire face.

Cette mission est confiée à un corps de conseillers technologiques, qui sont tous des spécialistes d'une branche industrielle donnée.

L'I. R. S. I. A. estime que seul un contact direct entre l'entreprise et un spécialiste est susceptible de fournir au petit industriel des solutions pratiques à des problèmes ou questions technologiques.

Les spécialistes disposent d'un service de documentation et de laboratoires.

Des services de guidance technologique ont été institués pour les branches industrielles

— qui se sont dotées d'un centre de recherche collectif. Les conseillers technologiques de l'I. R. S. I. A. sont attachés à l'un de ces centres;

— qui sont constituées en bonne partie de P. M. E.

L'intervention des conseillers technologiques est entièrement à charge de l'I. R. S. I. A., sauf dans le cas où leurs prestations doivent être complétées par de nombreux tests ou essais.

La commission a fait état, à ce propos, de la proposition de loi de M. Verhaegen, qui a pour objet d'associer les classes moyennes à l'I. R. S. I. A. et qui est déjà à l'examen en commission.

derheid wanneer het voorgesteld opzoekingsproject van uitzonderlijk belang is voor de technologische of economische groei.

Verdeling per sector van de subsidies die in 1978 werden toegekend voor opzoekingen voor nijverheidsdoeleinden

Sectoren	Toege-kende subsidies (× 1 000)	%
IJzer- en staalnijverheid en non ferro-metalen ...	311 800	20,4
Scheikunde ...	561 300	36,7
Metaalnijverheid ...	186 700	12,2
Electrotechniek ...	220 400	14,4
Gebouwen en burgerlijke bouw-kunde ...	65 800	4,3
Textiel ...	57 400	3,7
Glas en silicaten ...	41 600	2,7
Andere sectoren ...	17 800	1,1
Elektriciteitsproductie en -voorziening ...	4 000	0,3
Opzoekingen die diverse sectoren aanbelangen ...	2 600	0,2
Landbouwnijverheden ...	60 600	4,0

Bijzondere acties van het I. W. O. N. L. ten voordele van de K. M. O.

— Vooreerst de diensten voor technologische begeleiding

Deze diensten hebben tot doel adviezen en praktische informatie te verstrekken die moeten toelaten een oplossing te vinden voor de technologische problemen waarmede de nijverheidsondernemingen te kampen hebben.

Deze taak werd toevertrouwd aan een corps van technologische adviseurs, die allen gespecialiseerd zijn in een bepaalde nijverheidsbranche.

Het I. W. O. N. L. is de mening toegedaan dat enkel een rechtstreeks contact tussen de onderneming en een specialist de kleine industrieel praktische oplossingen kan bieden voor technologische problemen of kwesties.

De specialisten beschikken over een documentatiedienst en over laboratoria.

Diensten voor technologische begeleiding werden ingesteld voor de industrietakken

— die een centrum voor collectief onderzoek hebben. De technologische adviseurs van het I. W. O. N. L. zijn verbonden aan een van die centra;

— die grotendeels bestaan uit K. M. O.

De tussenkomst van de technologische adviseurs valt volledig ten laste van het I. W. O. N. L., behalve in het geval dat hun prestaties moeten worden aangevuld door talrijke testen of proeven.

Door de Commissie werd gewezen op het wetsvoorstel van de heer Verhaegen dat de middenstand bij het I. W. O. N. L. wil betrekken, en dat reeds in de Commissie in behandeling is.

— Il y a ensuite les contrats pour l'application de technologies nouvelles (C. A. T.)

Cette aide consiste en l'octroi de subsides dans le cadre d'une procédure particulière où la direction scientifique de l'Institut apporte une aide technique importante à ses entreprises pour définir leur programme de recherche, structurer cette recherche et mettre sur pied les collaborations nécessaires avec des laboratoires existants (universités, centres collectifs).

Les bénéficiaires de cette aide doivent être des firmes qui occupent moins de 200 personnes et qui sont indépendantes financièrement, technologiquement et industriellement.

La durée de ces contrats varie entre 6 et 24 mois et le subside octroyé est fonction du risque technique et des charges financières pour l'entreprise et se situe entre 50 et 80 % des dépenses du projet.

d) Fonds de participation

La loi anti-crise contient une disposition qui transforme la nature même des interventions de la C. N. C. P. ainsi que son objet social. La C. N. C. P. ne serait plus un simple organisme de crédit et pourrait empiéter sur des domaines de la S. N. I. (participation publique dans les P. M. E.).

Cette disposition prévue par la loi anti-crise n'a pas encore été mise en œuvre.

Quelle est la position du Ministre ?

Pense-t-il que ce n'est pas urgent ou met-il tout en œuvre pour réaliser les objectifs de cette disposition ?

Il existe un avant-projet d'arrêté royal qui a été soumis pour avis aux départements intéressés et dont le but et le contenu peuvent se résumer comme suit :

En exécution de l'article 34 de la loi du 4 août 1978 de réorientation économique, un Fonds de participation sera créé au sein de la Caisse nationale du Crédit professionnel. Ce fonds a pour but de prendre des participations minoritaires dans des sociétés qui peuvent obtenir un crédit professionnel et de souscrire à des obligations émises par ces sociétés.

On offre ainsi à certaines P. M. E. la possibilité d'affermir leur structure de capital.

La participation n'est prise que si la société en fait la demande explicite; ce Fonds ne peut donc pas prendre de parts d'office et de façon autonome.

L'entreprise en cause peut à tout moment lever cette participation en rachetant ces actions.

Le Fonds de participation prendra toujours une participation minoritaire et temporaire.

Il est également clair que seules les P. M. E. qui ont adopté la forme juridique de société de capital (société anonyme) peuvent faire appel au Fonds de participation. Les autres sociétés (S. P. R. L., S. C., ...) sont exclues parce que de droit aucune personne juridique ne peut participer comme associé et parce que l'émission d'emprunts ou d'obligations reste réservée aux sociétés de capital en vertu de la législation sur les sociétés.

L'avant-projet prévoit que le nombre de membres du Comité de gestion sera très limité. Ce Comité se composerait notamment :

- de délégués de la C. N. C. P.;
- de personnes qui ont une expérience économique et financière;
- de représentants des organisations interprofessionnelles agréées des Classes moyennes.

— Vervolgens zijn er contracten voor de toepassing van nieuwe technologieën (C. T. T.)

Deze steun bestaat in het toekennen van subsidies in het raam van een bijzondere procedure waarbij de wetenschappelijke top van het Instituut zijn ondernemingen een belangrijke technische steun verleent om hun onderzoeksprogramma te omschrijven, dit onderzoek te structureren en de nodige samenwerking met bestaande laboratoria tot stand te brengen (universiteiten, collectieve centra).

Deze hulp wordt toegekend aan firma's die minder dan 200 personen tellen en financieel, technologisch en industrieel zelfstandig zijn.

De duur van deze contracten schommelt tussen 6 maanden en 24 maanden en de toegekende subsidie hangt af van het technisch risico en van de financiële lasten voor de onderneming en ligt tussen 50 en 80 % van de uitgaven van het project.

d) Participatiefonds

In de anti-crisiswet staat een bepaling die de aard zelf van de steun van de N. K. B. K. verandert. De N. K. B. K. zou geen gewone kredietinstelling meer zijn en zou zich ook op het terrein van de N. I. M. kunnen begeven (overheidsdeelneming in K. M. O.).

Die bepaling van de anti-crisiswet werd nog niet uitgevoerd.

Hoe staat de Minister daartegenover ?

Vindt hij dit niet dringend of zal hij alles in het werk stellen om aan die wettekst gevolg te geven ?

Er bestaat een voorontwerp van koninklijk besluit dat voor advies werd voorgelegd aan de betrokken departementen en waarvan het doel en de inhoud hierna wordt toegelicht.

In uitvoering van artikel 34 van de wet van 4 augustus 1978 tot economische heroriëntering zal in de Nationale Kas voor Beroepskrediet een Participatiefonds worden opgericht. Dit Fonds heeft tot doel minderheidsparticipaties te nemen in vennootschappen die een beroepskrediet bekomen en/of inschrijven op obligaties die door deze vennootschappen worden uitgegeven.

Hiermede wordt aan sommige K. M. O. de mogelijkheid geboden hun kapitaalstructuur te versterken.

De participatie wordt enkel genomen indien de vennootschappen er uitdrukkelijk om vragen; het Fonds kan dus niet autonoom en ambtshalve participeren.

De betrokken onderneming kan zich te allen tijde van deze participatie ontdoen door terugkoop van deze aandelen.

Het Participatiefonds zal steeds een minoritaire en tijdelijke deelneming nemen.

Het is eveneens duidelijk dat enkel K. M. O. die de juridische vorm van een kapitaalvennootschap (naamloze vennootschap) hebben aangenomen een beroep kunnen doen op het Participatiefonds. De andere vennootschappen (P. V. B. A., S. V., ...) zijn uitgesloten omdat van rechtswege daarin geen rechtspersonen als vennoot kunnen deelnemen en omdat het uitgeven van obligatieleningen op grond van de vennootschapswetgeving enkel voorbehouden blijft voor kapitaalvennootschappen.

Op basis van het voorstel zou het aantal leden in het Beheerscomité zeer beperkt worden gehouden met o.m.

- afgevaardigden van de N. K. B. K.;
- personen die een economische en financiële ervaring hebben;
- vertegenwoordigers van de erkende interprofessionele middenstandorganisaties.

Le Comité de gestion comprend trois sections régionales.

Le Comité de gestion statue sur les demandes ayant un caractère national. Les autres demandes sont soumises à l'étude et à la décision d'un Comité régional. Cette décision doit être confirmée ou infirmée par le Comité de gestion (national).

L'avant-projet d'arrêté royal a été soumis pour avis aux départements intéressés.

e) *Accès des P. M. E. aux marchés publics de travaux*

Plusieurs membres ont insisté pour que l'accès aux marchés publics soit facilité. Il a été suggéré notamment d'accepter un accord de coopération en vue de l'agrégation dans une catégorie supérieure.

Le problème soulevé en Commission n'est pas de la compétence propre du département des Classes moyennes.

Dans cette matière le Ministre des Classes moyennes ne peut jouer qu'un rôle stimulant.

Le Ministre précédent a, avec le consentement du Gouvernement, soumis le problème de l'accès des P. M. E. aux marchés publics de travaux à la Commission pour l'Oriëntation et la Coördination des marchés publics de travaux. Cette commission dépend des services du Premier Ministre et est présidée par M. Maldague, Commissaire au Plan.

La Commission pour l'Oriëntation et la Coördination des marchés publics a déposé un rapport auprès du Comité ministériel de la Coördination économique et sociale et soumis des suggestions (juillet 1979).

Par décision du Comité ministériel, cette note a été soumise pour avis à différents organismes consultatifs dont le Conseil supérieur des Classes moyennes. L'avis du Conseil supérieur des Classes moyennes a été rendu le 7 novembre 1979.

Le Premier Ministre a fait savoir le 12 février 1980 que le dossier qui aura pour objet de fixer la circulaire, sera soumis à nouveau, dès que possible, au Comité ministériel.

f) *Influence de la crise économique sur les P. M. E.*

Plusieurs études ont démontré que les P. M. E. résistent à la crise économique actuelle et étaient même parfois un facteur de relance. Comment peut-on expliquer qu'il y a tant de faillites et qu'un nombre toujours croissant de Belges vont faire des investissements à l'étranger ?

S'il est vrai que le nombre de faillites des P. M. E. est en augmentation, il faut également constater que :

d'une part, après avoir procédé à des licenciements de personnel pour cause conjoncturelle, beaucoup de grandes entreprises sont devenues en fait des P. M. E., d'après le critère du nombre de travailleurs occupés;

d'autre part, le nombre de P. M. E. occupant du personnel s'élève à 170 000, alors que les grandes entreprises sont environ 7 000. Il est dès lors normal qu'il se produise plus de faillites parmi les P. M. E. que dans de grandes entités, et ce même en temps ordinaire.

De plus, le nombre des P. M. E. est en augmentation constante depuis plusieurs années.

In het Beheerscomité worden drie gewestelijke secties opgericht.

Het Beheerscomité beslist over de aanvragen die een nationaal karakter hebben. Voor de aanvragen die geen nationaal karakter hebben wordt de studie en de aanvraag uitgevoerd en de beslissing genomen door een gewestelijk comité. Deze beslissing moet bekrachtigd of afgewezen worden door het (nationaal) Beheerscomité.

Het voorontwerp van koninklijk besluit werd voor advies overgelegd aan de betrokken departementen.

e) *Toegang van de K. M. O. tot de overheidsopdrachten*

Door meerdere commissieleden werd aangedrongen de toegang tot de overheidsopdrachten te vergemakkelijken. O. m. werd de suggestie gedaan een samenwerkingsovereenkomst te aanvaarden voor de erkenning in een hogere categorie.

De problemen die in de Commissie werden opgeworpen behoren niet tot de eigenlijke bevoegdheid van het departement van Middenstand.

De Minister van Middenstand kan in deze materie alleen stimulerend optreden.

De vorige Minister heeft met toestemming van de Regering het probleem van de toegang van de K. M. O. tot de overheidsopdrachten voorgelegd aan de Commissie voor Oriëntatie en Coördinatie van de Overheidsopdrachten. Deze Commissie ressorteert onder de diensten van de Eerste Minister en wordt voorgezeten door de heer Maldague, Commissaris bij het Plan.

De Commissie voor Oriëntatie en Coördinatie van de Overheidsopdrachten heeft een verslag met suggesties neergelegd bij het Ministerieel Comité voor Economische en Sociale Coördinatie (juli 1979).

Bij beslissing van het Ministerieel Comité werd deze nota voor advies voorgelegd aan verschillende adviserende instellingen, zoals de Hoge Raad voor de Middenstand. Het advies van de Hoge Raad voor de Middenstand werd uitgebracht op 7 november 1979.

De Eerste Minister heeft op 12 februari 1980 medegedeeld dat het dossier, dat het voorwerp zal uitmaken van een omzendbrief, zo spoedig mogelijk opnieuw aan het Ministerieel Comité zou worden voorgelegd.

f) *Invloed van de economische crisis op de K. M. O.*

Meerdere studies hebben aangetoond dat de K. M. O. bestand zijn tegen de huidige economische crisis en zelfs vaak een faktor van heropleving zijn. Hoe is het te verklaren dat er zoveel faillissementen zijn en dat steeds meer Belgen in het buitenland gaan investeren ?

Wanneer aangenomen wordt dat het aantal falingen van K. M. O. toeneemt, dan moet toch vastgesteld worden dat :

enerzijds, vele grote ondernemingen, na ontslag van hun personeel om conjuncturele redenen, K. M. O. geworden zijn vermits hun aantal werknemers is afgenomen;

anderzijds, het aantal K. M. O. die werk verschaffen 170 000 bedraagt, terwijl de grote ondernemingen 7 000 in aantal zijn. Het is dan ook vanzelfsprekend dat er meer falingen voorkomen bij K. M. O. dan bij grote ondernemingen, zelfs in normale tijden.

Bovendien stijgt het aantal K. M. O. voortdurend sinds meerdere jaren.

Nombre d'entreprises en fonction du personnel occupé						Aantal ondernemingen in functie van de personeelsbezetting					
Année	< 5	< 10	< 50	> 50	Total	Jaar	< 5	< 10	< 50	> 50	Totaal
1975	113 366	24 589	25 937	7 145	171 037	1975	113 366	24 589	25 937	7 145	171 037
1976	115 280	25 351	26 357	6 948	173 936	1976	115 280	25 351	26 357	6 948	173 936
1977	125 354	25 327	25 091	6 448	182 220	1977	125 354	25 327	25 091	6 448	182 220

Nombre de faillites						Aantal falingen					
Année	< 5	< 10	< 50	> 50	Total	Jaar	< 5	< 10	< 50	> 50	Totaal
1975	1 480	291	359	112	2 242	1975	1 480	291	359	112	2 242
1976	1 500	295	566	98	2 459	1976	1 500	295	566	98	2 459
1977	1 186	420	717	148	2 471	1977	1 186	420	717	148	2 471

	1971	1972	1973	1974	1975	1976	1977	1978	1979	
Construction et assimilé ...	396	435	420	433	554	618	604	697	642	4 799 Bouw en aanverwant.
Distribution	246	328	386	431	515	543	511	609	758	4 327 Distributie.
Garages	65	62	98	101	127	97	93	121	108	872 Garages.
Textiles + cuir	116	157	196	176	208	209	240	283	284	1 869 Textiel + leder.
Alimentation générale	127	116	113	115	135	135	145	165	172	1 223 Algem. voeding.
Imprimerie - Papier	20	25	27	46	27	41	35	43	28	292 Drukkerij - papier.
Edition journaux	10	8	5	9	6	14	11	7	13	83 Uitgev. - dagbladen.
Tabacs - Cigares - Vins - Liqueurs et librairies ...	14	12	24	19	27	33	29	27	32	217 Tabak - sig. - wijn - likeur en boekerij.
Bois et meubles	48	54	63	52	51	61	80	88	96	593 Hout en meubels.
Appareils automatiques ...	7	14	22	12	16	10	7	8	11	107 Autom. apparaten.
Navigation - Armement naval	17	12	12	1	13	11	13	13	10	102 Scheepvaart + bouw en rederij.
Métallurgie	11	10	9	2	7	3	4	9	16	71 Metallurgie.
Bijoux et diamants	10	7	10	5	4	11	11	12	14	84 Juwelen-diamantslijp.
Grands magasins	6	10	3	8	8	5	7	5	12	64 Grootwarenhuizen.
Combustibles	17	11	14	17	18	10	6	4	20	117 Brandstoffen.
Construction de machines ...	2	3	5	12	9	44	13	33	28	149 Machinebouw.
Verrerie	5	3	—	—	3	2	3	3	2	21 Glasblazerijen.
Prod. chim. et pharmac. ...	4	10	10	7	3	10	15	23	13	95 Chem. en Pharm. prod.
Constructions métalliques ...	12	7	11	12	38	88	49	49	58	324 Metaalconstructie.
Prod. chim. et pharmac. ...	8	11	9	11	9	17	20	11	10	106 Plastiekprodukten.
Total des secteurs cités ...	1 141	1 295	1 437	1 469	1 778	1 962	1 896	2 210	2 327	15 515 Totaal van vernoemde sectoren.
Total général des faillites ...	1 394	1 555	1 849	1 881	2 242	2 459	2 471	2 789	2 921	19 561 Algemeen totaal Faillissementen.
Secteurs cités en %	82	83	78	78	79	80	77	79	80	79 Vernoemde sectoren in %.

g) Divers

1. Que fait-on pour favoriser l'emploi dans les P. M. E. ?

L'arrêté royal du 26 juin 1976 prévoit une diminution de 5 % des charges sociales limitée à 9 000 F par trimestre. Cette diminution est néanmoins compensée par une augmentation de 1,4 % à charge des entreprises plus importantes.

2. Les P. M. E. ne sont-elles pas mises dans une position concurrentielle désavantageuse par une pénalisation fiscale ?

Il s'agit d'un problème général, qui n'est pas propre aux classes moyennes.

g) Diversen

1. Wat gebeurt er om de tewerkstelling in de K. M. O. te bevorderen.

Het koninklijk besluit van 26 juni 1976 vermindert de sociale lasten met 5 %, beperkt tot 9 000 F per kwartaal. Deze vermindering wordt echter gecompenseerd door een verhoging van 1,4 % ten laste van de grotere ondernemingen.

2. Worden de K. M. O. niet in een nadelige concurrentiepositie geplaatst door fiscale penalisering ?

Het betreft een probleem van algemene aard dat niet eigen is aan de Middenstand.

3. N'y a-t-il pas une insuffisance d'informations sur l'exportation ?

Ces informations ne sont pas insuffisantes, mais il est vrai qu'elles sont insuffisamment utilisées par les P. M. E. Elles peuvent cependant être facilement obtenues auprès de l'Office belge du Commerce extérieur, qui dépend du Ministère du Commerce extérieur.

L'Institut économique et social des Classes moyennes, qui est peut-être mieux connu des P. M. E., peut également être utilement consulté à ce sujet.

4. Formation permanente des classes moyennes

Il a été demandé si le cadre du personnel du Comité national de coordination et de concertation ne coûte pas trop cher.

Les subventions prévues à l'article 44.01 en faveur du comité national de coordination et de concertation de la formation permanente des classes moyennes couvrent :

— les frais de personnel 16 850 000

Le personnel se compose de :

- 1 directeur;
- 1 directeur adjoint;
- 1 chef de service;
- 1 chef de division;
- 1 conseiller;
- 2 traducteurs-réviseurs;
- 1 secrétaire d'administration;
- 1 comptable-réviseur;
- 2 sous-chefs de bureau;
- 3 rédacteurs;
- 1 commis-sténo-dactylographe principal;
- 2 commis-sténo-dactylographes;
- 1 préparateur;
- 1 téléphoniste.

— les frais de fonctionnement 9 804 000
(entretien, chauffage, éclairage, loyer, livraisons).

— les frais d'organisation et de fonctionnement des Commissions nationales 1 000 000

— les frais de représentation et d'organisation relatifs à des activités nationales et internationales 1 146 000
(épreuves et sélection, concours de formation professionnelle).

5. Rapport annuel des classes moyennes

Un membre félicite le Ministre pour le premier rapport annuel des classes moyennes, qui est devenu un ouvrage volumineux. Il faut toutefois déplorer que certaines mesures n'aient pas fait l'objet d'une évaluation. Il est donc proposé de consacrer une place plus importante dans le rapport à l'évaluation de la politique.

Un membre demande s'il ne pourrait être fourni un résumé de ce rapport des classes moyennes.

3. Is er geen ontoereikende informatie betreffende de uitvoer ?

Die informatie is niet ontoereikend, doch ze wordt te weinig benut door de K. M. O. Die informatie kan gemakkelijk bekomen worden bij de Belgische Dienst voor Buitenlandse Handel die ressorteert onder het Ministerie van Buitenlandse Handel.

Het Economisch en Sociaal Instituut voor de Middenstand, dat misschien beter gekend is door de K. M. O., kan eveneens nuttig worden geraadpleegd in dit verband.

4. Voortdurende vorming van de middenstand

Een vraag wordt gesteld omtrent de personeelsformatie van het Nationaal Coördinatie en Overlegcomité. Valt dit niet al te duur uit ?

De onder artikel 44.01 voorziene toelage aan het nationaal coördinatie- en overlegcomité voor de voortdurende vorming van de middenstand omvat :

— de personeelskosten 16 850 000

Het personeel bestaat uit :

- 1 directeur;
- 1 adjunct-directeur;
- 1 dienstchef;
- 1 afdelingschef;
- 1 adviseur;
- 2 vertalers-revisor;
- 1 bestuurssecretaris;
- 1 boekhouder-revisor;
- 2 onderbureauchefs;
- 3 opstellers;
- 1 eerstaanwezend klerk-stenotypist;
- 2 klerken-stenotypisten;
- 1 amanuensis;
- 1 telefonist.

— de werkingskosten 9 804 000
(onderhoud, verwarming, verlichting, huur, leveringen).

— de organisatie- en werkingskosten van de Nationale Commissies 1 000 000

— de representatie- en organisatiekosten betreffende activiteiten op nationaal en internationaal vlak 1 146 000
(selectieproeven, wedstrijden van beroepsopleiding).

5. Jaarlijks middenstandsverslag

Een lid wenst de Minister geluk met het eerste jaarlijks middenstandsverslag dat een omvangrijk werk is geworden. Er wordt evenwel betreurd dat er geen evaluatie van bepaalde maatregelen werd gemaakt. Daarom wordt voorgesteld dat in het jaarlijks verslag meer aan beleidsevaluatie zou worden gedaan.

Anderzijds wordt er gevraagd of er een samenvatting van dit middenstandsverslag kan worden ter beschikking gesteld.

6. *Parastataux*

Des explications sont demandées au sujet de la diminution des recettes de l'Institut économique et social des Classes moyennes.

Les recettes propres de l'I. E. S. C. M. se répartissent comme suit (en milliers de francs).

	1980	1979
Location	1 796	3 360
Vente de brochures et avis	1 900	1 620
Recettes occasionnelles	249	240
Total	3 945	5 220

L'Institut enregistre une diminution des recettes provenant de loyers parce que certains bureaux devenus libres sont occupés par ses propres services.

Un membre souligne que 3 emplois de fonctionnaire supérieur sur les 7 que compte l'I. E. S. C. M. sont actuellement vacants. Il faut nommer d'urgence deux directeurs en vue de pourvoir au remplacement d'un fonctionnaire décédé et d'un fonctionnaire admis à la retraite. L'administrateur général a été nommé chef de cabinet et devrait être remplacé à titre temporaire pour des raisons d'équilibre linguistique. Le conseil d'administration de l'I. E. S. C. M. demande une décision rapide de la part du Ministre. Ce dernier déclare qu'il a été attendu un certain temps afin de pouvoir nommer globalement les fonctionnaires supérieurs. On a également attendu que les administrations régionales soient organisées. Le projet de cadre linguistique a été transmis à la Commission permanente de contrôle linguistique.

III. VOTES

L'amendement du Gouvernement au budget de 1980 est adopté par 11 voix contre 3.

Les articles et l'ensemble du budget du Ministère des Classes moyennes pour l'année budgétaire 1980, tel qu'il a été modifié, sont adoptés par 11 voix contre 3.

Les articles et le projet de loi ajustant le budget du Ministère des Classes moyennes pour l'année budgétaire 1979 sont également adoptés par 11 voix contre 3.

Le Rapporteur,

A. STEVERLYNCK

Le Président,

A. d'ALCANTARA

6. *Parastatalen*

Er wordt uitleg gevraagd over de verminderde inkomsten van het Economisch en Sociaal Instituut voor de Middenstand.

De eigen ontvangsten van het E. S. I. M. bedragen (in duizenden franken).

	1980	1979
Huur	1 796	3 360
Verkoop van brochures en adviezen	1 900	1 620
Toevallige ontvangsten	249	240
Totaal	3 945	5 220

Het Instituut boekt een minderontvangst bij de huuropbrengsten omdat sommige vrijgekomen kantoren door de eigen diensten worden betrokken.

Er werd gewezen op het feit dat heden drie topfuncties op zeven in het E. S. I. M. niet zijn bezet. Twee directeurs moeten dringend worden benoemd ter vervanging van een overleden en een gepensioneerd ambtenaar. De algemeen-beheerder werd tot kabinetschef benoemd, en er zou omwille van het taalevenwicht in een tijdelijke vervanging moeten worden voorzien. De Raad van Beheer van het E. S. I. M. vraagt een spoedige beslissing van de Minister. Deze verklaart dat er een zekere tijd gewacht werd om tot een globale benoeming van de topambtenaren te kunnen overgaan. Er werd eveneens gewacht op de organisatie van de gewestelijke administraties. Het ontwerp van taalkader werd overgezonden aan de vaste commissie voor taaltoezicht.

III. STEMMINGEN

Het amendement van de Regering op de begroting 1980 wordt aangenomen met 11 tegen 3 stemmen.

De artikelen en de gehele begroting van het Ministerie van Middenstand voor het begrotingsjaar 1980 zoals ze werd gewijzigd worden aangenomen met 11 tegen 3 stemmen.

De artikelen en het wetsontwerp houdende aanpassing van de begroting van het Ministerie van Middenstand voor het begrotingsjaar 1979 worden eveneens aangenomen met 11 tegen 3 stemmen.

De Rapporteur,

A. STEVERLYNCK

De Voorzitter,

A. d'ALCANTARA

AMENDEMENT

ADOPTÉ PAR LA COMMISSION

aux tableaux du budget
du Ministère des Classes moyennes
pour l'année budgétaire 1980

TITRE IV

SECTION PARTICULIERE

Section I

Dépenses de l'Etat sur ressources affectées

Art. 60.01.A. — Fonds d'expansion économique et de recon-
version régionale (page 12).

1. — Dans la colonne « Recettes de l'année », le mon-
tant de

« 49 700 00 francs »

est ramené à

« 24 900 000 francs ».

(Réduction de 24 800 000 francs.)

2. — Dans la colonne « Dépenses de l'année », le mon-
tant de

« 49 800 000 francs »

est ramené à

« 25 000 000 de francs ».

(Réduction de 24 800 000 francs.)

ERRATUM

aux tableaux du budget
du Ministère des Classes moyennes
pour l'année budgétaire 1980

Titre IV — Section particulière (page 12).

En haut de la page, lire :

« en millions de francs », au lieu de « en milliers de
francs ».

AMENDEMENT

AANGENOMEN DOOR DE COMMISSIE

op de tabellen van de begroting
van het Ministerie van Middenstand
voor het begrotingsjaar 1980

TITEL IV

AFZONDERLIJKE SECTIE

Sectie I

Staatsuitgaven op inkomsten met speciale bestemming

Art. 60.01.A. — Fonds voor de economische expansie en de
regionale reconversie (blz. 13).

1. — In de kolom « Ontvangsten van het jaar », wordt
het bedrag van

« 49 700 000 frank »

teruggebracht op

« 24 900 000 frank ».

(Vermindering met 24 800 000 frank.)

2. — In de kolom « Uitgaven van het jaar », wordt het
bedrag van

« 49 800 000 frank »

teruggebracht op

« 25 000 000 frank ».

(Vermindering met 24 800 000 frank.)

ERRATUM

in de tabellen van de begroting
van het Ministerie van Middenstand
voor het begrotingsjaar 1980

Titel IV — Afzonderlijke sectie (bladzijde 13).

Bovenaan de bladzijde lezen men :

« in miljoenen frank » in plaats van « in duizendtallen
frank ».

ANNEXE 1

Crédits destinés à la politique des Classes moyennes
au cours des trois dernières années

(En millions de F)

BIJLAGE 1

Kredieten voor het Middenstandbeleid
tijdens de jongste drie jaar

(In miljoenen F)

	1980 initial — 1980 initiaal	1980 initial — 1980 initiaal	1979 ajusté — 1979 aangepast	1979 initial — 1979 initiaal	1978	
	ajusté suivant les décisions du C. M. R. I. * — aangepast aan de beslissingen van het M. C. I. H. * Kredieten	Crédits — Kredieten	Crédits — Kredieten	Crédits — Kredieten	Engagements — Vastleg- gingen	
A. Département des Classes moyennes :						A. Departement Middenstand :
Dépenses courantes	5 126,3	5 151,6	4 887,2	4 924,1	4 637,7	Lopende uitgaven.
Dépenses de consommation (Chap. I)	548,6	548,6	517,7	512,9	509,6	Consumptieve bestedingen (Hfst. I).
dont :						waarvan :
— rémunérations (art. 11)	388,3	388,3	363,2	373,4	361,3	— bezoldigingen (art. 11).
— frais de fonctionnement (art. 12)	160,3	160,3	154,5	139,5	148,3	— werkingskosten (art. 12).
Transferts de revenus en dehors du secteur public (Chap. III)	4,1 *	4,6	4,6	4,6	4,9	Inkomensoverdrachten buiten de overheidssector (Hfst. III).
Transferts de revenus à l'in- térieur du secteur public (Chap. IV)	4 444,4	4 469,2	4 364,9	4 406,6	4 123,2	Inkomensoverdrachten binnen de overheidssector (Hfst. IV).
dont :						waarvan :
— I. E. S. C.	139,5	139,5	133,6	134,6	121,7	— E. S. I. M.
— Conseil supérieur et Cham- bres des Métiers et Négoces	55,0	55,0	60,6	61,0	49,3	— Hoge Raad en Kamers voor Ambachten en Neringen.
— F. E. E. R. R.	24,9 *	49,7	50,0	50,0	10,0	— F. E. E. R. R.
— prestations familiales	4 196,2	4 196,2	4 092,4	4 132,5	3 920,2	— gezinsbijslagen.
— Comité national de coordina- tion	28,8	28,8	28,3	28,5	22,0	— Nationaal Coördinatiecomité
Provision d'indice	129,2	129,2	—	—	—	Indexprovisie.
Dépenses de capital	7,1	7,1	7,3	7,3	14,7	Kapitaaluitgaven.
Total département	5 133,4	5 158,7	4 894,5	4 931,4	4 652,4	Totaal departement.
B. Budget des pensions (art. 11.07- 42.03-42.11)		16 010,7	15 609,6	15 764,3	14 952,9	B. Begroting voor Pensioenen (art 11.07-42.03-42.11).
C. Assurance maladie-invalidité (budget Prévoyance sociale, art. 42.06)		4 779,7	4 587,4	4 632,4	4 380,5	C. Ziekteverzekering (begroting So- ciale Voorzorg, art. 42.06).
Total A + B + C		25 923,8	25 091,5	25 328,1	23 985,8	Totaal A + B + C.
		108,1 %	104,6 %	105,6 %	100,0 %	

* Comité ministériel des Réformes institutionnelles.

* Ministerieel Comité voor de Institutionele Hervormingen.

(En millions de F)

(In miljoenen F)

	1980 Initial — Initiaal	1979 Ajusté — Aangepast	1979 Initial — Initiaal	1978 Résultats — Resultaten	
I. N. A. S. T. I.					R. S. V. Z.
1. <i>Pensions</i>					1. <i>Pensioenen</i>
Recettes :					Ontvangsten :
— Cotisations	15 613,9	15 188,4	15 157,3	14 267,6	— Bijdragen.
— Subventions de l'Etat	16 010,7	15 584,7	15 764,1	14 953,4	— Rijksbijdragen.
— Autres	—	—	43,6	86,0	— Andere.
Total	31 624,6	30 773,1	30 965,0	29 307,0	Totaal.
Dépenses :					Uitgaven :
— Prestations	33 503,1	32 412,0	34 267,6	31 082,1	— Prestaties.
— Fonctionnement	621,2	592,4	618,1	539,5	— Werking.
— Charges financières	2 308,0	1 841,0	1 991,0	1 305,4	— Financiële lasten.
Total	36 432,3	34 845,4	36 876,7	32 927,0	Totaal.
Résultat	— 4 807,7	— 4 072,3	— 5 911,7	— 3 620,0	Resultaat.
Résultat cumulé	— 27 847,2	— 23 039,5	— 24 878,9	— 18 967,2	Gecumuleerd resultaat.
2. <i>Prestations familiales</i>					2. <i>Gezinsbijslagen.</i>
Recettes :					Ontvangsten :
— Cotisations	7 841,2	7 612,6	7 634,1	7 165,0	— Bijdragen.
— Subventions de l'Etat	4 196,2	4 085,6	4 132,5	3 920,2	— Rijksbijdragen.
Total	12 037,4	11 698,2	11 766,6	11 085,2	Totaal.
Dépenses :					Uitgaven :
— Prestations	10 344,7	11 111,5	10 373,3	10 503,8	— Prestaties.
— Fonctionnement	310,6	296,2	309,0	269,9	— Werking.
Total	10 655,3	11 407,7	10 682,3	10 773,7	Totaal.
Résultat	+ 1 382,1	+ 290,5	+ 1 084,3	+ 311,5	Resultaat.
Résultat cumulé	+ 3 489,1	+ 2 107,0	+ 2 900,8	+ 1 816,5	Gecumuleerd resultaat.

ANNEXE 2

Loi du 29 juin 1975 sur les implantations commerciales

Demandes refusées introduites entre avril 1977 et juin 1978 et pour lesquelles une deuxième demande a été introduite.

Première demande Eerste aanvraag					Deuxième demande Tweede aanvraag				
Localité Plaats	Date de la demande Datum aanvraag	Assortiment	Surface nette Netto oppervlakte (m²)	Décision Beslissing	Localité Plaats	Date de la demande Datum aanvraag	Assortiment	Surface nette Netto oppervlakte (m²)	Décision Beslissing
Anvers. — Antwerpen	21. 4.77	Galerie commerciale. — Handels galerij.	7 568	Défavorable, collège échevinal. — Ongunstig, schepencollege.	Anvers. — Antwerpen	7.10.77	Galerie commerciale. — Handels galerij.	7 568	Favorable, 7.4.78, Comité interministériel. — Gunstig, 7.4.78, Intermin. Comité.
Bruxelles. — Brussel	15. 6.77	Equipement du foyer, T.V., radio. — Binnenhuisinrichting, T. V., radio.	4 000	Défavorable, 16.9.77, collège échevinal. — Ongunstig, 16.9. 77, schepencollege.	Bruxelles. — Brussel	12. 4.78	Meubles, revêtement sol, bricolage, appareils électriques. — Meubels, vloerbekled., bricolage, elec. app.	5 400	Favorable (1), 2.9.78, collège échevinal. — Gunstig (1), 2.9. 78, schepencollege.
Châtelineau	12. 9.77	Extension d'une galerie commerciale. — Uitbreiding van een handels galerij.	4 792	Défavorable, 28.12.77, collège échevinal. — Ongunstig, 28.12.77, schepencollege.	Châtelineau	2. 2.78	Bricolage et boutiques. — Bricolage en boetieks.	4 278	Favorable (1), 31.5.78, collège échevinal. — Gunstig (1), 31.5.78, schepencollege.
Borgerhout	14.10.77	Complexe commercial. — Handelscomplex.	5 275	Pas de décision. — Geen beslissing.	Borgerhout	12. 5.78	Complexe commercial. — Handelscomplex.	3 747	Favorable, 15.2.79, Comité interministériel. — Gunstig, 15.2.79, Intermin. Comité.
Hasselt	20.10.77	Textile, matelas, rev. sol et mur. — Textiel, matrassen, vloerbekled., muurbekled.	1 500	Défavorable, 22.12.77, collège échevinal. — Ongunstig, 22.12.77, schepencollege.	Hasselt	31. 5.78	Les mêmes produits et meubles et articles de camping. — Zelfde + meubels en camping-artikels.	1 500	Défavorable, 18.12.78, Comité interministériel. — Ongunstig, 18.12.78, Intermin. Comité.
Ans-Alleur	3. 1.78	Meubles. — Meubels.	12 000	Défavorable, 7.3.78, collège échevinal. — Ongunstig, 7.3. 78, schepencollege.	Ans-Alleur	6. 9.78	Meubles et accessoires. — Meubels en toebehoren.	8 000	Défavorable, 18.12.78, Comité interministériel. — Ongunstig, 18.12.78, Intermin. Comité.

(1) Avec conditions.

BIJLAGE 2

Wet van 29 juni 1975 op de handelsvestigingen

Geweigerde aanvragen, ingediend vanaf april 1977 tot juni 1978 en waarvoor een tweede aanvraag werd ingediend.

Première demande Eerste aanvraag					Deuxième demande Tweede aanvraag				
Localité Plaats	Date de la demande Datum aanvraag	Assortiment	Surface nette Netto oppervlakte (m²)	Décision Beslissing	Localité Plaats	Date de la demande Datum aanvraag	Assortiment	Surface nette Netto oppervlakte (m²)	Décision Beslissing
Anvers. — Antwerpen	21. 4.77	Galerie commerciale. — Handels galerij.	7 568	Défavorable, collège échevinal. — Ongunstig, schepencollege.	Anvers. — Antwerpen	7.10.77	Galerie commerciale. — Handels galerij.	7 568	Favorable, 7.4.78, Comité interministériel. — Gunstig, 7.4.78, Intermin. Comité.
Bruxelles. — Brussel	15. 6.77	Equipement du foyer, T.V., radio. — Binnenhuisinrichting, T. V., radio.	4 000	Défavorable, 16.9.77, collège échevinal. — Ongunstig, 16.9. 77, schepencollege.	Bruxelles. — Brussel	12. 4.78	Meubles, revêtement sol, bricolage, appareils électriques. — Meubels, vloerbekled., bricolage, elec. app.	5 400	Favorable (1), 2.9.78, collège échevinal. — Gunstig (1), 2.9. 78, schepencollege.
Châtelineau	12. 9.77	Extension d'une galerie commerciale. — Uitbreiding van een handels galerij.	4 792	Défavorable, 28.12.77, collège échevinal. — Ongunstig, 28.12.77, schepencollege.	Châtelineau	2. 2.78	Bricolage et boutiques. — Bricolage en boetieks.	4 278	Favorable (1), 31.5.78, collège échevinal. — Gunstig (1), 31.5.78, schepencollege.
Borgerhout	14.10.77	Complexe commercial. — Handelscomplex.	5 275	Pas de décision. — Geen beslissing.	Borgerhout	12. 5.78	Complexe commercial. — Handelscomplex.	3 747	Favorable, 15.2.79, Comité interministériel. — Gunstig, 15.2.79, Intermin. Comité.
Hasselt	20.10.77	Textile, matelas, rev. sol et mur. — Textiel, matrassen, vloerbekled., muurbekled.	1 500	Défavorable, 22.12.77, collège échevinal. — Ongunstig, 22.12.77, schepencollege.	Hasselt	31. 5.78	Les mêmes produits et meubles et articles de camping. — Zelfde + meubels en camping-artikels.	1 500	Défavorable, 18.12.78, Comité interministériel. — Ongunstig, 18.12.78, Intermin. Comité.
Ans-Alleur	3. 1.78	Meubles. — Meubels.	12 000	Défavorable, 7.3.78, collège échevinal. — Ongunstig, 7.3. 78, schepencollege.	Ans-Alleur	6. 9.78	Meubles et accessoires. — Meubels en toebehoren.	8 000	Défavorable, 18.12.78, Comité interministériel. — Ongunstig, 18.12.78, Intermin. Comité.

(1) Met voorwaarden.

Première demande — Eerste aanvraag					Deuxième demande — Tweede aanvraag				
Localité — Plaats	Date de la demande — Datum aanvraag	Assortiment	Surface nette — Netto oppervlakte (m²)	Décision — Beslissing	Localité — Plaats	Date de la demande — Datum aanvraag	Assortiment	Surface nette — Netto oppervlakte (m²)	Décision — Beslissing
Gerpennes	3. 1.78	Supermarché et brico. — Supermarkt en brico.	5 544	Défavorable, 11.4.78, collège échevinal. — Ongunstig, 11.4. 78, schepencollege.	Gerpennes	6.11.78	Même assortiment. — Zelfde.	3 130	Favorable, 13.3.79, collège échevinal. — Gunstig, 13.3. 79, schepencollege.
Woluwe-Saint- Lambert. — Sint- Lambrechts- Woluwe	27. 3.78	Hypermarché, bricolage et boutiques. — Hy- permarkt, bricolage en boetiek.	22 565	Défavorable, 22.5.78, collège échevinal. — Ongunstig, 22.5. 78, schepencollege.	Woluwe-Saint- Lambert. — Sint-Lambrechts- Woluwe	31. 1.79	Supermarché, textile, ar- ticles pour décoration. — Supermarkt, textiel, huisinrichting	9 350	Favorable (1), 28.5. 79, collège échevi- nal. — Gunstig (1), 28.5.79, schepen- college.
Mol	10. 5.78	Extension de 2 000 m² d'un supermarché. — Uitbreiding supermarkt met 2 000 m².	4 000	Défavorable, 10.7.78, collège échevinal. — Ongunstig, 10.7. 78, schepencollege.	Mol	26. 2.79	Extension de 1 000 m² d'un supermarché. — Uitbreiding van super- markt met 1 000 m².	3 000	Favorable, 11.6.79, collège échevinal. — Gunstig, 11.6. 79, schepencollege.
Evergem	6. 6.78	Extension d'une supe- rette. — Uitbreiding superette.	980	Défavorable, 14.7.78, collège échevinal. — Ongunstig, 14.7. 78, schepencollege.	Evergem	5. 4.79	Extension d'une superette — Uitbreiding supe- rette.	980	Défavorable, 18.6.79, collège échevinal. — Ongunstig, 18.6. 79, schepencollege.

(1) Avec conditions.

(1) Met voorwaarden.

Il s'agit donc de dix dossiers au total.
La décision restait soit défavorable, soit elle devenait favorable.

Le changement de décision résulte de l'introduction de nouveaux éléments au dossier :

- diminution de la surface nette : Borgerhout, Gerpinnes, Woluwe-Saint-Lambert, Mol;
- modification dans l'assortiment : Bruxelles, Châtelineau, Woluwe-Saint-Lambert;
- décision prise par un autre organe : Anvers.

Het gaat in totaal om tien dossiers.
Ofwel bleef de beslissing ongunstig, ofwel werd zij gunstig.

Indien een gunstige beslissing genomen werd, waren er gewijzigde elementen :

- kleinere verkoopsoppervlakte : Borgerhout, Gerpinnes, Sint-Lambrechts-Woluwe, Mol;
- wijziging van het assortiment : Brussel, Châtelineau, Sint-Lambrechts-Woluwe;
- beslissing genomen door een ander orgaan : Antwerpen.